

AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 10 / AVRIL-MAI 82/10 F



ESPAGNE

LE RETOUR

DES VIEUX DÉMONS

- le travail féminin
- pcf : échec et mat
- la beat generation



AGORA
revue libertaire

Éditée par : "Pensée et Action"
Périodicité : bimestrielle
Directeur de publication : Solon Amoros
Dépôt Légal : 2^e trimestre 1982.
Commission paritaire : 62.601
I.S.S.N. : 0245-3630
Imprimerie : "SACCO" 44, chemin de Catala,
31100 Toulouse. Tél. 49.32.01
Façonnage : "M.D.P." 10 bis, rue des
Teinturiers 31300 Toulouse. Tél. 42.12.48
Composition : "Caractères" 16, impasse Bélou
31200 Toulouse. Tél. 23.96.75
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito
Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon
Amoros, Violette Marcos.
Rédaction et administration : AGORA, BP 1214,
31037 Toulouse Cedex.
Prix du numéro : 10 F.
Abonnement : 5 numéros - 45 F.
Abonnement de soutien : 100 F et plus.
Diffusion militante : 5 exemplaires : 45 F.
10 exemplaires : 90 F.
Pour tout versement : AGORA, CCP 3-716-17 Y
Toulouse.

AGORA S'AFFICHE
Le poster central de ce numéro
est en vente au prix unitaire de
5 F (à partir de 10 exemplaires :
3 F pièce), frais de port compris.
Versements à : AGORA, CCP
3.716.17.Y Toulouse.



Ont été mis à contribution pour ce numéro :

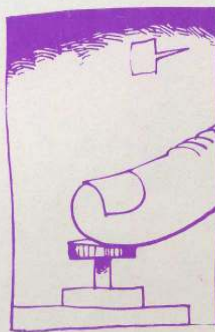
Claude Arisco, Juanito Marcos, Michel
Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette
Marcos, Jean Senterre, Michel Gilbert, Bil. G.
Azam, Xavier Vadillo, Miquel Linares, Hervé
Favraud, Julie Desgranges, René Arcos, Eli
Coutère, Territoire à prendre, les copains et
copines de l'Atelier de façonnage M.D.P., de
l'Imprimerie SACCO et de l'Atelier de Photo-
composition de CARACTERES.

DES POINTS DE VENTE POUR AGORA

• Si vous connaissez des librairies ou des kiosques susceptibles de prendre AGORA en dépôt, faites-nous parvenir leur adresse, ou mieux encore, assurez-en vous-mêmes le dépôt. Vous n'êtes pas sans ignorer les difficultés rencontrées pour se faire payer par certaines librairies. C'est pourquoi nous préférons de loin la seconde solution...

VOS LISTES D'ADRESSES PEUVENT NOUS ÊTRE UTILES

• Vous connaissez sûrement des personnes autour de vous qui ignorent l'existence d'AGORA et qui seraient pourtant susceptibles de s'y abonner. Faites-nous parvenir leur adresse. Nous leur enverrons un exemplaire de la revue...



CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES
QU'ON N'A PAS BESOIN D'ARGENT !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom
Prénom
Adresse

Abonnements :
5 numéros : 45 F
Par avion : 75 F
Etranger, TOM-DOM : 55 F
Soutien : 100 F et plus.

A retourner à AGORA
B.P. 1214
31037 TOULOUSE-CEDEX
C.C.P. 3-716-17-Y Toulouse

DU CÔTÉ DES PRINCIPES

• AGORA est une revue libertaire indépendante de toute organisation. L'équipe de rédaction, composée d'individus ayant par ailleurs leurs propres engagements, n'est pas un groupe réuni sur une stratégie politique. En conséquence, les articles expriment la position de leurs auteurs. Etrangers au sectarisme, nous les publions, non parce que nous nous reconnaissons dans ces positions, mais parce qu'elles nous paraissent intéressantes à diffuser.

« Ils chantent tous ensemble mais chacun chante son propre chant. Ils sont maîtres de la nuit et chacun s'y veut maître de soi. »
(Pierre Clastres).

dans ce numéro

HEXAGONE

5. Le pétrole vert en difficulté.
8. Les samedis de Chooz.
9. Le travail au féminin présent.
13. En marge.
14. Crayon noir.

SANS FRONTIERES

15. L'Espagne des putschs.
18. Turquie : un enjeu pour l'OTAN.
19. Haïti : Tontons Macoutes
et canne à sucre.
21. Tutti frutti.

AGORA S'AFFICHE

22. Ne plus mendier... Prendre !.

CASE LIBRE

24. Territoire à prendre.

REPERES

25. PCF, échec et mat ?.
26. Je t'aime, moi non plus.
28. Voyage dans l'appareil.
30. Travail, Famille, Parti.
32. La tentation eurocommunisme.

ARGUMENTS

33. Plongée dans la beat generation.
37. Kiosque.

NOTRE MEMOIRE

38. Les mutins de la mer Noire.

NOIR C'EST NOIR

42. Il peut des revues.



Le bloc-notes de bisou fruité

LES CRABES SE FONT STRATÈGES

Une force tranquille, c'est encore de la force et les socialistes ont déjà la victoire indécise. Bonjour aux expulsés des usines Leleu à Lyon, Hutchinson à Charlette, Allo Fret à Montrouge, Besnier à Isigny, Fulmen à Clichy, Papeteries de Gas- cogne à Mimizan, Rivoire et Carret à Marseille... Mon premier mort s'appelait Ahmed Medjir. Flics ou jaunes, vigiles ou paras, le bruit froid des matraques s'est mis à rythmer les silences du discours d'Etat. On n'entend bruire que du vent... Rien dans nos mains, tout dans leurs poches. Mitterrand invente la théorie du "plus c'est creux, mieux ça résonne". Place au socialisme boum-boum! Mais, bon sang, ils avaient promis!... L'odeur de la soupe les aura fait varier.

On va donc au changement à reculons. Stratégie du crabe: je sais d'où je viens, mais, je ne sais où je vais. Surtout ne froisser personne. Riset-tes au patronat, caresses aux syndicats. Je ne veux voir qu'une seule tête: la "Nation Solidaire". C'est les généraux qui sont contents! Dorénavant, les révolutions se feront avec la permission des autorités supérieures. Elles devront être déclarées en associations Loi 1901, et leurs statuts déposés à la préfecture la plus proche. Il ne faudra plus prendre, c'est très vilain mes chéris... faudra mendier!

Pour le prochain congrès de la CGT, Krasucki a promis de "battre les records de démocratie". Vu les records précédents, Krasucki ne risque pas de se fouler une cheville. Avec Edmond Maire, il a d'ail- leurs mis au point un fort joli mouvement de balançoire quand l'un d'eux, c'est se lève, l'autre s'assoit. A jouer ce petit jeu avec eux, c'est pas demain qu'on nous verra, tous ensemble, debouts, dans les rues, à chahuter l'histoire. Les rues, pourtant, ça nous connaît... hier encore, nous y étions chez nous. C'était au temps des cerises... Mais, t'en souviens-tu?

PARLEZ-MOI DE NOUS

UNE MEILLEURE FORMULE ?

Je vous livre (très vite) une critique sur les premiers articles qui commencent chaque numéro et qui sont une sorte d'éditorial. Vous avez choisi de traiter d'un sujet d'actualité et de France. Cela ne me semble pas être la meilleure formule, et j'ai constaté que bien souvent l'événement qui faisait la

base de l'article était soit trop vieux, dépassé ou trop couvert déjà par les médias.

A la place je me permets de vous suggérer un article de consistance générale sur les récents événements internationaux et leur répercussions sur notre pays. Ainsi on ferait un lien entre cet "édito" et le reste du contenu du journal.

Christian M. (79)



FAITES DES PROPOSITIONS

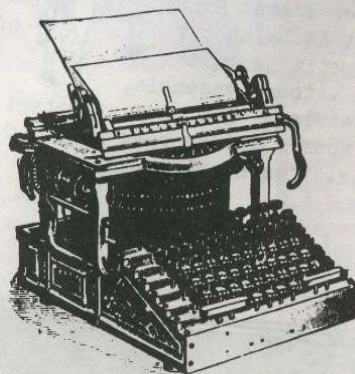
AGORA est bien le seul canard anarchiste vraiment lisible par quelqu'un qui ne connaît pas les idées. Mais ce qu'on peut lui reprocher, bien que les articles soient clairs et de sources généralement sérieuses et bien informées, c'est qu'il y manque les propositions anarchistes. AGORA est un très bon canard d'informations sur ce qui a eu lieu dans le passé, au points de vue des luttes, sur ce qui se passe actuellement, mais n'appuie pas assez sur le pourquoi de ces luttes, sur les propositions sociales et économiques que portent les idées anarchistes.

Peut-être avez-vous une quelconque crainte en soulevant le problème des propositions et de la pratique anarchiste, de soulever la casserole que le mouvement traîne depuis un siècle, à savoir la question organisationnelle et la répercussion de la division théorique entre individualistes et organisationnels, sur la pratique et les moyens à se donner pour propager les idées et faire le plus de pas possibles vers l'avènement matériel et concret de nos idées ?

François (63)

AVIS AUX ECRIVAINS

Si vous êtes de celles ou de ceux qui nous ont écrit ces derniers temps sans recevoir de réponse, pas d'affolement. Le centre distributeur du courrier d'AGORA était en grève pour obtenir les postes supplémentaires dont il avait bien besoin. Plusieurs dizaines de lettres (et de chèques ?) qui nous sont adressés se trouvant ainsi en instance. Patience, nous allons les lire bientôt avec d'autant plus de plaisir que cette lutte vient de s'achever par la victoire des postiers.



ATTENTION AU PANIER DE CRABES

Dans le dernier "courrier des lecteurs", l'un vous accuse d'accepter l'inorganisation présente du mouvement anarchiste français, de vous y complaire (et à la limite d'en être responsable ! ?). Par contre un autre correspondant vous considère presque comme l'émanation (la propriété ?) du courant communiste-libertaire ! Notre mouvement s'est, jusqu'à présent, surtout illustré par sa capacité (en France) à détruire ce qui existe, à critiquer féroceement toute initiative constructive sous des prétextes divers, mais jamais, bien sûr, en proposant quelque chose. Votre revue, qui est bien partie, aurait tort de s'engager dans ce panier de crabes. Elle perdrait inévitablement en qualité, et peut-être même jusqu'à son existence.

Quant aux critiques, peut-être faudrait-il développer des aspects constructifs du mouvement anarchiste à travers des interrogations du type : - contre l'Etat, le fédéralisme ; oui, mais n'y aurait-il pas le risque d'une résurgence de l'Etat sous une autre forme ? - Qu'est-ce que le fédéralisme ? ça marche comment ? - L'autogestion possible ? Ses limites en Algérie, Yougoslavie... - quelle économie anarchiste ?...

Alain G. (38)

IMPOSSIBILITE BIOLOGIQUE

L'article sur la sociobiologie (c'est une partie de la biologie qui m'intéresse beaucoup, étant professeur de biologie et de géologie) paru dans le dernier numéro est bien décevant : beaucoup de confusion et pas grand-chose en fait ! Rien n'est analysé : ni la théorie sociobiologique de Wilson (le "fondateur"), ni son utilisation à des fins politiques par la droite américaine, puis française (avec quatre ans de retard, comme d'habitude !). Il y aurait eu quelques bons exemples à prendre : le racisme, le Q.I., l'agressivité dans la société...

La théorie de Wilson ne peut pas nous laisser indifférents (sans parler de son utilisation par la droite - ce qui est loin d'être à négliger, bien au contraire), car dans son deuxième livre où il expose sa théorie, il finit en concluant à "l'impossibilité biologique" de la théorie anarchiste. Voir son livre (très intéressant cependant), "L'Humaine nature". (Ed. Stock, Coll. Monde Ouvert, 1979).

Francis L. (33)

ET LE MILIEU RURAL ?

Des articles intéressants, mais pas grand chose comme infos sur la "résistance intérieure" un peu partout. On n'est pas tous en usine et puis on peut aussi vivre autrement. Il y a des choses sur lesquelles j'aimerais bien voir quelque chose, du genre Tribune libre, comme par exemple : Assistance et dialectique du maître et de l'esclave. Depuis quelque temps, il y a des copains et copines qui s'interrogent sur l'enfant hors du couple. Comme les points de vue sont très différents, ça serait pas mal de faire un échange là-dessus. Autre chose encore me préoccupe, puisqu'on en est aux suggestions : habitant en milieu rural, je suis plutôt pessimiste quant à une évolution des mentalités. Si vous aviez des trucs là-dessus, sur les révoltes paysannes, je pense en particulier aux viticulteurs de l'Aude (à part le Larzac parce qu'on a beaucoup échangé là-dessus et parce qu'on veut le garder en référence) ça vaudrait peut-être le coup. J'ose espérer qu'on n'est pas libertaire que dans les salons.

Hélène J. (32)

PAYSANS

LE PÉTROLE VERT EN DIFFICULTÉ

DU 23 au 25 février, s'est tenu au Touquet le 36^e Congrès de la FNSEA. Il marquait une étape dans la lutte que ce syndicat avait engagé contre les orientations gouvernementales défendues par Edith Cresson. Mais, au-delà de cet affrontement, si prisé par les media, c'est l'avenir même de l'agriculture qui est en jeu.

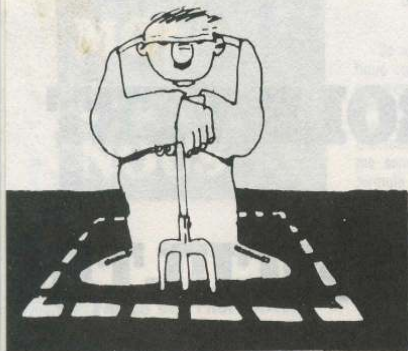


DANS le cadre européen, l'agriculture méditerranéenne est passablement défavorisée par rapport à celle du Nord. Mais, se dégager de la PAC (politique agricole commune) coûterait encore plus cher que d'y rester. Et puis, en bout de course, les perdants resteraient les mêmes : les petits exploitants et, encore et toujours, le Tiers-Monde.

PRODUIRE, TOUJOURS PRODUIRE

LA politique agricole française a pris un tournant avec les lois d'orientation Pisaní élaborées en 1960-62. Il s'agissait d'industrialiser l'agriculture, donc de moderniser son équipement, d'améliorer ses revenus, en un mot, de la restructurer parallèlement au secteur industriel. Seul moyen mis en place (le capital faisant parfois preuve de bien peu d'imagination) : l'augmentation des gains de productivité. Résultat : une course au rendement et un exode rural accru. Si les productions ont doublé, le nombre d'exploitants est passé de 5 millions (52 % de la population active) à 1,2 million. Mais le but recherché n'était-il pas cette lente et inévitable prolétarianisation des travailleurs des campagnes ?

Surgit la crise de 74-75 : le pétrole se fait cher, l'inflation galope, la production finit par coûter plus cher qu'elle ne rapporte (le fuel a, par exemple, augmenté trois fois plus vite que le blé). En réalité, on avait mis en place une agriculture très chère et à la merci des fluctuations du marché des importations. Face à cette crise, les agriculteurs, afin de produire plus et préserver un tant soit peu leurs bénéfices, ont été obligés de s'endetter. Ceux, en tous cas, qui ont pu le faire. Pour les autres, c'était le début de la fin. En privé-



giant les modèles de production à fort investissement, on a tout simplement écrasé les petits et engraisés les gros. D'autant plus que les gouvernements précédents avaient inventé une aide à l'agriculture qui ne manquait pas d'indécence : l'argent était distribué selon le volume de production (et ça pouvait monter très haut les années où il y avait une échéance électorale). On a ainsi vu se concentrer les terres et les bénéfices et se créer des groupes de pression de gros producteurs : de blé, de betteraves, d'éleveurs... C'était le temps rêvé des "agriculteurs aux mains blanches".

Les grandes gagnantes de ces orientations furent, bien sûr, les multinationales de l'industrie agro-alimentaire, qu'elles se situent en amont ou en aval de la production. Cela leur a permis de concentrer encore un peu plus le capital. Autre bénéficiaire de cette course à la technique : le Crédit Agricole devenu la première banque mondiale avec des excédents tels que le gouvernement socialiste n'a pas hésité à puiser dans ceux-ci 2,7 milliards sur les 5,5 prévus pour les aides 81.

Cette politique, catastrophique pour les petits, fait que le revenu agricole est en baisse constante depuis maintenant huit ans. Pour une raison bien simple : les prix agricoles n'ont grimpé que de 10 % alors que les coûts de production augmentaient de 12,5 %. En trois ans, le revenu agricole a chuté ainsi de 24,3 %. Dans l'état actuel, la tendance à la concentration se poursuit allègrement : 500 000 exploitants, soit près de la moitié du total, approchent de l'âge de la retraite, 340 000 n'ont pas de successeurs, 100 000 ménages sont dans une situation de quasi-faillite.

Telle est la situation que les socialistes ont trouvée le 10 mai.

LE GOUT DES RÉFORMETTES

Cl comme ailleurs, les gros font la loi. Les chiffres sont éloquentes : 15 % d'agriculteurs se partagent la moitié du revenu brut agricole total, 66 % se partagent le 1/4. Et 12 % des exploitants cumulent 50 % de l'endettement total de l'agriculture. Face à de telles disparités internes, il n'y a que le culot de la FNSEA pour masquer cela par un discours unifiant sur le monde agricole.

Le gouvernement socialiste avait dans ce milieu à remonter un fort courant qui se traduisait par le fait que sept agriculteurs sur 10

votaient Giscard, qu'une minorité y était même séduite par la droite musclée, et qu'on ne pouvait compter que sur quelques secteurs gauches, tel celui des viticulteurs. L'objectif de Cresson a d'abord été politique : faire apparaître que les injustices traversent aussi le monde rural et ainsi s'allier les plus démunis. Pour cela, la première arme a été de renverser la logique des aides qui jusqu'alors étaient réparties suivant le volume de production, avantageaient nettement les plus gros agriculteurs.

Ainsi, une entreprise agricole avec un chiffre d'affaires de 50 000 F touchait en 80, 542 francs et en touchera 3 000 en 81. Alors que celle au chiffre d'affaires de 500 000 francs qui encaissait 8 217 francs en 80 sera exclue de l'aide. On voit pourquoi les exploitants aux gros revenus ont pu bondir.

Pourtant c'est là une réforme qui ne prend pas en compte l'essentiel, à savoir le nombre de personnes vivant sur l'entreprise. En choisissant comme critère, encore une fois, le chiffre d'affaires (même si c'est aujourd'hui inversement proportionnel) on fait que pour certaines exploitations l'aide au maintien du revenu pour l'année sera une somme nettement inférieure à l'augmentation du SMIC. Alors, personne ne pouvait être pleinement satisfait.

Autre mesure qu'on est allé chercher du côté de 1936, l'office par produit. Pour chaque produit (blé, vin, fruits, viande...) on fixerait un volume de production qui serait payé à tous au prix fort. Si on dépassait ce

quantum, le prix irait décroissant pour la production supplémentaire. Une façon comme une autre de lutter contre les surplus si difficiles à écouler et qui coûtent cher (l'excédent laitier a coûté 25 milliards de francs aux contribuables européens).

Un office foncier essaierait de préserver les terres cultivées et de les réserver aux jeunes agriculteurs. Ces derniers d'ailleurs, s'ils créent une exploitation, bénéficieraient d'un abattement de 50 % sur leurs bénéfices impossibles pendant quatre ans. Enfin, on aidera substantiellement les CUMA (coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole).

Des réformettes qui n'entraînent pas l'enthousiasme des bénéficiaires, mais qui font hurler les capitalistes agricoles dirigeants de la FNSEA.

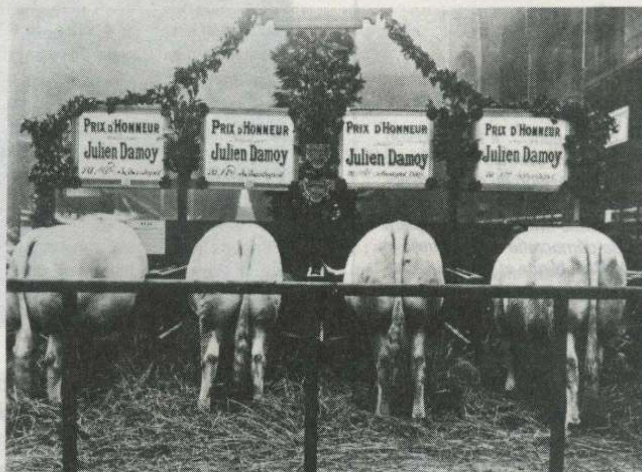
SYNDICALISME EN BATAILLE

La FNSEA (Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles) avait jusqu'ici soutenu le "libéralisme" agricole de la droite. Pour elle le paysan était comparable à un patron de PME, et donc il fallait donner la priorité au capital plutôt qu'au travail, quitte à éliminer les petits. Elle s'entendait donc, comme larrons en foire, sur l'essentiel avec la droite (compétitivité, vocation exportatrice, aide aux gros), au point que rien ne pouvait se décider sans



elle. Cette cogestion devait d'ailleurs se concrétiser, en toute simplicité, par le glissement de Michel Debatisse de son poste de président de la FNSEA à celui de secrétaire d'Etat pour l'agro-alimentaire, en 79, dans le dernier gouvernement Giscard. L'arrivée de la gauche au pouvoir, remet la FNSEA dans un rôle strictement syndical, et on comprend que cette dernière le vive mal, d'autant plus que Cresson s'est empressée de reconnaître les autres petits syndicats paysans en les invitant à la Conférence annuelle agricole qui s'est tenue le 8 décembre.

La rupture de son monopole a énervé la FNSEA qui se voulait seule représentante du monde agricole. Forte de ses 470 000 adhérents (dont les 80 000 membres du CNJA - agriculteurs de moins de 35 ans), elle a pignon sur rue dans toutes les institutions. Ses représentants sont d'ailleurs des cumulards de fonctions (administration de coopératives, de caisses locales du Crédit Agricole...). Son meilleur exemple est son président lui-même, le chiraquien François Guillaume, qui est en plus membre du Conseil économique et social de la CEE, vice-président du CES de Lorraine, secrétaire général du Fonds d'assurance agricole... A travers ses délégués, la FNSEA tient donc entre ses mains tous les organismes agricoles et para-agricoles. L'enjeu de la bataille qu'elle livre est bien celle de la conservation de ses acquis et, en ce sens, on peut prévoir que la guerre continuera au moins jusqu'aux élections aux chambres d'agriculture qui



auront lieu en février 83. Contrairement au passé, ces élections se feront à la proportionnelle et la FNSEA risque de voir son territoire légèrement écorné. Pas étonnant qu'elle mène dès lors, dans ses rangs et hors de ses rangs une "chasse aux sorcières" de gauche.

Car il y a maintenant contestation organisée à l'intérieur de la FNSEA, au travers de la création d'une tendance (proche des socialistes), l'Interpaysanne qui regroupe 7 fédérations sur 94 et 24 CDJA sur 96.

Quant aux autres syndicats, leur audience est pour le moins réduite. En tête vient le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) proche du PCF et qui avait obtenu près de 20 % aux élections aux chambres d'agriculture. Il regroupe 92 000 adhérents représentant surtout les petites et moyennes entreprises. Un autre courant, des plus intéressants, est représenté par le nouveau venu : la FNTF (Fédération nationale des travailleurs paysans) qui, après le 10 mai a regroupé plusieurs tendances progressistes dont celle des Paysans Travailleurs animée par Bernard Lambert. Ces 15 000 adhérents ont ces sympathies particulières de bien se cantonner dans leur rôle syndical en refusant toute cogestion de l'appareil économique, et de vouloir rompre avec le modèle productiviste (1). Enfin, bon dernier heureusement, vient la FFA (Fédération française de l'agriculture) qui respire les airs de l'extrême-droite.

ON POURRAIT POUTANT FAIRE AUTRE CHOSE

TOUT cela va entraîner des réformes dans la façon d'envisager l'agriculture. Mais si bien de choses seront bousculées, la transformation profonde nécessaire ne viendra pas, car elle suppose une rupture avec la politique du profit. Sans parler des questions pourtant essentielles, comme celle de l'exploitation du Tiers-Monde ou celle des méthodes de culture qui jusqu'ici ont déséquilibré biologiquement le sol (seuls 100 000 hectares concernent l'agriculture biologique, soit environ 0,3 % des terres cultivées), d'autres alternatives moins fortes pourraient être dès à présent engagées. Par exemple, en reconnaissant le rôle des asso-

ciations de consommateurs, contre lesquelles la FNSEA est d'ailleurs partie en lutte, l'histoire du boycott du veau lui étant resté en travers de la gorge.

Il faudrait pour cela, que la bataille contre les multinationales agro-alimentaires soit vraiment menée. En particulier, en rendant les agriculteurs maîtres de leurs produits. On sait que 60 % des produits agricoles sont traités et commercialisés par des coopératives. Mais combien d'entre elles sont vraiment aux mains des producteurs ?

Il est pourtant de première urgence de rompre avec l'individualisme corporatif, de développer le tissu associatif, de donner réellement le pouvoir aux petits agriculteurs sur leur propre formation (confisquée par les Chambres d'agriculture et donc par la FNSEA). Mais alors, il faudrait en finir avec une vision unitaire du monde paysan où tous les intérêts seraient communs. Comment peut-on croire qu'il y ait une quelconque convergence entre le gros céréalier de la Beauce et les 300 000 salariés permanents de l'agriculture auxquels il faut ajouter les 470 000 saisonniers ? Jusqu'ici, la FNSEA avait réussi à regrouper tout ce monde dans des luttes contre le pouvoir central qui permettaient de masquer les autres ennemis (mis à part quelques batailles menées contre les négociants). Tracer une ligne, qui certes ne peut être bien nette, entre le syndicalisme et la gestion, permettrait de réouvrir un dossier clos avec le Larzac : celui de la liaison ouvriers-paysans. S'engager vers un statut du travail paysan (par exemple sur le problème de la limitation de la durée du temps de travail) couperait court aux manipulations de droite comme celle de Brioude, où les paysans sont allés casser la grève des ouvriers de la coopérative (dont le président, coïncidence significative, n'est autre que Michel Debatisse).

On ne cesse de répéter aux agriculteurs qu'ils sont victimes du progrès, et il est bien connu qu'on ne l'arrête pas, alors qu'ils sont victimes d'un système. Comme tout un chacun, pris dans les mailles de l'exploitation. Pendant ce temps, il faut savoir, que toute malade que soit l'agriculture française, elle a quand même procuré un supplément de 25 milliards de francs dans notre balance commerciale.

Jean Senterre

(1) - La FNTF publie un mensuel "Le Travailleur Paysan", 36, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.



NUCLÉAIRE

Qui a donc écrit : « La décision d'implanter une centrale nucléaire en dépit de l'opposition du conseil régional, du conseil général et des populations concernées constitue un exemple marquant de l'absence de démocratie avec laquelle le président de la République et son gouvernement imposent aux Français leur programme nucléaire. Nous proposons d'organiser un vaste débat, en particulier sur les recours au nucléaire, et en attendant que ce débat soit tranché, que les centrales en chantier soient terminées sans ouverture de nouveaux sites nucléaires... » ? Ne cherchez pas, c'est un certain Mitterrand François, candidat PS aux élections présidentielles, qui s'adressait ainsi le 26 février 1981, au représentant de la coordination des comités antinucléaires de Golfech. Incroyable, non ? Une erreur ? Peut-être... voici pourtant une seconde erreur : le 21 avril de la même année, le même Mitterrand François écrit aux élus de Chooz et s'engage « à ne pas ouvrir de nouveau chantier de centrale nucléaire, en particulier à Chooz ». Depuis, il y a eu le 10 mai et, au pouvoir, les socialistes ont renié leurs paroles et autorisé la construction de nouvelles centrales : la bête productiviste avait besoin d'énergie !

LE CHARME DISCRET
DES SOCIALISTES

A Chooz, il existait déjà une petite centrale franco-belge, la Sena, de 305 mégawatts. Mitterrand élu, le 30 juillet, 5 centrales nucléaires, dont celle prévue à Chooz sont gelées. Ce n'était pas une mesure des plus radicales, mais peut-être allait-on pouvoir souffler un peu. L'espoir pointait son nez. En réalité, les événements allaient se précipiter. Les conseils municipaux sont d'abord consultés. Dans les Ardennes, sur quatorze : huit votent pour, et quatre contre dont les principaux intéressés, ceux de Chooz. Pour les socialistes, c'est le feu vert. En fait de débat, il n'y aura que ces deux piteuses journées d'octobre à l'Assemblée nationale. Le 8 du même mois, Mauroy propose le dégel du site et le 12 décembre, le "Journal Officiel" publie la déclaration d'utilité publique de la centrale nucléaire Chooz B1. Vite fait, le permis de construire est délivré et l'E.D.F. s'empresse de poser ses barbelés, de déployer ses vigiles, de lâcher leurs chiens policiers.

Le plan de construction prévoit 4 centrales de 1300 mégawatts : la plus grosse concentration nucléaire de la région. Leur installation se fera au bord de la Meuse : à quelques kilomètres en aval, à Taifer, il y a un captage qui alimente la Belgique en eau potable ! On comprend la colère des wallons, d'autant plus qu'on ne leur a jamais demandé leur avis, eux qui sont pourtant les premiers concernés. Si vous tracez un cercle d'un rayon de 40 km

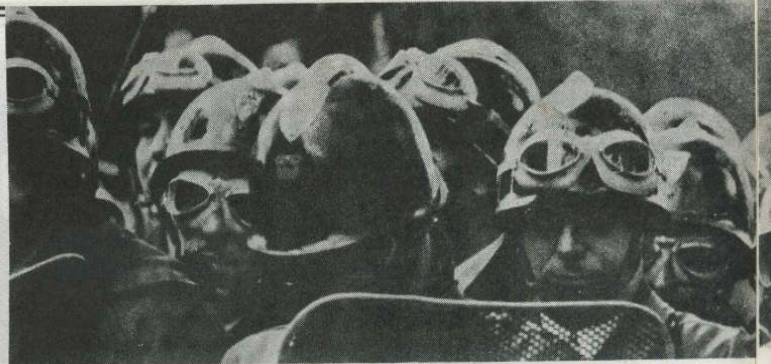
autour de Chooz, la construction de la centrale touchera 18000 personnes du côté français et 200000 du côté belge.

OÙ SONT PASSÉS

LES ÉCOLOS ?

Le mouvement d'opposition, plongé dans l'hébétéude après le 10 mai, commence à se réveiller. Les wallons sont contre et ils le disent. Un Front d'Action Wallon (DC, PS, PC, RW, CSC, FGTB, Ecolo) multiplie les communiqués. De l'autre côté de la frontière, le Front Commun Ardennais (CFDT, PSU, militants PS) poursuit une politique similaire. La rage au cœur, la vraie opposition se construit sur le terrain, autour des habitants.

En France, l'échec total des écologistes patentés, embourbés dans les chemins électoraux et politiques, a laissé paradoxalement la place libre à une réelle opposition au nucléaire.



CHOOSZ, un village dans les Ardennes, proche de la frontière belge. A partir de 1983, plusieurs centrales nucléaires y déploieront leurs tours de refroidissement. A quelques kilomètres en aval, le captage qui alimente Bruxelles et Anvers en eau potable. Une fuite importante et les belges boivent du café irradié ! Avec ou sans sucre ?

FERMEZ LES CENTRALES, OUVREZ LES PRISONS !

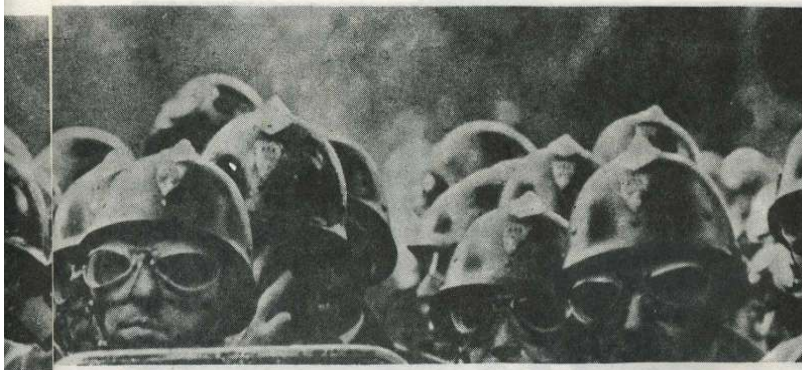
Sur ce terrain, le gouvernement socialiste s'est fabriqué lui-même des ennemis réellement encombrants car situés sur sa gauche. Et sa politique d'implantation nucléaire s'en ressent, livrée aux à-coups des mobilisations. Il lâche provisoirement St-Priest-la-Prugne où devaient être stockés des déchets nucléaires et, simultanément, à Carnet, à 40 km de Nantes, E.D.F. commence des sondages pour une possible centrale qui viendrait remplacer celle du Pellerin refusée par les habitants.

Au lieu de désarmer l'opposition, cette tactique des petits-pas ne peut que l'encourager. Oui, il est encore possible de faire céder le pouvoir ! Cela dépendra de l'impact des prochaines échéances, comme celle du collectif d'opposition à Superphénix (Malville) qui appelle à une marche Malville-Elysée du 28 mars au 17 avril. Marche qui viendra clôturer la campagne d'envois de cartes postales à Mitterrand : « la majorité de la France contre Superphénix ». Plus de cent mille cartes auraient déjà été envoyées.

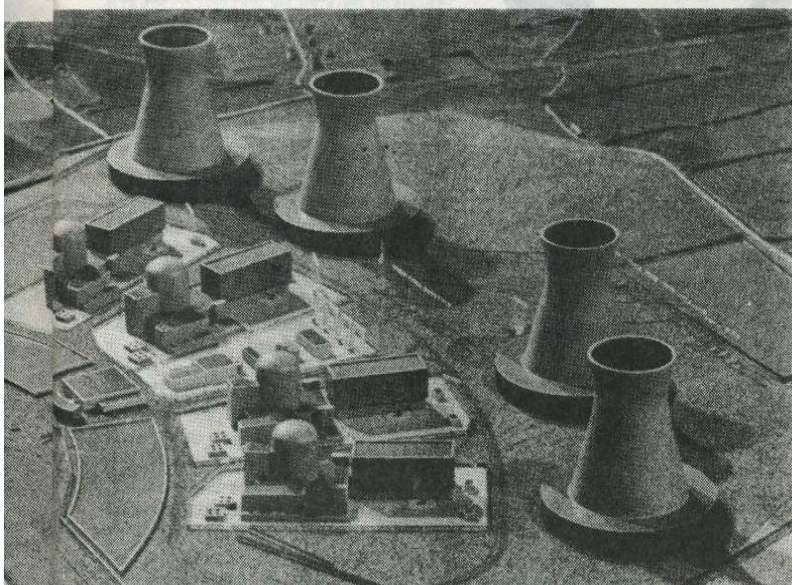
Car l'enjeu nucléaire n'est pas simplement un enjeu pour la sécurité physique des personnes, mais il est surtout un enjeu de société. C'est sur cette réalité que trébuche le pouvoir socialiste.

BIL

La maquette



« Plus une collectivité perd le contrôle réel, matériel de la technologie, plus les institutions centrales acquièrent le pouvoir de disposer de la vie de chacun, et plus elles sont coercitives ». (M. Bookchin).



de la centrale nucléaire prévue au Pellerin

AFP

DU CÔTÉ BELGE

ALLONS, cette fois-ci, les intentions sont claires : Knoops, triste figure (1), déclare enfin ouvertement qu'il veut négocier une participation belge à la construction du complexe nucléaire de Chooz (5.200 mégawatts prévus). On vous l'avait bien dit !

On se demande maintenant ce que vont faire les démocrates-chrétiens qui avaient fait de la lutte contre Chooz un de leurs chevaux de bataille. Traîtres ou imbéciles ? Piètre choix. On se demande aussi ce que vont dire ou ne pas dire nos socialistes qui voient leurs ennemis belges négocier avec leurs camarades français jusqu'ici pas gênés... Ah, l'Internationale ! Enfin, si l'on se place d'un point de vue wallon, faut-il se considérer comme doublement ou triplement bernés si l'Etat CVP trafique avec Paris un projet qui, rejeté par une nette majorité wallonne, réserve toutes ses nuisances à nos régions ? Le supporterons-nous ?

Certains antinucléaires belges (assez énervants), nous avaient reproché, il y a peu, de trop nous occuper de Chooz et pas assez de "nos" centrales : Tihange et Doel. Knoops, laide face, leur a répondu mieux que nous n'aurions pu le faire : « Maintenant, Chooz, c'est du belge ».

Raison de plus donc d'y aller et de soutenir ce petit village, où loin d'être accablé par ces nouvelles, les habitants passent à l'action... Et surtout ils nous proposent maintenant ces rendez-vous réguliers, mensuels, tous les derniers samedis de chaque mois sur la place.

Je vous fais un aveu : j'ai horreur de parler, d'écrire, de chanter sur le "nucléaire", je déteste ce mot, j'aime infiniment mieux penser à infiniment d'autres choses, mais, et c'est justement ça le problème : il est là.

Et ça commence à urger : les travaux à Chooz devraient commencer en 83, ça ne laisse plus tellement de temps.

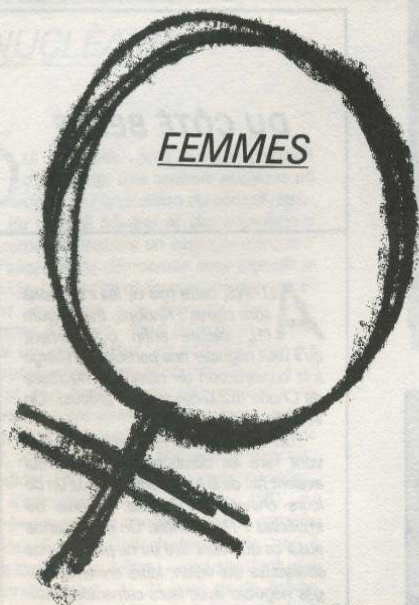
La liberté, c'est comme une pelle : ça brille quand on s'en sert.

Michel Gilbert

Comité Antinucléaire de Charleroi.

(1) Etienne Knoops, ministre belge chargé de l'énergie, a négocié avec son homologue français, Edmond Hervé, l'association des industriels et bureaux d'études belges à la construction des réacteurs de Chooz (ndlr).





Le travail au féminin présent

ELLES sont jolies, chantent comme des pinsons, s'amuse d'un rien... Elles sont laides, sales, dépenaillées et peu "féminines"...

On pourrait dérouler à l'infini la litanie des qualificatifs attribués aux femmes depuis des siècles. Et c'est bien tardivement que le monde stupéfié découvre : "mais elles travaillent !..."



A en croire une image classique, les femmes, en France, auraient découvert l'usine à la fin du XIX^e siècle et pendant la première guerre mondiale. 1919 les voyait retourner au foyer, et ce ne serait que depuis une dizaine d'années qu'elles auraient repris le chemin des entreprises. Travail salarié féminin et pilule contraceptive seraient à la source de la dépravation des mœurs, de la décomposition de la famille française, du chômage : tel est le tableau surréaliste qui hante encore aujourd'hui nombre de "bien-pensants".

PHOTOS TRUQUEES

D ES liens étroits, économiques mais aussi idéologiques, unissent travail salarié et travail domestique des femmes et, il est impossible, voire dangereux, d'envisager un des points en se taisant sur l'autre. De même que la « libération par le travail » n'a aucun sens, le « salaire au foyer » est une mystification.

Les femmes ont toujours exercé un travail, soit chez elles, comme agricultrices, commerçantes, soit de plus en plus, hors de chez elles. Ce type de travail, rémunéré ou non, a précédé l'introduction du machinisme. Avec la révolution industrielle, on a assisté à l'extension du travail féminin hors de la famille. Ainsi, si le salariat, total ou partiel, existe depuis fort longtemps, il n'a été accepté (à défaut d'approuvé) que très tardivement.



Comme en 1903, les femmes représentent aujourd'hui près de 40 % de la population active, et si le taux n'a guère changé, c'est la répartition par secteurs qui s'est modifiée. Cette main-d'œuvre a des caractéristiques bien précises et réglées par l'idéologie : combien se sont extasiés devant la dextérité féminine, devant l'agilité de leurs doigts, aussi beaux sur une chaîne de montage que dans la farine, devant leur docilité naturelle, si charmante, etc., etc. ? Il s'agit pourtant d'une main-d'œuvre structurellement nécessaire à la production, et non pas d'une simple réserve où l'on puiserait en période d'expansion. A l'inverse, en période de crise et de chômage, on utilise la non-reconnaissance sociale des femmes pour les renvoyer à leurs fourneaux : n'oublions pas que les femmes représentent aujourd'hui 52 % des chômeurs, alors qu'elles sont moins nombreuses que les hommes sur le marché du travail.

Plusieurs phénomènes expliquent cette non-reconnaissance du travail féminin et permettent de renforcer l'idée qu'elles ne courent qu'après un salaire d'appoint.

LES VIEUX PROBLÈMES ONT UN PRÉSENT

PENDANT longtemps, les femmes furent cantonnées à des secteurs économiques proches de la sphère des tâches domestiques, le textile notamment. Ainsi, tant par leur condition de travailleuses exploitées, que par la nature de leurs emplois, il leur fut extrêmement difficile de se faire entendre. Les syndicats ouvriers eux-mêmes, s'ils toléraient qu'elles travaillent, entendaient bien leur rappeler que leur monde était ailleurs, et le travail une sorte d'aparté dans leur vie.

A partir des années 60, le salariat féminin se transforme. Certaines industries, telle la construction mécanique ou électronique, et surtout les fonctions du tertiaire se développent rapidement. C'est surtout dans ce dernier secteur que l'activité des femmes se déploie, bien qu'elles restent largement dominantes dans toutes les activités proches de leur "fonction première" : l'éducation, la santé, le social...

Et c'est à travers les différentes composantes d'un large mouvement féministe qu'aujourd'hui s'expriment les revendications des femmes. L'opinion publique prend ainsi conscience qu'un vieux phénomène est toujours actuel.

PETITES MAINS, PETITS SALAIRES

PLUSIEURS éléments le caractérisent. C'est entre 20 et 24 ans surtout que les femmes travaillent. Mais, depuis 1962, la hausse d'activité a touché essentiellement celles qui avaient moins de 40 ans. En même temps, ce sont surtout les plus jeunes qui cherchent un emploi et les plus de 40 ans qui travaillent à temps partiel.

Des particularités existent aussi dans les salaires : en 1979, 70 % des femmes gagnaient moins de 4500 F par mois, et alors qu'à la même date, le salaire annuel net moyen d'un homme était de 32 860 F, celui d'une femme ne représentait que 22 463 F.

La déqualification des femmes est le fruit du sexisme : formation plus courte pour les filles, formation plus "culturelle", "décorative", que rentable... dans tous les cas, inadaptation, qui renforce l'idée que les femmes auront forcément quelqu'un pour les entretenir. Pourquoi donc s'en faire...

C'est ce qui explique qu'une profession qui se féminise, intègre aussi la

notion de demi-portion, demi-salaire, et donc, à court terme, voit les salaires plafonner. Au contraire, dans un secteur où la qualification est plus importante, le nombre de femmes diminue. Le capitalisme utilise ainsi la forme spécifique de l'oppression des femmes produite, par et dans la famille patriarcale, pour justifier certaines modalités de l'exploitation.

Le redéploiement industriel auquel on assiste aujourd'hui, la concentration des entreprises, la robotisation, modifient sensiblement le sort de beaucoup de travailleuses, notamment dans le tertiaire. A la clef de ces changements industriels, il y a le chômage et le temps partiel, bref, la précarité de l'emploi.

TEMPS PARTIEL, EXPLOITATION TOTALE !

DEPUIS 1975, la modification du salariat touche surtout les femmes. Dans le privé, 70 % des travailleuses de plus de 40 ans, travaillent à temps partiel. Cette mesure s'accompagne d'une retenue de 20 % du salaire en moyenne, pour 4 jours de travail. Ainsi, une salariée à 4 000 F par mois, se retrouve de fait pénalisée, avec 3 200 F. Simple opération et petit budget à la clé.

Sous "l'ancien régime", tous les syndicats s'étaient élevés contre ces mesures, et Mitterrand lui-même, campagne électorale oblige, avait condamné en prévoyant que « le travail à temps partiel, plus que toute autre forme, remettra en cause le droit au travail des femmes » (1). Depuis, il y a eu le changement... et les syndicats, devenus plus réalistes, ont oublié ce problème. A l'inverse, le plan Mauroy, décidé récemment, prévoit d'encourager ces mesures. Elles seront même étendues puisqu'il est envisagé

d'ouvrir les grandes surfaces le dimanche et peut-être également les services publics (P. et T. par exemple). Ce que Barre n'aurait pu envisager sans soulever un tollé général, Mauroy pourra-t-il l'imposer sans murmure ?

Dans tous les secteurs concernés par ces changements, ce sont surtout les femmes qui sont présentes. Entendons-nous bien : des hommes aussi sont touchés, minoritairement, mais on ne leur offre pas le temps partiel comme un avantage pour s'occuper de leur maison, de leurs enfants. Pour eux, il est clair, qu'il s'agit d'un chômage à temps partiel. Pour les femmes, l'affaire est présentée tout autrement. On utilise les valeurs ancestrales comme argument et on souligne leur présence indispensable auprès des enfants...

MARIAGE ET CHÔMAGE FONT BON MÉNAGE

POURQUOI donc ouvrir des crèches si les mères sont toujours là pour s'occuper de leurs chers petits ?

Mitterrand avait ainsi promis 300 000 places de crèches ; il n'y en a plus que 10 000 d'annoncées. Les enfants, éternels laissés pour compte, sont donc renvoyés au sein maternel ou à la convivialité des crèches "autogérées".

Quoi de plus naturel en somme que de jouer sur la culpabilisation des femmes salariées et de leur rappeler, qu'à défaut d'un salaire entier, il est plus "féminin" de s'occuper au foyer. Bref, « *soyez une femme accomplie et responsable : rentrez chez vous !* ». Tel est le leitmotiv qu'on entend de plus en plus, même s'il a du mal maintenant à ne pas déclencher l'hilarité ou la colère. Le patronat aménage ainsi le temps de travail et le pouvoir économise des équipements collectifs.

Si l'assujettissement du corps de la femme aux nécessités de la politique nataliste en a pris un coup avec la libéralisation de l'avortement et de la contraception, il n'en reste pas moins que leur rôle social reste déterminé par la reproduction. En faisant de la subordination des femmes à la reproduction de la force de travail une donnée biologique, naturelle, la norme sociale masque l'exploitation du travail féminin, et en jouant sur la culpabilité des femmes ("mauvaise mère"), elle contribue à perpétuer le rôle des femmes dans la famille, et par là, les caractères sexistes de l'exploitation.

Si le développement du travail salarié des femmes peut être, paradoxalement, une condition de leur libération, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, au-delà des apparences, la famille n'est ébranlée ni dans ses fonctions institutionnelles ni dans ses rôles. C'est pourquoi travail salarié et travail domestique sont si étroitement liés.

JOURNÉE DE TRAVAIL : QUAND C'EST FINI, ÇA RECOMMENCE !

Le travail domestique n'est ni productif (au sens capitaliste du terme) ni marchand. Il n'est donc pas reconnu socialement. Pour ces raisons, et pendant longtemps, il est resté absent de toute étude sérieuse. Or, aujourd'hui l'INSEE (2) chiffre le poids des activités ménagères, selon les critères retenus, à 1/3 ou 3/4 du PIB (produit intérieur brut). Évalué en salaire, le travail domestique équivaut donc à un gain potentiel mensuel moyen de l'ordre de 2 758 F par ménage et par mois.

Exprimé en heures de travail, il excède le temps de travail professionnel de la population : « *chaque semaine, le travail domestique occupe en moyenne 10 heures pour un homme actif, 18 pour un homme sans activité professionnelle, et 28 heures pour une femme active, 43 pour l'inactive* ». De véritables "fées du logis"...

Il est évident que les tâches ménagères par nécessité ou par apports techniques, sont plus réparties qu'il y a une dizaine d'années. Mais très souvent, cette répartition, dans son contenu et dans sa forme, reproduit les différenciations traditionnelles des rôles. Et de la même façon que le travail salarié n'est pas la panacée universelle de la libération

des femmes, le partage des tâches domestiques, quel qu'il soit, ne révolutionne pas la structure familiale. Le partage permet certes de stopper (ou de mettre un frein à...) une exploitation ancienne, mais il ne remet pas en cause la nature et les fonctions de la cellule familiale.

A partir de ces constatations, réclamer un salaire familial ne ferait que renforcer et légitimer la dépendance, l'isolement, l'infériorisation sociale des femmes. Poser le travail domestique comme un problème, non plus familial mais collectif, engage une toute autre alternative. A ce titre, comme l'éducation des enfants, il devrait être pris en charge au maximum par la collectivité (laquelle ? c'est un autre problème). Cette socialisation du travail domestique suppose évidemment quelques "petits" changements qui sont loin de concerner uniquement les femmes. Et si on ne veut pas faire de l'autogestion un nouveau gadget, il faudra bien finir par se méfier des expériences rocardiennes qui, de toute évidence, ne peuvent prévenir les risques d'une triple exploitation : dans la famille, dans le travail, et pourquoi pas, dans le bénévolat social.

G. AZAM et V. MARCOS

(1) Colloque "Choisir", avril 1981.

(2) "Economie et Statistique", septembre 1981.



22 novembre 1980. Dans la manifestation des femmes contre le temps partiel et le chômage.

EN MARGE

TRANSPORTS GRATUITS

Il y a quelque temps, la CNT de Lyon avait publié un dossier où elle envisageait les conséquences de la gratuité des transports en commun. Evident mais quand même étonnant :

- suppression des frais de billetterie (impression, diffusion), des frais d'achats et d'entretien des composteurs, allègement du travail des chauffeurs et reconversion dans des tâches directement "rentables" pour l'usager (régulation du trafic, conduite des engins...);
- plus grande fréquentation des lignes, d'où une rentabilité accrue de l'infrastructure existante et des créations de nouvelles lignes entraînant elles-mêmes des créations d'emplois;
- utilisation plus rationnelle de la voiture, ayant pour principaux avantages, le désencombrement des villes et la diminution non négligeable de la facture pétrolière;
- Rotation plus rapide des bus grâce à une vitesse moyenne supérieure dans des rues dégagées, entraînant, proportionnellement, un besoin moindre de bus. En effet, selon une étude réalisée en 1978 par la RATP, il existe une nette corrélation entre le coût et la vitesse d'exploitation d'une ligne d'autobus. Selon ces experts, "le prix de revient au kilomètre d'un bus varie, de 7 F pour une ligne où la vitesse commerciale atteint 35 km/h, à 20 pour une ligne où la vitesse ne dépasse pas 8,5 km/h. Aussi une légère augmentation de la vitesse des bus de la RATP se traduirait par une économie annuelle de 200 millions de francs".

Certes, ces économies ne combleraient pas toujours le manque à gagner. Mais, sans parler de la nécessaire augmentation de la prise en charge patronale des frais de transport (ce qui ne serait que logique), il y a aussi la revendication incontournable de la gratuité des services publics. L'idée n'est d'ailleurs pas si utopique que ça, puisque plusieurs villes (Mâcon, Compiègne, Provins...) font déjà fonctionner leurs transports en commun sur cette base, et elles ne semblent pas s'en porter plus mal.

Toutes ces raisons, qui militent en faveur de la gratuité, expliquent que plusieurs groupes libertaires en France (Lyon, Amiens, Toulouse...) aient engagé ces derniers temps des actions dans ce sens. A quand une coordination libertaire nationale et une campagne collective pour la gratuité des transports en commun ?

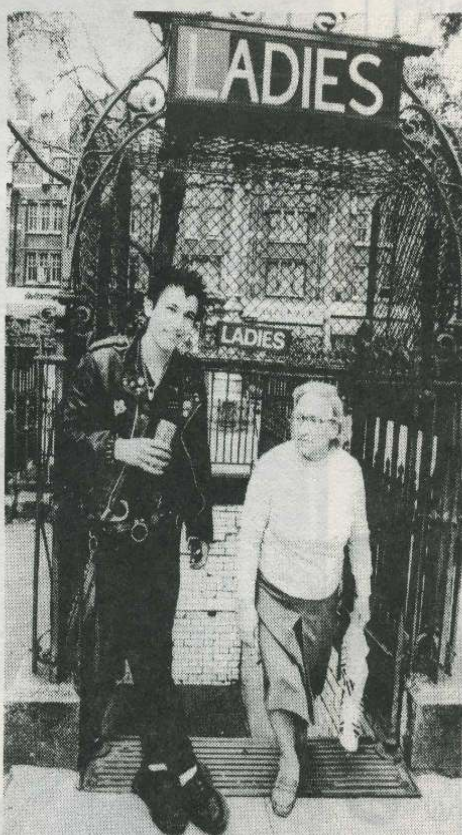


ILS RELEVENT LA TÊTE

Intolérable. Pour la troisième fois en un an, la librairie Jonas de Paris (14, rue de la Maison Blanche, 13^e), a subi les attaques des fascistes. Pavés et cocktails : brûler les livres, mutiler les pensées, a toujours été le rêve de l'extrême-droite. Aujourd'hui encore Jonas, hier les libraires 1984, Mille-Feuilles, E.D.I., et celle de nos camarades libertaires Imagine... D'après le recensement réalisé par la Ligue des Droits de l'Homme, de janvier 1976 à mai 81, c'est plus de 23 librairies, à Paris et en province

qui ont été victimes d'attentats. Entre juillet 1977 et avril 81 c'est 290 attentats qu'on peut attribuer à l'extrême-droite. Du plasticage d'Encre Noire à l'assassinat de Curiel... Le mois dernier, à Nîmes, un commando dirigé par Furnon, le patron de choc, agresse des immigrés grévistes de la faim...

L'échec giscardien lui ouvrant, paradoxalement, un espace, la droite musclée relève la tête et essaie de se frayer un passage vers une existence publique. Il est de première importance de mettre un terme à une telle stratégie de la peur.



L'EMPLOI DES JEUNES

Les jeunes chômeurs (moins de 25 ans) constituent 46 % des 2 millions de demandeurs d'emploi et, chaque année, 200 000 jeunes sortent de l'école sans diplôme. Depuis septembre un rapport élaboré par B. Schwartz règle la politique gouvernementale en ce domaine. Ce haut-fonctionnaire "new-look" a une originalité : avoir tenté d'intégrer les critiques vécues par les jeunes visant l'école, la famille, le travail.

Mais à partir de lui, place au réalisme des mesures prises par le gouvernement, en décembre. Schématiquement elles concernent deux groupes de jeunes. Pour les 18-26 ans, 10 000 contrats de formation professionnelle et sociale seront accordés. Pendant la durée de celui-ci, 6 mois à 1 an, les jeunes toucheront 75 % du SMIC et travailleront dans des associations chargées de leur donner une formation "qualifiante". Pain béni pour les associations, bénéficiaires ainsi d'une main-d'œuvre certes pas trop efficace, mais qu'elles n'ont pas à payer.

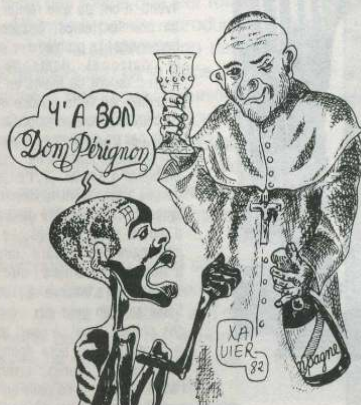
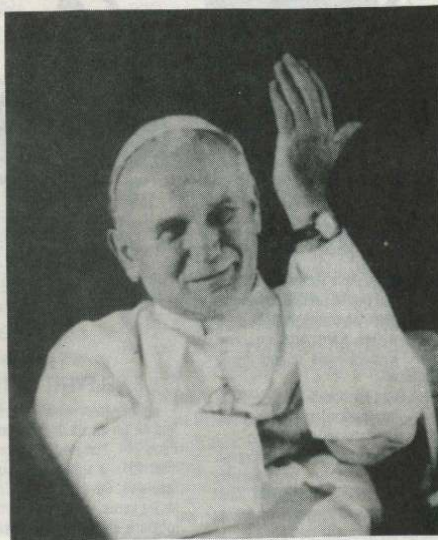
Pour les 16-21 ans, l'action est plus ample puisque, par la circulaire Questiaux, 100 000 jeunes sont concernés et ceci depuis décembre 81. Ici les stagiaires sont essentiellement choisis par les Clubs de Prévention. Comme dans le cas précédent, le stagiaire majeur touchera 75 % du SMIC et le mineur 25 % pendant la durée du stage (8 mois à 1 an).

Ces mesures qui privilégient la formation sociale aux dépens d'une formation professionnelle, à l'inverse de ce qui se passait avant, n'ont pu que réjouir, dans un premier temps, beaucoup de personnes. Le problème, c'est que le patronat demande une main-d'œuvre de moins en moins qualifiée, en cette période de restructuration économique. Ce n'est donc pas un problème de formation qui se posait aujourd'hui, mais un problème d'emploi. Or, l'ensemble de ces stages vont faciliter l'existence de cette mobilité de la main-d'œuvre sous qualifiée. Le plan intérimaire de Rocard interdira d'ailleurs désormais aux 16-18 ans de s'inscrire à l'ANPE. Seule solution pour eux : les stages prévus. Ainsi, à court terme, le gouvernement aura épongé le chômage des jeunes, comme il l'avait promis. Mais pour en faire quoi ? Pour les livrer désarmés au patronat ?

CRAYON NOIR

LE PAPE SPONSORISÉ

Après les démêlés du banquier Michele Sindona (chargé des affaires pontificales et lié à la mafia) avec la justice italienne, le bilan financier du Vatican pour l'exercice 1980 révélait un solde négatif de l'ordre de 150 millions de francs. Monseigneur Marzinkus a pensé à Mc Cormack pour remplir à nouveau les coffres. C'est donc le manager de Björn et Muhamad Ali qui se charge dorénavant de vendre l'image du Pape. Et rien de mieux pour cela que de le faire voyager. Jean-Paul II devient ainsi le Pape globe-trotter. Du Brésil au Nigéria, du Royaume Uni à l'Espagne du Mondial, les droits de retransmission télévisée sont assurés par la nouvelle société civile "Papal Visits Limited". Marzinkus a bien mérité de la calotte. Place donc à la publicité papale... Bientôt dans Libération ?



ESPAGNE

UN PUTSCH PEUT EN CACHER DEUX AUTRES



Le procès contre 33 personnes, dont un civil, inculpées pour le putsch du 23 février 81 s'est ouvert à Madrid, le 19 février dernier, devant un Tribunal Militaire. Prévu pour durer au moins un mois et demi, personne ne sait comment se terminera la farce, ni même si elle sera menée jusqu'au bout...

Mais au-delà de l'anecdote, ce coup d'Etat est venu rappeler que la "Grande Muette" sait aussi parler. Quel rôle a joué l'Armée tout au long de ladite "transition démocratique" ?

Comment en est-on arrivé au putsch ? Et, surtout, que semble réserver le proche avenir ? Un petit flash-back sur les six années écoulées n'est pas inutile.

TOUT militaire qui souhaite rester dans les rangs de l'Armée doit refuser de descendre dans l'arène politique. Sans quoi l'Armée perdrait sa mission, et peut-être même son essence, si l'un de ses membres se liait à l'action de tel ou tel individu ou groupe, tel programme ou telle tendance politique". (1). A la veille de la "réforme démocratique" lancée à la mort de Franco et sentant bien qu'elle n'allait pas y échapper, on entendit l'Armée se proclamer a-politique, indépendante du pouvoir ; on la vit même s'offusquer de ce que certains voulaient la "démocratiser". Ça commençait bien !

UNE ARMÉE A-POLITIQUE ?

L'ARMÉE espagnole qui fut l'un des piliers du régime franquiste ; "cet enfant chéri" qui n'a cessé de condamner les militants antifranquistes par



CHEMA CONESA

ses Tribunaux Militaires ; cette institution qui a pu compter, de 1938 à 1975, pas moins de 37 de ses membres dans les différents gouvernements franquistes ; elle qui, en 1975, avait encore 17 généraux et lieutenant-généraux dans les Cortès franquistes : la voilà qui devenait tout à coup "a-politique".

En vertu du Décret contre le "Banditisme et le Terrorisme" de 1960 c'est encore elle qui pouvait juger les activités politiques des civils et elle ne s'en priva pas. Une prérogative dont elle usera encore à plusieurs reprises tout au long de l'actuelle "transition démocratique".

La structure interne de l'Armée elle-même est symptomatique. Héritage des anciennes vice-royautés, les "Capitanías Generales" disposent certes du commandement des troupes et des installations militaires de leurs Régions Militaires respectives, mais également du commandement sur le territoire lui-même. Bref, un pouvoir parallèle au pouvoir civil ! Ce n'est pas une figure de style que d'avoir appelé l'Armée, dès 1975, le "pouvoir de fait".

Mais Franco, qui ne tenait nullement à perdre le contrôle de la situation, avait bien fait les choses. Après la guerre civile, il avait dissout le ministère de la défense et créé un ministre pour chaque arme (Terre, Air, Mer). Il était ainsi, en tant que chef de l'Etat, le seul coordinateur possible des Forces Armées. Ce n'est que le 8 février 77 que l'on crée un commandement unique : la Junta des Chefs d'Etat-Major (JUJEM), dans le cadre de la "réforme démocratique" visant à moderniser et professionnaliser l'Armée.

A la mort du Généralissime, extrême-droite et Armée se trouvent brusquement désemparées. Il existe une minorité de militaires favorables à la démocratisation. Une autre minorité, certes plus forte reste franquiste. Mais la grande majorité observe, passablement désarmée. Avec la forte montée du mouvement ouvrier et social, le moment est venu pour la gauche antifranquiste de pousser vers la "rupture démocratique" : réforme agraire, nationalisations, épuration de l'appareil répressif, amnistie générale.

Ce programme, pourtant démocratique-bourgeois, est révisé à la baisse par une gauche qui ne parle déjà plus de "rupture démocratique" mais de "rupture pactisée" ; qui ne réclame plus la "république" mais reconnaît et accepte la "monarchie constitutionnelle". Et brandissant le spectre du "bunker

franquiste", elle s'allie aux ex-franquistes devenus "démocrates-de-toute-leur-vie". Le PCE nous ressort sa théorie d'une bourgeoisie démocratique à laquelle il faut s'unir pour isoler le "bunker" et, suivant la ligne politique tracée dès 1956, en appelle à la "réconciliation nationale".

Novembre 75/avril 77 : un an et demi de reculades, de concessions que la droite saura mettre à profit pour maîtriser la situation et lancer sa "réforme sans rupture". Les ultras en profiteront aussi, bien entendu. Et c'est le jour même de la légalisation du PCE qu'ils relèvent la tête. Le 9 avril 77, le Ministre de la Marine, Pita da Veiga, démissionne pour protester contre cette légalisation.

Mais ce sont surtout les élections générales de juin 77 qui vont confirmer le réveil des durs, car si le parti gouvernemental (UCD) remporte la majorité, le PSOE (socialiste) arrive en seconde position. Dès lors, les secteurs conservateurs comprennent que la "réforme démocratique" va laisser sa place aux "rouges" et ils passent à l'offensive pour renverser la vapeur.

DE LA CONSPIRATION DE JATIVA A L'OPERATION GALAXIE

Du 13 au 16 septembre 77 se réunissent, à Jativa, en grand secret, un bon nombre de chefs militaires dont les généraux Alvarez-Arenas et Milans del Bosch ainsi que l'amiral Pita da Veiga. Il s'agit, sous menace de putsch, d'exiger du Roi la constitution d'un gouvernement provisoire dirigé par un militaire et la dissolution des Cortès pour deux ans. Lorsque le complot est découvert, le gouvernement réagit discrètement et mollement : mutations, retraitements anticipés et, surtout, il accélère la promotion d'officiers qui lui sont acquis.

En 78 un autre complot dirigé par le général Medrano est découvert : l'Opération Cervantes. Il tournera court on ne sait trop comment et rien ne filtrera dans la presse (2).

Curieusement, c'est précisément à partir de cette année 78, au moment même où le vaste mouvement ouvrier et social est en perte de vitesse, que les menaces putschis-

tes se précisent. Les deux points qui titillent les militaires sont les autonomies (qui menacent l'unité de la patrie) et le "terrorisme séparatiste de l'ETA".

Le 11 novembre on découvre, par hasard, le complot dit "Opération Galaxie". Il s'agit d'un projet dirigé par le lieutenant-colonel Tejero et le capitaine Saenz de Ynestrillas visant à s'emparer, le 17 novembre 78, du premier ministre Adolfo Suarez en son palais de la Moncloa. La date était fort bien choisie puisque le Roi, le Ministre de la Défense, la JUJEM et tout un convoi de dirigeants politiques et militaires seraient absents de la capitale. De plus, il y aurait à Madrid plusieurs milliers de fascistes venus ce week-end là célébrer le 20 novembre, quatrième anniversaire de la mort du Caudillo. Autre hasard : le 18 novembre devait se tenir à Madrid un vaste rassemblement fasciste international.

Tejero et Ynestrillas seront arrêtés et, le 6 mai 80, un Conseil de Guerre devait les condamner à 7 et 6 mois respectivement. Peines d'ailleurs déclarées largement couvertes par la détention préventive.

Ce type de condamnation est un révélateur du rapport des forces et constitue un bon baromètre. Il n'est pas douteux que ces "procès" ne font qu'inciter davantage encore les putschistes à agir puisque l'impunité leur est acquise d'avance.

Autre cas de peine exemplaire : le général Atarès Peña comparait le 28 mai 79 devant un conseil de guerre pour insultes au Ministre de la Défense. Un général en conseil de guerre : c'était une première depuis 1936. La peine ne pouvait en être que plus significative : Atarès était relaxé.

Le 24 janvier 80 on apprendit brusquement que le général Torres Rojas était relevé de ses fonctions de commandant de la Division Blindée Brunete et muté à La Corogne. Le lendemain, seul "Diario 16" mettait en relation ce fait avec la découverte d'un nouveau complot putschiste.

La Division Blindée Brunete, près de Madrid, s'avère être au centre de toutes les tentatives putschistes. Il est vrai qu'elle forme, avec la Brigade de Parachutistes, également près de Madrid, les troupes de choc de l'Armée espagnole. L'existence des "Capitanías Generales", la structure de garnisons de l'Armée et donc les lieux stratégiques qu'elles occupent témoignent de la nature des Forces Armées en Espagne : c'est une Armée d'occupation de son propre territoire. Lors de sa participation à la conspiration de Jativa, Milans del Bosch était lui aussi, à l'époque, commandant de cette Division. Et si le putsch du 23 février a militairement échoué c'est en partie parce que certains membres de la JUJEM sont parvenus à faire rentrer les chars de la Division Brunete. Car son prestige lui vient, c'est tout un symbole, du fait qu'en 30 minutes elle peut boucler Madrid...

LA RAPPORT QUINTERO, LES SERVICES SECRETS ET LA CIA

LES prémices du 23 février prennent naissance en Turquie. Un rapport sur le coup d'Etat du général Evren de septembre 80 est longuement discuté à l'automne dans les mess des officiers. Il a été rédigé par le colonel Quintero, ancien

des services spéciaux de Carrero Blanco ; ancien instructeur des *Guerrilleros del Cristo Rey* et ex-camarade de classe d'Evren du temps où, tous deux, suivaient les stages de formation anti-subversion aux Etats-Unis. Nommé attaché militaire à Ankara, il est l'auteur de ce rapport d'apologie du putsch turc. Est-il besoin de préciser qu'il se trouvait à Madrid en ce 23 février 81 et que c'est aussi auprès de Quintero que Tejero chercha conseil pour l'Opération Galaxie de 78 ?

A Madrid, Quintero n'est pas seul. Il y a également le responsable de la Station de Madrid de la CIA, Ronald E. Estes ainsi qu'un autre licencié ès-putsch, l'ambassadeur des USA à Madrid, Terence Todman. Grâce à ces antennes et aux militaires américains pleinement introduits dans l'Armée espagnole en vertu du Traité de Coopération et d'Amitié, la CIA a pu suivre les préparatifs de chacun des 3 putschs qui se tramaient.

Quant aux services de renseignements espagnols, ils sont tout autant empêtrés dans le putsch du 23 février que Tejero ou Milans del Bosch. Un exemple : au Commissariat Général de l'Information on alla jusqu'à sabler la champagne une heure avant que Tejero n'entre aux Cortès !

LES TROIS PUTSCHS ET LE COLLECTIF "ALMENDROS"

L'Épate des colonels : le 20 octobre 80 se réunissent des généraux et surtout des colonels de plusieurs Régions Militaires. Fixé pour le 2 mai 81, le coup d'Etat doit destituer Suarez et mettre en place une Junte militaire sur le modèle turc, la CIA supervisant les opérations. On fait donc pression sur la JUJEM pour qu'elle prenne la tête du "mouvement de mai".

L'Opération de Gaulle : mais certains membres de la JUJEM favorables à la Constitution prévoient un "contre-putsch" avec le général Alfonso Armada Comyn. Il s'agit de profiter de la crise d'UCD, de pousser Suarez à démissionner, d'ouvrir une période transitoire avec un gouvernement Calvo Sotelo en attendant que les parlementaires approuvent la "solution Armada". Avec Armada on constituerait un gouvernement de Salut National avec l'UCD et le PSOE, soutenu du dehors par le PCE. Armada doit donc prendre le pouvoir, constitutionnellement, le 21 mars au cours de cette magouille appelée "Opération de Gaulle".

Le PSOE, indécis, finit par accepter la solution, grâce à une réunion tenue à Lérida entre le maire socialiste de la ville, Antonio Ciurana, le membre de l'Exécutif Fédéral du PSOE, Enrique Múgica, le Secrétaire du PS Catalan, Joan Raventos et, bien sûr, le général Armada.

Le 4 janvier, le Roi annonce à Suarez l'existence des deux coups (putsch des généraux et "solution Armada"), lui demandant de démissionner au bon moment. Suarez finit par céder mais... il démissionne prématurément le 29 janvier !

• **le collectif "Almendros"** : les secteurs ultras, impliqués dans le "putsch des colonels", créent un collectif rédactionnel pour préparer l'opinion à travers les colonnes de *"El Alcazar"*. Mais ayant eu vent du contre-putsch, ils décident de précipiter les choses en agissant pour leur compte. Le 23 janvier 81, les ultras décident de monter l'Opération "Duke de Ahumada".



23 FÉVRIER CHASSÉ-CROISÉ DE PUTSCHS

Ce jour-là, trois putschs vont s'entre-croiser. Tejero tient les députés en otages et Armada se présente aux Cortès pour lui proposer de prendre la tête d'un gouvernement. Il s'agit, de toute évidence, d'une tentative précipitée d'appliquer l'Opération de Gaulle. Mais Tejero refuse de le laisser entrer. Pour décapiter la "solution Armada", il ira jusqu'à dévoiler à la presse la proposition d'Armada. D'où l'imbroglio car, aujourd'hui, Armada figure dans les rangs des 33 inculpés pour le putsch du 23 février...

Mais ce jour-là, les américains veillent aussi. Ils ont tout mis en place au cas où le "putsch des colonels" se produirait. Ainsi une grande partie de la VI^e Flotte était au large de Valence et, depuis le 20 février, les pilotes des bases de Torrejón, Rota, Morón et Saragossa étaient en état d'alerte.



- (1) - in "ABC" du 16 mai 1975
- (2) - voir "Le Monde Diplomatique" d'avril 81.
- (3) - le Commandement Unique de Lutte Antiterroriste (MULA) compte, entre autres, dans ses rangs l'ancien chef du "Bataillon Basque Espagnol", groupe ultra agissant en France et en Espagne et liquidant des militants basques.

LA "SOLUTION ARMADA" SANS ARMADA

PRÉVU pour ne durer qu'un mois, le gouvernement "provisoire" de Calvo Sotelo se maintient depuis un an et tente d'appliquer la "solution Armada". Mais les militaires ne désarment pas et poussent le pouvoir sur une ligne plus droite que celle initialement prévue.

Pour apaiser les remous, on a créé un Commandement Unique de Lutte Antiterroriste, dirigé par d'anciens membres des services d'information franquistes (3) et tout ce beau monde campe militairement en Euskadi depuis un an. Par ailleurs, la "menace putschiste" continue à justifier toutes les concessions. Ainsi les 100 jours du gouvernement Calvo Sotelo ont donné lieu à la signature d'un nouveau pacte social, l'Accord National pour l'Emploi, proposé par le PSOE et ratifié par le patronat (CEOE), l'UGT et les Commissions Ouvrières.

La "réforme démocratique" qui devait soumettre les Forces Armées aux autorités civiles a été bloquée. Aujourd'hui, de fait, l'Armée bénéficie d'un bon volant d'autonomie. Mieux, début janvier 82 on a remanié la JUJEM et le secteur ultra s'y trouve renforcé avec, notamment le général Lacalle comme président. Ce n'est pas une simple anecdote car si le putsch du 23 février a échoué c'est surtout à cause de l'opposition entre les "Capitanías Generales" pro-putschistes et la JUJEM pro-constitution. Les ultras prennent donc maintenant la présidence du commandement unique des Armées...

Parallèlement, les pressions ultras n'ont pas cessé : prise d'otages de la Banque Centrale de Barcelone le 23 mai 81 pour la libération des putschistes ; "déclaration des capitaines généraux contre la Constitution" du 4 novembre dernier ; enfin, le fameux "Manifeste des 100" officiers et sous-officiers de Madrid le 6 décembre 81. Le fait que la moyenne d'âge des signataires du "Manifeste" soit de 30 ans vient apporter un démenti formel à tous les analystes qui pensaient la "menace putschiste" en termes de générations et disaient que tout s'arrangerait avec le départ progressif à la retraite des anciens combattants de 1936.

Le gouvernement Calvo Sotelo, remanié le 1^{er} décembre dernier, est censé devoir tenir jusqu'aux élections de 1983.

Mais les pressions se multiplient et la crise prolongée de l'UCD n'est pas faite pour arranger les choses. Si les récents sondages qui donnent un grand nombre d'intentions de vote au PSOE venaient à être confirmés, les tentatives de coup d'Etat pourraient bien reprendre de plus belle. La grande inconnue aujourd'hui reste la position des secteurs dominants de la bourgeoisie. Certes, ils ont soutenu l'ouverture démocratique qu'ils avaient impulsé. Certes, après le 23 février, ils ont montré qu'ils jouaient encore la carte de la "réforme démocratique". Mais l'accroissement des difficultés économiques, la fragilité gouvernementale, la crise politique de l'UCD et la "menace social-démocrate" qui pointe à l'horizon de 83 ne risquent-elles pas de les faire basculer vers la solution dure ?

Miguel Linarès

TURQUIE

LES ENJEUX DE L'OTAN

On a compté 113 000 incarcérations depuis le 12 septembre 1980, jour du coup d'Etat militaire en Turquie. Mais, qui pourra jamais comptabiliser les humiliations, les procès arbitraire, les tortures ? La répression a un corps de géant : ses mains frappent à Ankara, mais sa tête décide à Washington (*).

EN Turquie, il n'est pratiquement pas de secteur clé de l'économie dont le capital ne soit contrôlé, à 40 ou 45 %, par des pays étrangers. En tête du hit-parade : la R.F.A. et les Etats-Unis. Les yeux fixés sur les événements politiques, la presse occidentale a passé sous silence le fait essentiel suivant : sous la pression du Fonds Monétaire International, un coup d'Etat économique a précédé et préparé le coup d'Etat militaire.

Le secteur financier occidental (F.M.I., Banque Mondiale...) a posé, au début de 1980, quelques conditions politiques à son soutien. Son objectif était simple : la Turquie devait accepter de rentrer dans le cadre de la division mondiale du travail et se comporter, dorénavant, comme tous les pays de la "périphérie" : produire à bas prix des matières premières et assembler les pièces qu'on fabriquait ailleurs. Pour avoir refusé de telles conditions, Ecevit a vu sa carrière politique se terminer en septembre 80.

Le coup d'Etat a permis de consolider cette dépendance de la Turquie envers l'Occident. Les militaires s'employant à réaliser le programme économique inspiré par le F.M.I. (en particulier, encouragement aux importations et aux investissements étrangers). Le feu vert donné par Washington, le militarisme pouvait s'engouffrer dans la brèche ouverte par l'économie mondiale.

Mais, d'un point de vue strictement militaire, les événements annonciateurs du putsch n'ont pas manqué. En janvier 80, un accord de défense américano-turc, restitue les bases américaines (notamment celles concernant les écoutes électroniques) ; en échange, les Etats-Unis lèvent l'embargo sur les livraisons d'armes. Tout était donc prêt pour ce fameux coup d'Etat qui va d'ailleurs s'effectuer pendant que les forces de l'OTAN se déploient sur le territoire turc (manœuvres "Anxil-Express").

Les intérêts militaires occidentaux en Turquie sont en effet immenses et il y avait danger en la demeure : la montée de l'influence



Un pays sous la loi martiale.

islamique risquait d'amener le pays à tourner le dos à l'Occident et à se dégager de l'OTAN. Pour éviter cela, plutôt la force. Les américains ayant appris en Iran que pour pouvoir fonctionner militairement il est nécessaire de compter sur une stabilité politique certaine.

Seul pays européen du Sud à avoir des frontières avec l'URSS, la Turquie constitue pour l'OTAN, un enjeu de taille. C'est le flanc sud-est de sa stratégie qui s'y développe grâce aux avantages géographiques qu'elle offre le pays.

L'Iran ne pouvant plus assumer son rôle de gendarme de la région, la Turquie est devenue, dans la "ceinture de sécurité" américaine, l'un des maillons fondamentaux (avec l'Egypte, Israël, le Pakistan et l'Arabie Saoudite), permettant le contrôle du Bosphore, c'est-à-dire de l'accès entre la mer Noire (U.R.S.S.) et la Méditerranée orientale. L'œil américain y scrute l'Union Soviétique et protège les intérêts pétroliers en Irak, avec plus de 6 000 militaires US qui stationnent en permanence sur le territoire turc.

C'est tout cet ensemble, économique et stratégique, que le général Evren est amené à protéger en brisant les reins de tout le mouvement d'opposition et de toutes les organisations de la classe ouvrière. Pour le remercier, l'aide financière américaine a fait un bond en avant remarquable, passant de 450 milliards de dollars à 700 millions pour 1982. De plus, et immédiatement, 300 avions F.15 et F.18 ont été livrés. Ce soutien permet aux généraux turcs de parader en toute indécence sur la scène internationale. Ne les a-t-on pas vu, le 11 janvier dernier, signer, avec les 14 autres pays de l'OTAN, un document condamnant la Pologne pour violation des droits de l'homme et des accords d'Helsinki ?

Hervé FAVRAUD

(*) AGORA a déjà publié, « Turquie, au carrefour des pouvoirs » (Yusuf Dag, n° 3, automne 80) et « Turquie, après le coup d'Etat » (Yusuf Dag, n° 4, hiver 80).



HAÏTI

TONTONS MACOUTES ET CANNE A SUCRE

LES escales en Haïti sont de courte durée. Le soleil, la plage, l'ambiance tropicale attirent peu les touristes. Derrière les barbelés qui entourent le Club Méditerranée, la misère et la peur ont posé leurs sales pattes. Les Tontons Macoutes gâchent le paysage. Pourtant, il y a bien longtemps, Haïti semblait avoir pris un bon départ.

HAÏTI fut le premier pays colonisé du monde à accéder à l'indépendance. C'est en 1804, dans la foulée de la Révolution française. Le coup de bâton en retour ne se fit guère attendre : l'île s'engagea à indemniser les colons français. Et la dette de 15 millions de francs ne put être épongée que 100 ans plus tard !

LES DOLLARS DE PAPA DOC

ON avait fini par oublier les Français, lorsque les Marines américains débarquèrent sur l'île. Les Etats-Unis occupèrent directement le territoire de 1915 à 1935. Ils y installèrent les firmes américaines, les plantations, le dollar, bref, ils en firent une colonie. Aujourd'hui, malgré leur départ physique, l'île reste, par personne interposée, partie intégrante de l'empire américain. On parle français ou créole, mais on compte en dollars.

La législation nationale renforce ce phénomène puisqu'elle dispense de droits de douane les sociétés multinationales et, depuis 1963, accorde l'avantage d'une zone franche aux investissements, notamment américains. Ceux-ci sont également protégés par l'OPIC, organisme qui couvre tous les risques possibles, y compris politiques.

Dans le pays le plus pauvre du continent américain, les investissements étrangers ne sont certes pas colossaux. A ce titre, le F.M.I. (Fonds Monétaire International) intervient à tour de bras. En décembre 1980, il a fourni 22 Milliards de dollars. La gestion d'une telle somme met à jour un autre problème, celui de la corruption du pouvoir local. Sur cette somme, 20 milliards de dollars furent prélevés par le budget gouvernemental et utilisés à des fins incon-

nues. L'impérialisme a ainsi réglé son pas sur celui de la bourgeoisie nationale. La routine, quoi...

LE SANG D'UN PAYS

L 957 : le Dr Duvalier prend le pouvoir avec l'appui des militaires formés par des instructeurs américains. Il est élu grâce aux paysans noirs haïtiens. Dans ce pays, petit comme la Sicile, où 90 % de la population est noire, Papa Doc a su flatter habilement les puissances Vaudous, le culte le plus prégnant de l'île. Epaulé par les Tontons Macoutes, il fera "disparaître" les gêneurs, entre autres, quelques membres de la bourgeoisie mulâtre.

Ainsi, à travers meurtres, tortures et autres exactions signées par les Tontons Macoutes, la dictature Duvalier gagne ses lettres de noblesse et se maintient sans lézards jusqu'à la mort de son fondateur en 1971.

Apparemment, la succession dynastique se fit sans gros problèmes. Mais, si le père avait su exploiter des aspects charismatiques, le fils, Jean-Claude, manque sur ce point du "panache" nécessaire. Les slogans qu'on lui a soufflés et qu'il reprend mécaniquement tous les jours sur les ondes, ne trompent personne. Il a beau dire : « Mon père a fait la révolution politique, moi, je ferai la révolution économique », personne n'y croit, mais personne n'ose en rire.

Pourtant, aux débuts de la dictature de Baby Doc, quelques mesures libérales avaient été prises. L'exemple le plus célèbre fut le départ imposé à L. Cambronne. Ce dernier était le fondateur de l'"Hémisphère", organisme qui se chargeait de la vente de sang haïtien aux Etats-Unis et qui, pour une poignée de dollars, avait cédé l'île de la Tortue à un trust américain. Ces affaires devenant par trop scandaleuses et voyantes, on s'en est débarrassé.

Jusqu'en 1979, cette timide libéralisation permit aussi une faible expression politique que ce soit à la radio ou au théâtre. Mais, depuis, les événements ont repris leur marche "naturelle" en Haïti : celle de la dictature.

STRATÉGIE DE RECHANGE

LE début des années 80 marque un changement dans la détente internationale. Les Caraïbes retournent avec force sous la férule américaine, qu'ils n'avaient d'ailleurs jamais totalement quittée. En Haïti, les arrestations se multiplient. Tous les partis d'opposition, des socialistes aux marxistes-léninistes, ten-



Jean-Claude Duvalier

dance Chine ou Cuba, entrent à nouveau en clandestinité. Baby Doc prouve ainsi aux Etats-Unis qu'il est capable d'enrayer toute forme de contestation. Du côté de Washington, on commençait à en douter.

En effet, depuis quelque temps, l'image de la dictature Duvalier paraissait se ternir et les Etats-Unis craignaient qu'elle ne subisse le même sort que celle de Somoza au Nicaragua. Cette crainte avait fait germer l'idée de jouer en Haïti une autre carte que celle de la dictature. Une carte un peu plus libérale, mais toujours liée, bien sûr, aux intérêts U.S. Un coup d'Etat indigène, préparé en sous-main avec l'aide et le contrôle américain, semblait être la meilleure solution.

Si les pions nécessaires à ce jeu d'échec ne manquaient pas, le problème essentiel pour les Etats-Unis était la stabilité du futur régime. Bien que sa situation économique se soit détériorée, la bourgeoisie nationale garde en effet des liens très profonds avec la famille Duvalier. Quant à la bourgeoisie, mulâtre et comprador, creuset de l'opposition, favorable à une "dictature à visage

humain", elle reste peu enracinée, socialement, dans le pays.

Dans ce contexte, si les Etats-Unis pouvaient aisément remplacer Baby Doc, il n'était pas sûr, par contre, qu'un coup d'Etat ne déclençât pas des révoltes difficilement maîtrisables et dont il faudrait se justifier. Le risque d'une telle manœuvre pouvait-il être sérieusement envisagé alors qu'en même temps, l'image de marque des Etats-Unis se détériore en Amérique centrale ? Cela paraissait (et paraît) bien peu probable.

C'est pourquoi, presque simultanément, un accord militaire, renforçant les liens entre Haïti, Saint-Domingue (là où s'est tenue la dernière réunion de l'Internationale socialiste) et les Etats-Unis a été signé en janvier 1980. On y précise que le gouvernement haïtien et nord-américain proposent au gouvernement et aux forces armées dominicaines, d'intervenir directement en Haïti en cas d'apparition d'un front guérillero dans ce pays. Et la dernière clause affirme que les Etats-Unis sont prêts à aider, dans tous les domaines, le gouvernement dominicain, dans une telle éventualité... Longue vie donc à la dictature de Duvalier.

L'ESCLAVAGE DE LA ZAFRA

EN Haïti, l'éventail du sous-développement est largement ouvert : 0,8 % de la population y accapare 43,7 % du revenu ; 75 % vit sous le seuil de pauvreté et l'aide alimentaire, par habitant, y est la plus forte du monde. Quant au budget de l'Etat, il est financé aux 2/3 par l'étranger. A ces chiffres s'ajoutent inévitablement le cortège des bidonvilles, l'exode rural, le chômage, etc.

Et, tous les projets de Baby Doc vont dans le sens du renforcement de ce sous-développement. On en a un exemple concret et brutal dans la construction de barrages qui permettront d'alimenter en électricité les industries d'exportation et qui, en même temps, envieront 66 000 paysans grossir les bidonvilles de Port-au-Prince.

Alors, les Haïtiens choisissent l'exil politique ou économique. Celui-ci est parfois temporaire et c'est la Zafra dominicaine.

En 1966, un accord signé entre les gouvernements haïtien et dominicain organisait le travail saisonnier : la récolte de la canne à sucre à Saint-Domingue. Haïti s'engageait à "livrer" 15 000 personnes pendant six mois chaque année ; en échange, Saint-Domingue offrait 14 pesos par personne... au gouvernement de Port-au-Prince. Un marché aux esclaves.

Parqués dans les "bateys", campements dont ils ne peuvent sortir, les exilés haïtiens travaillent 14 à 16 heures quotidiennes. Le salaire n'est versé que lorsque la canne à sucre a été coupée et séchée, c'est-à-dire, lorsqu'elle a perdu de son poids. Le revenu étant fonction du tonnage, le salaire tend à diminuer à mesure que la canne sèche. Il fallait y penser...

Face à cette traite, la seule solution de nombreux Haïtiens, c'est l'exil définitif.

"BOAT-PEOPLE" ET IMPÉRIALISME

DEPUIS longtemps, une grande partie de la population haïtienne (1 million sur un total de 5 millions) vit en exil, notamment aux Etats-Unis. Et, devant la

détérioration du climat social et politique, l'émigration s'amplifie et change d'aspect. Ce ne sont plus des petits cadres qui émigrent, mais des paysans, très souvent les plus misérables.

Paradoxalement, il faut oser partir, car l'exil ne commence pas par un voyage d'agrément. Les cadavres échoués sur les plages de Floride en 1981 ont montré toute l'horreur de cette traversée. En juillet 81, sur 250 personnes qui quittèrent Haïti, 160 touchèrent la côte américaine.

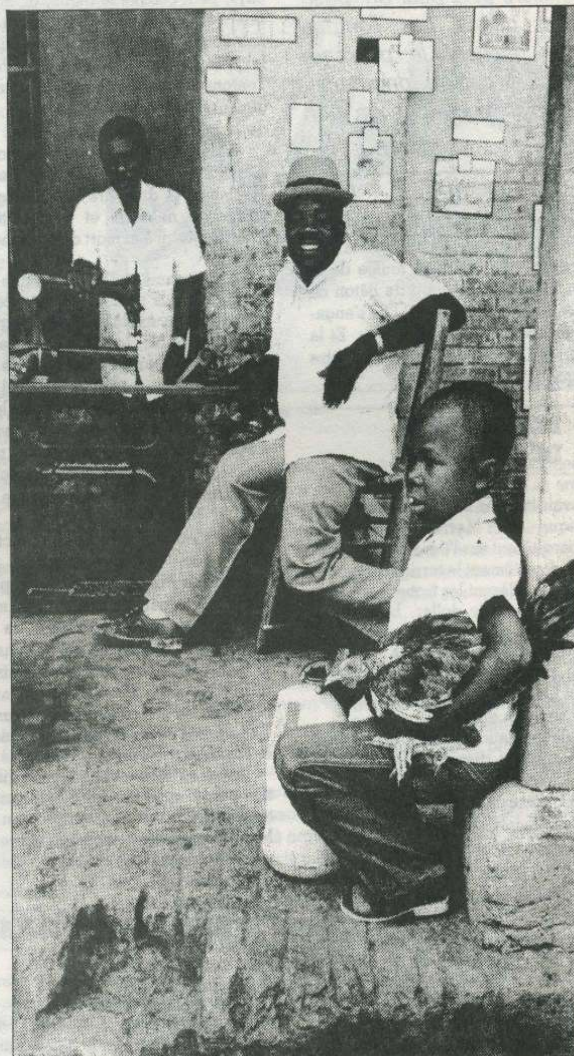
Cet exil est rendu d'autant plus difficile que les autorités américaines ont décidé de mettre fin à l'immigration haïtienne, tant pour des raisons politiques qu'économiques, à partir de septembre 1981.

Aujourd'hui, le gouvernement de Washington aide Baby Doc en enfermant les 3000 réfugiés actuels : emprisonnés dans des camps, dispersés sur tout le territoire américain ou, plus récemment, dans les prisons. Les Haïtiens ainsi parqués, ont obtenu

le soutien de la communauté noire américaine, ce qui a permis d'exposer publiquement, au grand jour, la situation scandaleuse qui leur est faite : nourriture trafiquée aux hormones pour les hommes, avortements provoqués pour les femmes. La stratégie géo-politique américaine n'a jamais reculé devant le génocide.

Dans ce climat, comment expliquer le maintien de l'assistance française en Haïti, sous prétexte de ne pas "punir" ses habitants déjà victimes de la dictature ? Ce type de raisonnement peut tout justifier. Un certain président français eut un "frère" diamantaire en Afrique, Reagan a son "Baby" aux Caraïbes et Mitterrand ne veut pas rombre avec la famille. Des paroles aux actes il y a toujours un écart. Pourtant, le discours de Cancun promettait, tout au moins, une rupture...

Julie DESGRANGES



TUTTI FRUTTI

MIGUEL GARCIA GARCIA

Le camarade Miguel Garcia Garcia est mort à Barcelone à l'âge de 73 ans. Né dans cette ville, il adhéra très jeune à la CNT. La révolution du 19 juillet 1936 le verra monter sur les barricades d'abord, et ensuite sur le front de Madrid où il combattra pendant 32 mois. La défaite révolutionnaire le surprend à Barcelone où il est arrêté. Il restera deux ans en prison.

En 1942 il participe à la reconstruction de la CNT clandestine et à la résistance armée. Le 21 octobre 1949, il fait partie des détenus par la vaste opération policière qui trouvera sa conclusion dans la mort de 10 camarades abattus alors qu'ils tentaient de s'enfuir. Sept autres seront condamnés à mort par un procès des plus sommaires et immédiatement fusillés. Le véritable procès aura lieu deux ans plus tard : 57 condamnations seront prononcées dont neuf à mort, qui seront par la suite transformées en détention à perpétuité. Parmi les neuf, il y a Miguel qui commence alors son long périple à travers les geôles espagnoles, sans jamais cesser d'y exprimer son insoumission et sa révolte. Bien qu'ayant écopé de deux autres condamnations pour avoir animé des révoltes dans les prisons, il est finalement relâché en 1969, pour des raisons de santé.

Miguel prend alors la route de l'exil. A Londres, il déploiera une intense activité de soutien au mouvement espagnol et de solidarité envers les camarades détenus, ceci, en collaboration avec l'Anarchist Black Cross.

La mort de Franco lui permet de retourner à Barcelone où il ouvre un bar "La Fragua" qui devient lieu de rencontre par excellence des libertaires de cette ville. Mais, gravement malade, la mort l'a emporté ce mois de décembre 81.

Salut Miguel, on continue.



PACIFISME EN R.D.A.

Des groupes de rock organisant des concerts "pour la paix", une pétition qui recueille des centaines de signatures prestigieuses, des badges pacifistes qui fleurissent, de plus en plus nombreux, sur les blousons, des milliers de jeunes participant, le 13 février, à Dresde, à un rassemblement interdit : l'émergence d'un mouvement anti-guerre en République Démocratique Allemande est certainement l'un des événements les plus importants de ces dernières semaines.

Certes, le phénomène est encore embryonnaire. Certes, la contestation est essentiellement organisée autour de l'Eglise luthérienne évangélique. D'une ampleur sans commune mesure avec celle des immenses manifestations surgies dans les pays membres de l'OTAN, ce mouvement est cependant porteur d'une radicalité manifeste. Ne se contentant pas de réclamer la dénucléarisation de l'Europe et, dans un premier temps, l'évacuation de toutes les armes atomiques installées sur le territoire des deux Allemagnes, les signataires de "l'Appel de Berlin" prônent en effet, le retrait des "troupes d'occupation" — russes en RDA, françaises, britanniques et américaines en RFA — stationnant sur le sol allemand. Mieux même, ils avancent des revendications d'une inspiration nettement antimilitariste : interdiction de la vente de jouets militaires, arrêt des défilés militaires, mise en place de cours sur les problèmes de la paix en lieu et place de l'instruction militaire obligatoire des élèves, création d'un service civil pour les objecteurs, jusqu'alors contraints à effectuer un service militaire non-armé, etc.

Dépassant largement le cadre du "pacifisme" orthodoxe encouragé par les autorités locales, ce phénomène qui rencontre un écho croissant auprès des jeunes n'a pas, l'on s'en doute, l'heur de plaire aux bureaucrates de RDA et moins encore à leurs homologues soviétiques. Le militarisme occupe une place si prépondérante dans les pays de l'Est que, contestant la logique des deux blocs, le mouvement anti-guerre naissant s'annonce, au fond, porteur d'une remise en cause des fondements mêmes du système bureaucratique.



NICARAGUA : UNE RÉVOLUTION ÉTRANGLÉE

« La révolution nicaraguayenne est menacée », nous dit-on, c'est bien vrai. « L'impérialisme yankee ne cesse d'exercer des pressions économiques, de soutenir les actions militaires des somozistes réfugiés au Honduras et menacent même d'intervention directe », nous précise-t-on, et c'est encore vrai. Que ces coups bas viennent s'ajouter aux difficultés économiques auxquelles doivent s'affronter les dirigeants sandinistes, c'est indéniable. Un pays ravagé par quarante ans de dictature, deux années de guerre et un tremblement de terre, voilà bien un héritage lourd à porter. Mais au-delà de ces données objectives, peut-on encore s'obstiner, comme le font certains, à tirer un "bilan globalement positif" du processus révolutionnaire nicaraguayen ? Peut-on encore, honnêtement, prétendre que les seules menaces pour la révolution viennent de l'extérieur ?

Hélas, nombre d'éléments sont venus ternir la vision initiale quelque peu idyllique. Et s'il n'est pas douteux que des menaces extérieures existent, on ne peut contourner les signes révélateurs d'une contre-révolution intérieure largement entamée par les vainqueurs d'hier, eux-mêmes. Que ne voit-on pas la militarisation progressive de la vie civile, poussée à l'extrême de faire porter l'uniforme par certains travailleurs (par exemple, ceux des ministères) ?

Pourquoi ne pas rappeler que les trois années écoulées depuis la victoire sandiniste ont confirmé discours et pratiques purement marxistes-léninistes de cette "avant-garde" autoproclamée

qu'est le FSLN ? Peut-on détourner les yeux devant la bureaucratisation sans cesse croissante et l'apparition d'une nouvelle couche (doit-on dire d'une nouvelle classe ?) de privilégiés ? Comment faire pour donner une interprétation "révolutionnaire" au démantèlement d'organisations d'extrême-gauche comme "Frente Obrero" (trotskyste), le "Mil-Pas" (autogestionnaire) et la chasse à leurs militants ou l'interdiction de publications révolutionnaires ? Et que dire enfin de l'interdiction du droit de grève ou des occupations d'usines et de terres décrétées en septembre dernier au nom de la politique inter-classiste de "reconstruction nationale" ?

Tous ces événements constituent autant de jalons de défaite que ne peuvent faire perdre de vue les innombrables promesses de victoire avancées par le FSLN. Une évolution rendue encore plus inquiétante par l'alignement systématique, intolérable, du Nicaragua sur la politique internationale de l'impérialisme soviétique aussi bien à propos de l'Afghanistan que, plus récemment encore, de la Pologne.

Que le Nicaragua soit menacé de l'extérieur ne saurait nous dispenser de constater la mort lente d'une révolution. A rester les yeux rivés sur les Etats-Unis, ne voit-on pas que l'on court le risque de s'enliser dans la défense d'un Nicaragua devenu contre-révolutionnaire ? Nous tâcherons d'aborder plus amplement ce sujet dans un prochain numéro d'Agora, mais il faut dès aujourd'hui affirmer qu'il serait criminel de sombrer dans le même silence complice que celui qui régna, il n'y a pas si longtemps, dans les rangs des révolutionnaires au lendemain d'une autre mémorable victoire : celle des vietnamiens !

N'IMPORTE QUI

DÉSIRE NOTRE

LIBERTÉ...

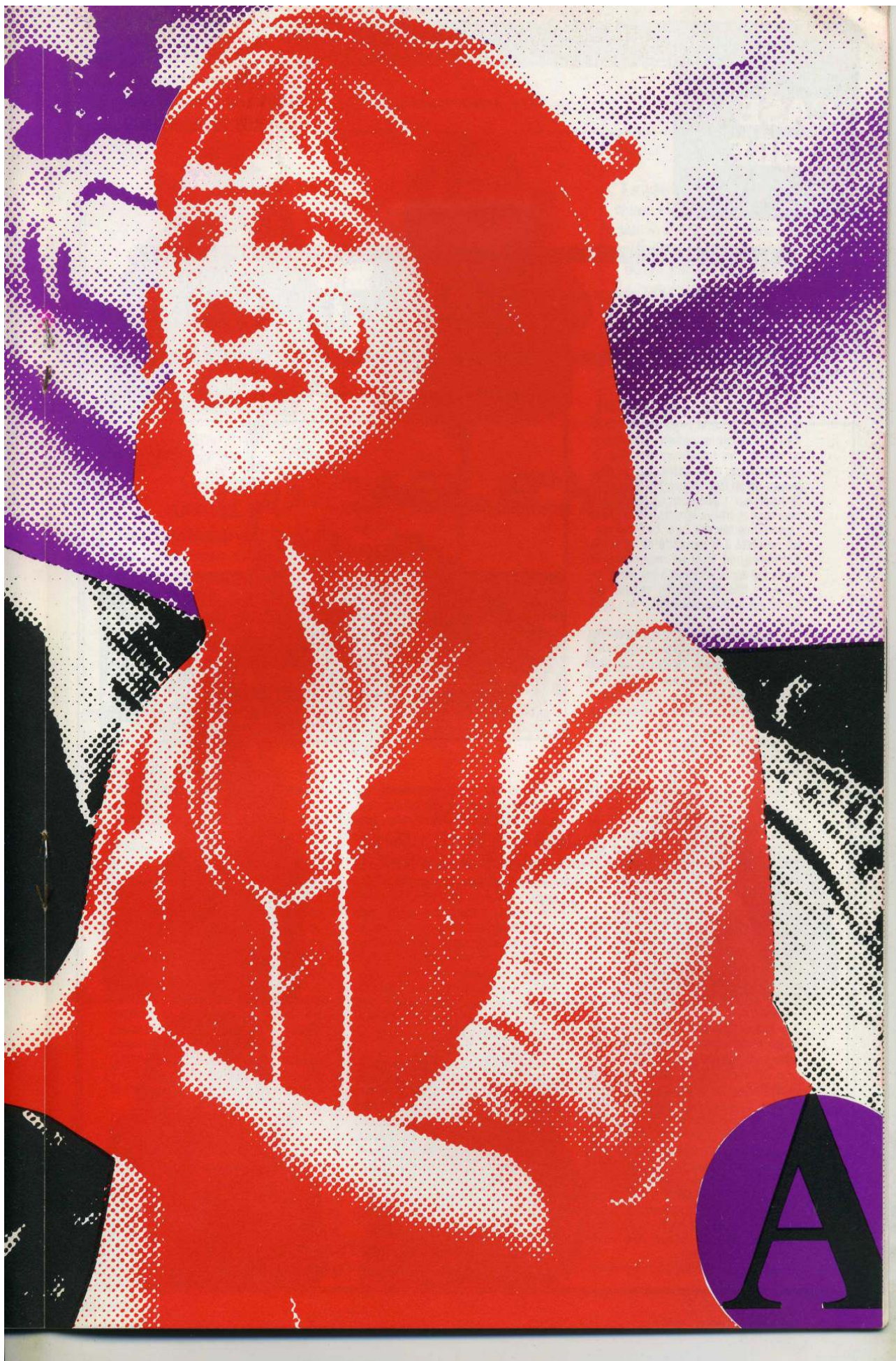
JE LA VEUX,

VOILÀ

L'ESSENTIEL.

AGORA/REVUE LIBERTAIRE / B.P. 1214, 31037 TOULOUSE CEDEX





TERRITOIRE A PRENDRE

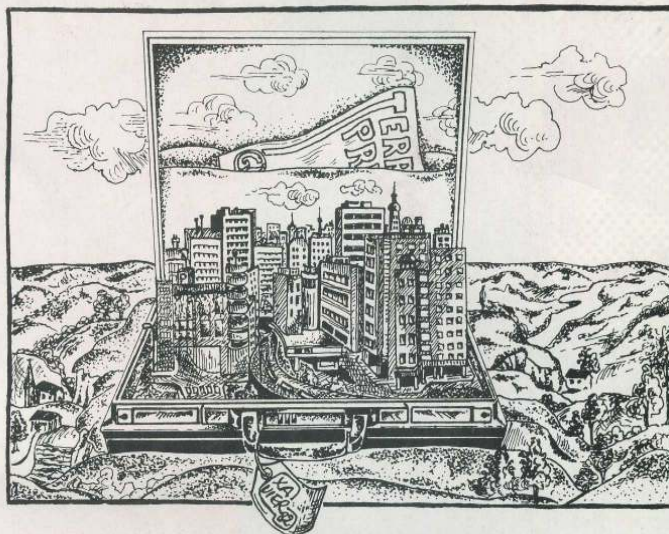
LE GROUPE INFORMATION AMENAGEMENT (G.I.A.M.) est né en 1976 d'un double mouvement. Dans toutes les régions, les travailleurs des villes et des campagnes n'acceptent plus l'aménagement qu'on leur impose ; de leur côté, de nombreux travailleurs de l'aménagement rural et urbain, remettent en cause le travail qu'on leur fait faire. Le GIAM voulait se situer à la rencontre de ces deux démarches, en étant un mouvement de soutien et de participation à ces luttes, en étant un lieu de réflexion critique sur l'aménagement/normalisation du territoire.

Plusieurs groupes régionaux du GIAM, dont celui de Toulouse, se créèrent tandis que le GIAM fusionnait en 1977 avec un autre mouvement, PLACE, à la démarche similaire. Mais la fusion est le catalyseur de l'éclatement, le révélateur de la crise du militantisme d'après 68. Les militants se replient sur les luttes locales, dans des pratiques professionnelles alternatives, etc. Le GIAM-PLACE n'existe plus depuis 1979, nationalement et souvent localement.

Le GIAM-Toulouse, travaillant dans la région, avait deux axes d'intervention : — dès 1976, il participe à Toulouse à la fondation de l'UCQ (comités de quartier et associations de défense) pensant que c'est le principal lieu de regroupement des luttes urbaines toulousaines ; — dans les Pyrénées, en relation avec de nombreuses associations, le GIAM aide des luttes locales (POS d'Argelès-Gazost). Mais, le projet d'une union permanente de ces mouvements de défense dans un Collectif Aménagement des Pyrénées, échoue.

Ici aussi la crise du militantisme sévit. Seule l'intervention, amoindrie, sur Toulouse subsiste, au sein de l'UCQ, tandis que des membres du GIAM s'engagent individuellement dans d'autres mouvements (écologistes). Mais le GIAM-Toulouse n'abdique pas. Nous choisissons une solution de repli : continuer à exister en transformant le bulletin interne en un journal trimestriel : TERRITOIRE A PRENDRE. Une revue comme solution de remplacement à l'action ? Depuis juin 1979, dix numéros sont parus : 250 abonnés, une centaine d'échanges de presse avec des journaux locaux, des revues nationales ou régionales.

TERRITOIRE A PRENDRE a plusieurs



objectifs :

— informer sur les aménagements que nous subissons tant en ville qu'à la campagne : analyse du Plan Grand Sud-Ouest, le nucléaire dans la région (Golfech, l'uranium), PUK dans Midi-Pyrénées, les fermetures de chemins de fer, l'urbanisme toulousain (POS, Compans-Caffarelli, contrôle social, transports urbains), l'industrie en milieu rural, la dégradation des campagnes (autoroutes, barrages, fermeture des écoles en montagne) ; le tourisme rural (Parc d'Ariège, la chasse, les rivières "propres"). Sans oublier les aménagements dans les pays "sous-développés" : PUK en Grèce, Amazonie à vendre, le nickel et la Nouvelle-Calédonie, le tourisme au Sénégal...

— susciter des débats avec les professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme, avec les luttes sociales : le rôle des techniciens du tourisme, le fonds commun dans l'administration (intérêt financier aux travaux), contre-projet technique ou politique ? quelles interventions urbaines ? les partis-pris écologiques, la pratique des mouvements...

— diffuser les analyses et les propositions alternatives réalisées par les habi-

tants, les usagers, les associations, les mouvements : pour une alternative économique en Midi-Pyrénées (PSU) le contre-programme Compans-Caffarelli de l'UCQ, les groupements d'achat (ATE).

Jusqu'à présent, le GIAM a fonctionné à partir d'une relation critique à la politique territoriale menée par l'Etat. Cela ne suffit plus si l'on considère que le "changement" politique ouvre, dans ses ambiguïtés, des possibilités de rapports différents à l'espace et à son aménagement : urbanisme, décentralisation, régionalisation... Il faut aller plus loin dans la compréhension de l'aménagement de l'espace afin de lutter contre le pouvoir capitaliste, non remis en cause par la politique actuelle. C'est pour cela que nous avons des objectifs à moyen terme. L'analyse politique des mouvements associatifs : autonomie ou restructuration de l'Etat ? Les professionnels de l'aménagement et la situation politique aujourd'hui.

L'échange d'informations peut et doit s'intensifier : faire part des expériences, des propositions, en débattre. Pour cela, nous souhaitons un renforcement de nos contacts.

"TERRITOIRE A PRENDRE"

**GROUPE INFORMATION AMENAGEMENT
B.P. 14, 31170 TOURNEFEUILLE**



ARTICLE I

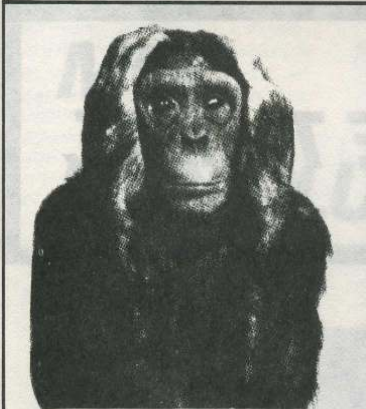
La révolution sera dirigée par la classe ouvrière, elle-même dirigée par le Parti, lui-même dirigé par le Bureau Politique, lui-même dirigé par le Secrétaire Général, En conséquence, toute révolution qui ne sera pas dirigée par le Secrétaire Général, ne peut être qu'une provocation des monopoles capitalistes.

ARTICLE II

La révolution devant être faite par le Secrétaire Général, nous prions les masses laborieuses de patienter quelque peu, ce dernier étant retenu par d'autres affaires.

PCF, ECHEC

ET MAT ?



ARTICLE III

Attention, en raison des échéances électorales, la révolution peut être reportée à une date ultérieure.



ARTICLE IV

Nous avertissons notre aimable clientèle que toute révolution réussie par le Parti ne peut être ni reprise, ni échangée. Conservez quand même votre ticket de caisse, vous pouvez être contrôlé à tout moment.

STRATÉGIE

LES malheurs du PCF datent du Congrès d'Epinay. C'est là que son rival socialiste a donné le coup d'envoi à l'essor du PS, essor tout au moins électoral. En fait, depuis, toute la politique du PCF se trouvera réglée par les décisions prises au PS. Car les communistes vivent mal, très mal la perte de leur hégémonie traditionnelle sur la gauche.

Waldeck-Rochet avait engagé un processus d'ouverture que Marchais, appuyé sur Kanapa et Fiterman, avait poursuivi tant bien que mal jusqu'en 1977. C'est ce processus qui est aujourd'hui mis en cause. Le peu de liberté acquise avec Waldeck s'est retournée contre les ennemis de cette liberté. Logique et moral.

Historiquement, la politique d'alliance avait toujours été utile et profitable au PCF. Aussi bien 1936 que 1945, lui avaient permis de faire un grand pas en avant dans sa représentativité. Il pensait alors naïvement qu'il en serait toujours de même. C'est pourquoi en 72, il s'engage à fond dans la collaboration avec l'Union de la Gauche et le Programme commun de gouvernement, au prix d'un meilleur encadrement de la classe ouvrière. Stratégie qui rejoint mystérieusement des désirs de Moscou qui craint de voir l'Europe s'enfoncer encore plus dans l'atlantisme. Bilan de l'opération : un net recul du Parti. Nos grands stratèges avaient tout simplement oublié que l'histoire ne se répète pas, que le mouvement ouvrier français avait subi de profondes mutations, et que la situation internationale favorisait en Europe la montée social-démocrate. Des oublis qui allaient lui coûter cher.

A QUOI SERT UN CONGRES ?

TOUTES les fines plumes politiques françaises se sont attachées à analyser les phrases et les phrases de ce dernier congrès pour tâcher d'y percevoir quelle sera la stratégie à venir du PCF. Elles devraient pourtant bien savoir, ces fines plumes, qu'il ne se passe jamais

COMMENCÉ le 3 février, le 24^e Congrès du PCF qui s'est tenu à Saint-Ouen, a terminé ses travaux le 7 avec un unanimisme touchant, puisque les orientations ont été votées à 99,98 % des délégués présents. Le Parti peut maintenant que le rideau du spectacle est retombé, retourner dans sa coquille. Mais, armé de quelle stratégie ? Est-il parti gouvernemental ou parti d'opposition ? Même Marchais ne pourrait répondre à une telle question.

rien dans un congrès communiste. Et quand il s'y passe quelque chose, cela ne désigne en aucune façon ce que sera la prochaine politique du Comité Central. En veut-on un exemple récent ? Au cours du précédent 23^e congrès, les intellectuels communistes avaient fait une découverte de taille : "l'union de la base", découverte admirée, applaudie et adoptée. Or, qu'en a-t-il été depuis de son application concrète : cette fameuse union s'est transformée en une attaque en règle pendant trois ans du PS, jusqu'à le cataloguer à droite ("la bande des trois") et cela quitte à déclencher une division syndicale rarement atteinte en France. Bouquet final, G. Jacquin peut déclarer, sans frémir, au 24^e Congrès cette monstruosité : "le souci de l'action tous ensemble est nuisible à l'affirmation de positions de classe". La boucle est bouclée, les militants avaient voté pour l'union, le Bureau Politique, a travaillé pour la désunion.

Alors, il importe peu d'analyser point par point ce 24^e Congrès, puisque le maître mot de la politique communiste reste l'opportunisme. Protégé par un manque de démocratie évident et public, Guy Hermier se permet même d'avertir

les congressistes, "nous proposons au congrès de ne retenir aucun amendement qui, même juste en soi (sic !) affaiblirait tant soit peu la portée de (notre) analyse".

Si l'on veut savoir réellement ce qu'est, et vers quoi s'achemine le PCF, il est préférable de scruter ses relations avec le mouvement ouvrier, avec l'évolution sociologique française et avec sa pente réformatrice de plus en plus accentuée, et confirmée clairement, toujours dans le rapport de Guy Hermier : "Persister à concevoir aujourd'hui en France la rupture révolutionnaire comme un moment final, un grand soir (...), c'est en fait reculer devant les exigences du combat révolutionnaire". Une phrase qui n'est pas sans rappeler la construction logique des théorèmes orwelliens : "la liberté c'est l'esclavage".

A CHACUN SON RÔLE

ET puis, il y a eu le 10 mai, et les communistes se sont retrouvés déchirés entre le fait d'être un parti gouvernemental et de vouloir rester un mouvement d'opposition

JE T'AIME,



R. Melloul - Sygma

ouvrière. Les voilà affligés de quatre ministres communistes (Fiterman, Ralite, Le Pors, Rigout) qui poussent pour y rester. Mais au sein de la direction, il y a aussi une tendance dure (Leroy) qui aimerait bien se libérer d'un tel carcan et retourner au cours sectaire, où PS et droite étaient définis dans les mêmes termes et mis dans le même sac.

Le Congrès s'est terminé par un statu quo : les deux stratégies continuent d'être applicables. Face aux militants, le Bureau Politique a les mains libres pour changer de politique du jour au lendemain (1). Car en fait, quoi qu'en disent les dissidents, cette participation gouvernementale est de peu de poids dans la détermination politique du parti dont le souci essentiel est de continuer à exister comme le seul parti politique de la classe ouvrière.

Et là, nous retrouvons les véritables enjeux et la vraie tactique : celle du partage des rôles entre le PCF et la CGT. Partage des rôles qui est en train de subir, sous nos yeux, une transformation d'importance. De tout temps, face à une crise, le PCF s'engageait, montait au front, et la CGT se tassait imperceptiblement, faisant le gros dos, attendant que passe l'orage. Cela permettait de conserver intacte l'audience syndicale acquise. Mais, aujourd'hui, c'est la CGT qui affronte la première les crises et les débats. Ainsi sur la Pologne, c'est elle qui est allée le plus loin dans les compromissions et c'est le PCF qui développe un langage parasyndical.

Les territoires se mélangent, en même temps que les deux appareils subissent de plein fouet une même crise d'influence (voir les résultats par exemple des dernières élections professionnelles). Le PCF s'engage dans des retraits significatifs, dans des silences permet-

tant toutes les stratégies de sommet. Dans son rapport, Hermier précise : *"Nous ne croyons pas opportun de détailler les positions du parti sur des points particuliers, par exemple en matière de revendications sociales"*. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'on peut choisir, selon la période et les nécessités de l'opportunisme, ce qui conviendra le mieux, quitte à se contredire d'un jour sur l'autre. Ainsi, en ce qui concerne le temps de travail, les communistes peuvent, soit défendre les 35 heures tout de suite (selon les 131 propositions de Marchais), soit les 38 heures (position CGT reprise par le PCF après le 10 mai), soit les 39 heures sans remise en cause des acquis, dernière en date des positions du PCF depuis les ordonnances.

Le noeud du problème, pour bien comprendre ces revirements, c'est de voir clairement que le PCF est en réalité régi par une pensée économiste. Une idéologie impériale qui a de tout temps affirmé que la révolution ne pouvait être qu'économique. A ce titre, on peut tout se permettre et, effectivement, on se permet tout. Témoin, le milliardaire rouge J.-B. Doumeng qui n'hésite pas à déclarer : *"La démocratie individuelle ne pourra s'exercer que dans le cadre du dépassement de l'Etat. Il faudra trois cents ans... La démocratie, c'est le gadget des enfants gâtés de la civilisation."* (2).

LES NOUVEAUX GESTIONNAIRES

DES à présent, pour le PCF, il ne s'agit pas de renverser l'ordre des choses, ni d'opérer une rupture même minime avec le capitalisme, mais bien de gérer au plus

près et au plus logique, tout en préservant son pouvoir sur le mouvement ouvrier. Nationalisations, planification sont les pointes extrêmes de ce combat économique qu'il ne peut que mener, avec l'idéologie frauduleuse suivante : ces *"avancées"* sont nécessaires et utiles aux rapports de production (socialistes dans le futur) et elles sont le fruit des luttes ouvrières. Pensée étatique, autoritaire. A partir d'elle, se construit la stratégie gestionnaire qui préside aux destinées communistes, avec bien évidemment son zeste obligé de collaboration de classe. Tout ceci avoué, pour une fois noir sur blanc. Philippe Herzog, membre du BP, affirme dans l'éditorial de la revue théorique du Comité Central : *"Il nous faut aider les travailleurs à dépasser les conceptions du changement par en haut, les aider à dépasser le refus de s'impliquer dans la gestion, lié aux craintes de la collaboration de classes enracinées de longue date dans le mouvement ouvrier, refus qui a pu être fécond en son temps, mais qui est aujourd'hui inadapté quand il faut se hisser au niveau d'une intervention de classe novatrice dans la gestion."* (3).

Voilà ce qu'on compte faire pour les entreprises nationalisées. Pas plus. Quant au secteur privé, ma foi, rien à dire, sauf s'il est en crise, alors là, va pour la solution des coopératives ouvrières. Une façon comme une autre de diviser, en la recomposant, la classe ouvrière : des nationalisés, des privés et des coopérateurs. Chacun ses problèmes.

On voit de suite la faille d'une telle stratégie : que les luttes se développent et les contradictions du PCF vont s'aiguiser, ses théories voler en éclats. C'est pourquoi rien ne lui fait plus peur que l'autonomie ouvrière. Pour l'empêcher d'émerger, il agite l'épouvantail d'un réveil de la droite, ou d'une résistance au changement de la part du patronat. Certes cette résistance est réelle, mais fort peu nouvelle, et elle permet de masquer l'opposition des communistes, ainsi d'ailleurs que celle des socialistes, à un véritable changement.

(1). Pour mémoire, le Comité Central est composé de 145 membres, le Bureau Politique de 22, et la plus haute instance, le secrétariat du CC, de 6.

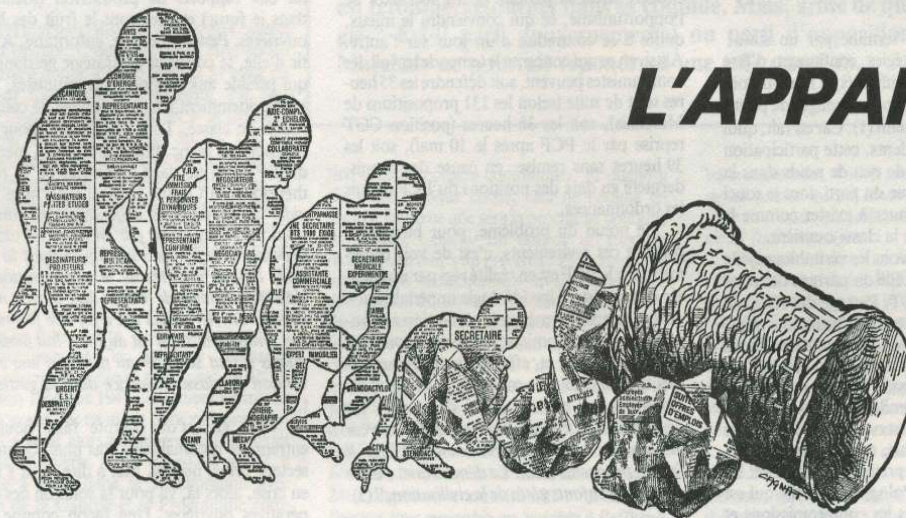
(2). *Le Nouvel Observateur*, 16 janvier 1982.

(3). *Cahiers du Communisme*, janvier 82.

**MOI
NON PLUS**



NOMENKLATURA

VOYAGE DANS
L'APPAREIL

QUAND un mouvement cesse de l'être, il se transforme en institution, c'est-à-dire : un appareil et du fric. Que l'institution subisse une crise d'influence et les difficultés commencent. L'appareil ne produit plus assez de fric, ou le fric ne permet plus de conforter l'appareil. Comment en sortir ?

LES raisons d'une crise d'influence sont multiples. Pour le PCF, il y en a une qui pourtant saute aux yeux. Chaque fois qu'il s'est, purement et simplement, mis au garde-à-vous devant les ultimatums du Kremlin, il en a subi les conséquences sur le territoire français. En 1956, le PCF s'acharne sur la révolte hongroise, et en 1958 il descend au-dessous des 20 % lors des élections. Tout près de nous, en janvier 80, il applaudit à l'intervention soviétique en Afghanistan : le 10 mai ramène son pourcentage d'électeurs à 15 %.

QUAND LA PRESSE
SE MEURT

ET rien ne semble pouvoir arrêter cette dégringolade. Le *Canard Enchaîné* du 13 janvier 82, révélait d'ailleurs qu'une enquête avait été faite par le service central de documentation du PCF ; le niveau électoral du Parti se situerait dès lors aux alentours de 10 à 15 %.

Cette désaffection explicable par les méandres de la politique communiste (union, désunion, immigrés, drogue, relations avec l'Est) relève également de l'échec général de la pensée et de la réalité communiste. A l'intérieur du

Parti lui-même, c'est aussi le commencement de la fin. Au Congrès, Paul Laurent revendiquait, pour fin 81, 710 000 adhérents, 27 500 cellules et plus de 3 000 élections. La réalité, de l'avis de tous, serait bien plus proche des 300 000 adhérents, ce qui tout en restant respectable, montre la stagnation, si ce n'est la baisse, des effectifs. Ceci peut d'ailleurs se vérifier en maint endroit. Par exemple, suite à la crise Fizbin, la fédération parisienne serait passée de 113 à 80 sections. Autre donnée de cette régression : une moyenne d'âge des militants nettement plus avancée.

Enfin, dernier signal d'alarme, et non des moindres, la faiblesse accentuée de la presse communiste. Là aussi, l'explication tient au rôle que, peu à peu, on a fait jouer à celle-ci. Fini le temps des ouvertures, les journaux ont été transformés en pures courroies pour la transmission de la propagande, et les journalistes (ou ce qu'il en reste) pourraient revêtir l'uniforme militaire polonais sans que cela paraisse incohérent avec leur fonction actuelle.

Entre 70 et 73, la vague de libéralisme l'emporte : « il y avait une grande permisivité en politique intérieure, ce qui n'était pas le cas en politique internationale, très étroitement

contrôlée » selon Yvonne Quilès, qui sait de quoi elle parle (1). Puis, c'est le cours sectaire qui reprend le dessus, on se débarrasse des journalistes un tant soi peu indépendants, et on dit aux autres « maintenant c'est fini, fermez vos stylos, ouvrez votre pot de colle et prenez une paire de ciseaux pour découper les discours ». Et c'est la chute libre des ventes.

« *La Nouvelle Critique* », mensuel culturel et idéologique du PC, qui diffusait 18 000 exemplaires, cesse d'exister en 79. « *France Nouvelle* », hebdo officiel, agonise dès 77 (fin de l'Union de la gauche) avec 35 000 exemplaires, et meurt en février 80. Ils sont remplacés par « *Révolution* », qui loin de regagner les lecteurs des deux publications précédentes, stagne à 25 000 exemplaires. On pourrait penser que cette baisse est limitée aux journaux confidentiels, mais il en va de même pour la grande presse. « *L'Huma-Dimanche* » est passée de 500 000 à 200 000 et quant à « *L'Humanité* », elle diffuse 75 000 contre 150 000 au moment de l'Union de la gauche. « *L'Humanité* » est d'ailleurs devenu le quotidien le moins vendu à Paris avec 13 000 exemplaires, soit une baisse de 40 % en deux ans.

Tout l'appareil de diffusion est touché et les éditions diverses du PCF (La Farandole, les Editeurs Français Réunis, les Editions Sociales, le Livre-Club Diderot, le Cercle d'Art) ont dû fusionner sous un même label, Temps Actuel, pour éviter une débâcle financière.

A LA RECHERCHE
DES MILITANTS

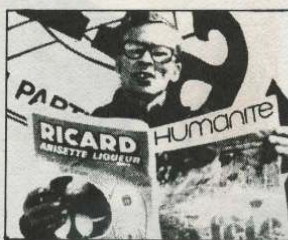
TOUT le monde est d'accord là-dessus, il y a une crise du militantisme, d'un certain militantisme. Mais on croyait le dinosaure stalinien épargné par ce phénomène. Or, il n'en est rien, et lors de la préparation du dernier congrès, les chefs se sont plaints de l'absentéisme. Une crise qui semble s'accroître : la direction reconnaît qu'en 81 il y a eu

(1) Yvonne QUILES, membre de « *Rencontres Communistes Hebdo* » et auteur du livre sur la presse communiste « *Sous le marteau, la plume* » (Mégrelis).

près de 90 000 départs. Fait plus grave, elle touche le noyau solide de l'implantation communiste : la classe ouvrière. Marchais avoue que le PC a « perdu plusieurs centaines de cellules d'entreprise ». On a fait payer le responsable de ce secteur : Jean Colpin a été effacé par le Congrès.

Mais les causes sont ailleurs que dans un problème organisationnel. Au congrès précédent, on comptait 10 000 cellules d'entreprise et on s'était fixé comme objectif 12 000. Aujourd'hui il n'y en a que 9 000.

Ce désencrage du monde ouvrier se confirme du côté syndical. La baisse est générale (en plus de la perte de la CGT aux élections professionnelles), et ne concerne pas que le Parti. A Renault-Billancourt, le taux de syndicalisation CGT a baissé de 11 %. Pour le PCF, il y a là un phénomène qui revêt une grande importance puisqu'il risque d'entraîner un nombre inférieur de permanents et donc de revenus. Les symptômes sont d'autant plus alarmants que même les militants communistes semblent désertier les réunions syndicales, ce qui risque de poser problème vu le début de coordination des opposants à travers l'affaire polonaise. Aussi, c'est dans les colonnes mêmes de « l'Huma » qu'Aimé Albeher, ancien responsable CGT de Billancourt rappelle à l'ordre ses troupes : « les communistes doivent construire pas à pas un syndicalisme de classe ». C'est dans le sens de cette contre-offensive que l'on doit comprendre le rôle accru donné à un personnage falot comme Henri Krasucki, membre du BP et secrétaire de la CGT. Dorénavant, celle-ci jouera le rôle d'aiguillon du gouvernement, mais soyons sûrs que cette activité ne dépassera que rarement l'expression orale et écrite. Il faut tenter de ressouder les troupes communistes et, par un langage pseudo-radical, se refaire des forces dans la classe ouvrière.



LES PSEUDOPODES

Syndicats : CGT, SNES, SNES-Sup, SNCS, UNEF-Renouveau, UNCAL.

UFF (Union des femmes françaises) créé en 45, 100 000 adhérentes.

UVF (Union des vieux de France) : 40 000.

ARAC (Association républicaine des anciens combattants) : 80 000.

Mouvement de la paix, qui jusqu'à l'affaire polonaise bénéficiait même de la caution du PSU par la présence de Bernard Ravenel au BN.

Secours populaire français : 300 000 adhérents.

Tourisme et travail : 450 000 adhérents individuels, mais touche plusieurs millions de salariés à travers les 3500 comités d'entreprise qui sont également adhérents. Plus de 70 villages vacances.

LVJ (Loisirs-vacances-jeunesse) : voyages à l'Est.

Pionniers de France : 50 000 adhérents.

CNL (Confédération nationale du logement) : 270 000.

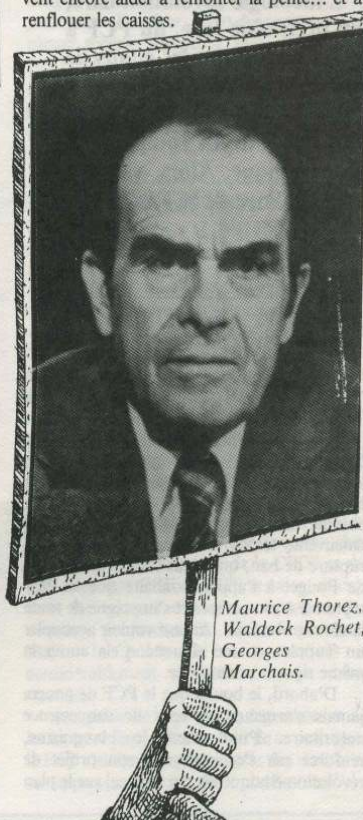
FSGT (Sports) : 300 000, etc.

AH, SI J'AVAIS DES SOUS !

COMPREND-ON ce qu'est cette énorme machine ? A lui seul, le PCF compte quelques 50 000 permanents de toutes sortes : politiques, syndicaux, municipaux, employés de ses entreprises... A propos d'entreprises, le PCF en contrôlerait la bagatelle de 300. Sans compter l'inénarrable milliardaire rouge, J.-B. Doumeng qui, à travers sa société INTERAGRA, contrôle tous les échanges de la France avec les pays de l'Est en matière agricole.

Quand on lit les comptes rendus financiers du Parti, tout semble clair et limpide. Le budget 81 s'élève à 97 millions dont 40 % sont représentés par les cotisations. Les principales viennent des élus qui touchant un salaire du Parti, reversent leurs indemnités à celui-ci. Par exemple, un ministre perçoit 3 millions et se garde environ 8 000 francs. Le reste va dans les caisses communistes. A partir de là, on comprend que la baisse électorale du PCF ne soit pas simplement un échec politique mais aussi un échec financier. Moins de députés, égale moins d'argent.

Ce n'est quand même pas la faillite et il y a de beaux restes. Ne serait-ce que les 1813 maires, parmi lesquels ceux de 7 villes de plus de 100 000 habitants. Mais aussi, et surtout, le changement politique français a permis la nomination de ministres et autres PDG. Ceux-ci vont permettre, à leur tour, une meilleure implantation dans les circuits : nationalisés, associatifs, municipaux. C'est déjà ce que faisait la droite, et on ne voit pas pourquoi la gauche ne continuerait pas une stratégie aussi « payante ». Alors, pas de larme à l'œil, le PCF est loin de se clochardiser. Cette année encore, l'huile ne manquera pas pour graisser l'appareil. Et les échéances électorales (cantonales en mars, municipales en 83) peuvent encore aider à remonter la pente... et à renflouer les caisses.



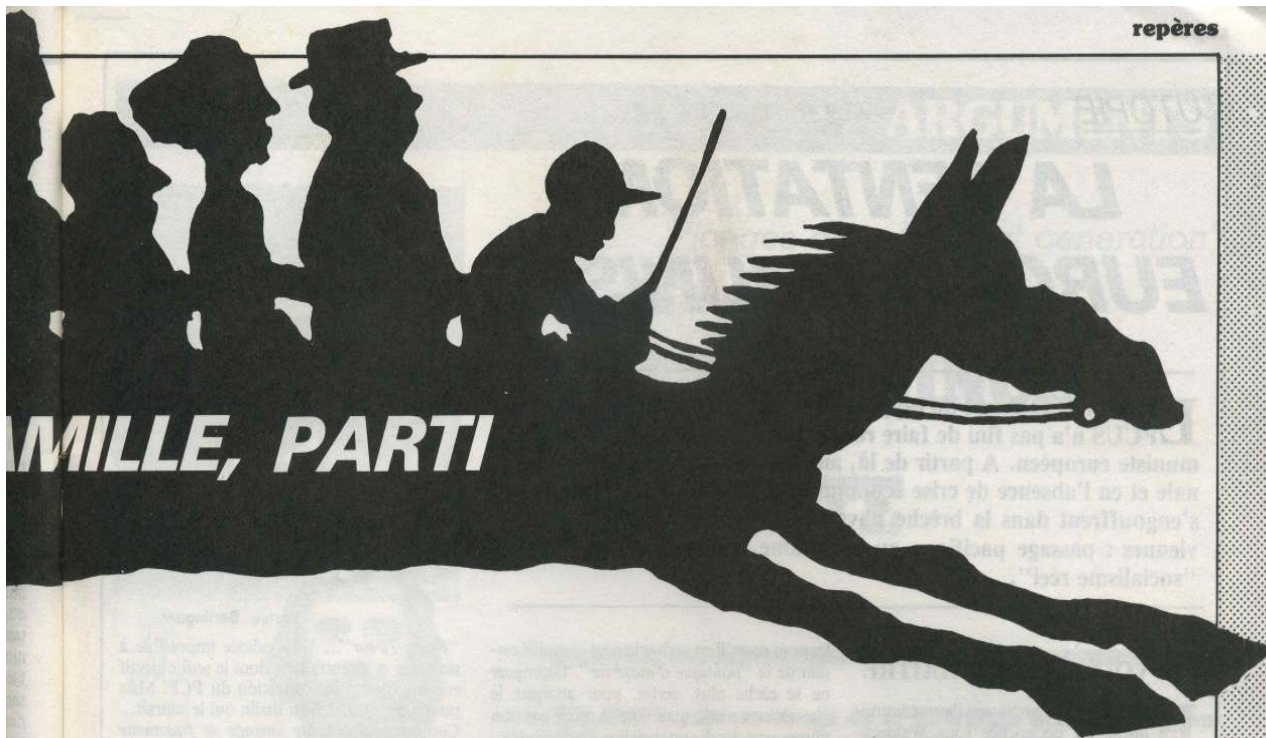
Maurice Thorez,
Waldeck Rochet,
Georges
Marchais.

TRAVAIL, FAMILI

Depuis, cette famille est même devenue au sein du PCF un moyen de promotion dans l'appareil. D'autres valeurs ont, sur le même schéma, été réinjectées dans la classe ouvrière : ainsi en va-t-il avec le concept de la Nation. Le capitalisme étant sans frontières, par opposition, il s'ensuivra que pour le communisme, la classe ouvrière est tenue, pour attaquer ce capital multinational, de reprendre à son compte et de devenir la principale force nationaliste. Tout le peuple est alors appelé à la rescousse... pour produire français !

D'abord, le boulet que le PCF ne pourra jamais s'arracher est celui de son essence autoritaire. Puisé dans le blanquisme, renforcé par l'économisme, son projet de révolution étatique est par avance, sur le plan





MILLE, PARTI

Et il y a eu Mai 68 (encore lui) où des millions de personnes ont pu voir et sentir concrètement le rôle contre-révolutionnaire joué par les communistes. La grève générale de 68 a marqué le début du déclin du PCF dans la classe ouvrière (au profit de la CFDT et du PS, mais c'est là une autre histoire). Cet événement capital met en cause aujourd'hui l'hégémonie communiste sur les travailleurs, sa légitimité à parler en leur nom.

MOURIR, CELA N'EST RIEN, MAIS VIEILLIR...

LA période qui s'ouvre est donc celle d'un renversement du rapport de force au sein du mouvement ouvrier qui se traduit dans les rangs du Parti et se répercute

dans son idéologie.

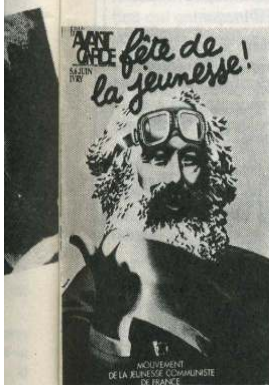
Première donnée : il y a quelques dizaines d'années pour faire un permanent on allait le chercher à l'usine ; aujourd'hui, le parti se reproduit lui-même et on peut (soit dans l'appareil ou dans ses pseudopodes municipaux ou associatifs) y faire carrière. Deuxièmement, on assiste à un vieillissement général de l'appareil. Si l'on observe le dernier congrès, on s'aperçoit qu'il manque chez les délégués (1/3 de moins qu'au congrès précédent) toute la génération du Programme commun. Les pourcentages donnés sur ces délégués, par la direction, sont d'ailleurs révélateurs : 40 % sont des ouvriers, mais 21 % des employés, 11 % des enseignants et 15 % des ingénieurs, techniciens ou cadres. Ainsi, peu à peu, le PCF distend ses liens avec la classe ouvrière.

Il distend également ceux qu'il entretenait avec les intellectuels, qui ont pratiquement disparu de ses rangs. PCF et culture sont en froid. Ces différentes coupures font que le Parti ne vit que sur lui-même, ce qui ne manque pas de favoriser la personnalisation du pouvoir, et l'incapacité de mener à terme tout projet sérieux de réflexion. Par exemple, « le 23^e congrès avait bien fixé comme objectif prioritaire l'analyse socio-économique des classes sociales françaises, mais rien n'a pu être produit ». Ce qui est bien dommage, car c'est cette incompréhension, volontaire ou non, du changement dans la classe ouvrière qui est la maladie essentielle du PCF.

LE PARTI MALADE DE SES OUVRIERS

LE déclin du Parti, c'est aussi le déclin de la classe ouvrière traditionnelle où il avait ses principaux bastions. La place du prolétariat a grandi dans la population active suite à l'industrialisation massive. Mais c'est au prix de profondes mutations dans ses structures mêmes. Le développement a en effet suivi deux lignes fort différentes : croissance du nombre d'ouvriers les moins qualifiés d'une part, et croissance des ITC (ingénieurs, techniciens et cadres) de l'autre. Rajoutons-y les employés du tertiaire et de la fonction publique. L'ensemble de ces couches a été favorable à la percée de la CFDT et du PS, alors que PCF et CGT restaient ancrés dans les secteurs où la concentration des ouvriers professionnels était importante. Mais, le poids de ces derniers a considérablement diminué dans la classe ouvrière.

Incapable de saisir ces changements et de les intégrer dans l'élaboration de sa politique, le PCF s'éloigne de plus en plus des réalités et se rapproche d'autant du "modèle russe".



UTOPIE

LA TENTATION EUROCOMMUNISTE

LE coup de tonnerre du rapport Krouchtchev au 20^e congrès du LPCUS n'a pas fini de faire rouler ses orages dans le ciel communiste européen. A partir de là, aidés par la détente internationale et en l'absence de crise économique grave, les PC européens s'engouffrent dans la brèche ouverte par les thèses krouchtchéviennes : passage pacifique au socialisme, critique des pays du "socialisme réel".

LA VOIX DE LEUR MAÎTRE

EN France, la marche vers l'eurocommunisme est déclenchée sous Waldeck-Rochet, en 1968, par le manifeste de Champigny. Les conceptions léninistes prennent un coup de vieux : on désapprouve (mollement et tardivement, mais tout de même) l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, on signe le Programme commun, on renonce à la dictature du prolétariat (1976) et on prend ses distances avec le modèle soviétique.

L'espace social-démocrate étant laissé vide, la tentation eurocommunisme est possible. Les Partis italien, espagnol et français ne manquent pas alors de s'en réclamer, marquant ainsi « leur volonté de rompre leur isolement, d'instaurer une collaboration plus directe avec la bourgeoisie, de s'intégrer davantage aux mécanismes du système capitaliste ». Mais deux données vont passablement contrecarrer le projet, puis le réduire à néant.

D'abord l'échec électoral d'une telle stratégie. En 77, le parti de Carrillo doit se contenter de 9,7 % de voix. En 79, c'est au tour du PCI de chuter de 34 à 30 %. Même dégringolade en France. Il fallait donc arrêter les frais et tenter de stopper l'irrésistible ascension de la social-démocratie. Deuxième et essentielle raison : la montée de la crise économique d'une part, la nouvelle tension internationale de l'autre. Quand on sait le rôle que joue l'Europe dans la stratégie soviétique, on comprend mieux le coup d'arrêt qui a été donné à l'eurocommunisme.

En France, le 23^e congrès consacrait ce retournement par le "bilan globalement positif" porté sur les pays de l'Est. L'intervention en Afghanistan pouvait être applaudie au nom de la lutte contre le féodalisme. Au dernier congrès, cette politique est maintenue par Marchais qui déclare : « Nous avons toutes raisons de maintenir l'appréciation historique que notre 23^e congrès a portée sur le socialisme existant. » Cet attachement à Moscou est bien le noyau central du problème posé au PCF : le maintenir c'est pouvoir développer une singularité par rapport à la social-démocratie, c'est éviter d'être englobé par elle, tout en perdant l'espoir de redevenir majoritaire à gauche.

Pour les italiens, il n'en va pas de même, puisque l'espace est libre. L'eurocommunisme peut déployer ses savantes stratégies et se révé-

ler pour ce qu'il est véritablement : un allié certain de la "politique d'austérité". Berlinguer ne se cache plus, certes, pour attaquer le "socialisme réel", mais il ne se cache pas non plus pour défendre un socialisme introuvable : celui d'une politique qui limite, par exemple, la dynamique salariale. Et qu'on ne vienne pas crier à la nouveauté. Déjà en 1972, le président du groupe parlementaire italien, Carlo Galuzzi, déclarait : « Nous croyons qu'il ne peut y avoir, du moins dans un temps prévisible, de contre-opposition qui pourrait se poser en rivale de l'économie de marché. Il faut donc plutôt chercher à l'améliorer, à porter des remèdes à ses excès et à ses imperfections, que de la rejeter en bloc, aveuglément, pour une question de principe » (1).

TRAJECTOIRES DISSIDENTES : L'IMPASSE

A l'intérieur du PCF, "l'oppositionnisme" n'est pas une maladie bien nouvelle non plus. Elle serait plutôt, depuis la création du Parti, chronique. La seule différence, c'est que les crises sont plus rapprochées et que les exclus et les partant essaient, par ailleurs, de se reconstituer un réseau de survie. Car il reste peu de champ libre pour la contestation interne : le 24^e congrès a claqué la porte au nez à une telle possibilité, et il a sanctionné ainsi l'échec de la tentative Fizbin.

C'est en octobre 81 que les 30 membres fondateurs de "Rencontres Communistes Hebdo" sont déclarés "hors du Parti". Dès lors, il vont mener une bataille essentiellement défensive, tout en essayant de construire une alternative s'appuyant sur les 6000 abonnés du journal et sur les sympathies, avouées ou silencieuses, existant à l'intérieur du Parti (en particulier autour des équipes municipales).

Mais sur quoi peut donc s'appuyer une telle alternative qui dernièrement a même failli être séduite par l'idée de construire un nouveau parti communiste ? En réalité, sur bien peu de choses. Une critique du sectarisme du PCF, un soupçon de démocratie interne, une volonté d'union avec les socialistes. Il n'y a pas là de quoi inquiéter ni Marchais, ni Jospin, car on n'y voit guère la marque d'une originalité, d'une spécificité. La réalité veut d'ailleurs que les divergences ne manquent pas chez les communistes en rupture de carte : eurocommunistes, althussériens, Union dans les luttes, tendance un peu plus radicale autour du journal



Enrico Berlinguer

"Franc-Tireur"... Une galaxie impossible à stabiliser et à centraliser, dont le seul objectif commun serait la rénovation du PCF. Mais pour faire quoi ? Bien malin qui le saurait... Comme toujours "le langage se fragmente avec les manifestations d'une série de bureaucraties opposantes, qui ne sont évidemment opposantes qu'à l'actuelle direction du parti, et dont la seule ambition est de démocratiser l'illusion".

Le PCI a raison d'écrire dans "L'Unità" que "l'impulsion donnée au socialisme par la révolution d'Octobre 17 s'est éteinte". Mais on voit combien il peut se tromper lorsqu'il pense pouvoir trouver une "troisième voie" entre la social-démocratie et les pays de l'Est. De ce côté-là, les eurocommunistes sont dans l'impasse.

(1) — Le Monde, 13 novembre 1972.

LA GALAXIE

Rencontres Communistes Hebdo (R.C.H.) fondée par Henri Fizbin, François Hincker, Jean Rony, Yvonne Quilès...

Mouvement du Manifeste Communiste, constitué en 1981, un mois avant les présidentielles pour un appel à l'union. Il y a Alexandre Adler, Antoine Spire, Jean-Pierre Vigier, Roger Pannequin...

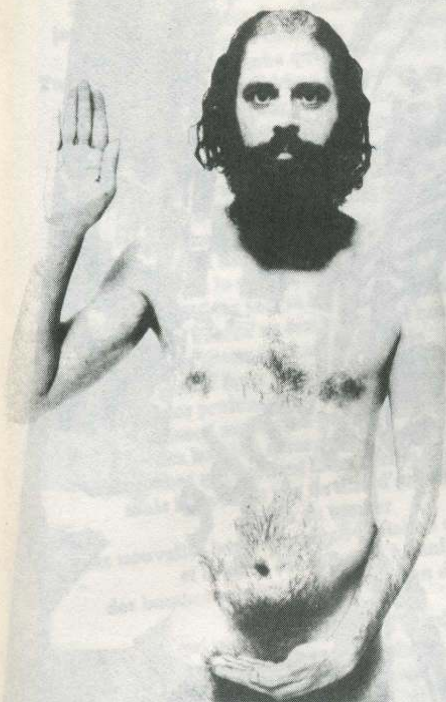
Forum des Communistes Critiques, se battent sur la démocratie, favorables à un "Congrès de la renaissance communiste". N'existent pratiquement plus.

Assises pour l'Actualité du Communisme, groupe de débat qui réunit des communistes critiques (Forum, Manifeste) et des militants d'extrême-gauche. **Franc-Tireur**, journal mensuel avec beaucoup de militants althussériens. Réunis autour de Guy Konopnicki on trouve Etienne Balibar, Gérard Molina, Gérard Noiriel, Dominique Lecourt, mais aussi des trotskistes comme Henri Weber, Denis Berger, Maurice Najman...

ANNÉES 60

Plongée dans la "beat generation"

LE COMBAT DU PRINCE ET DU POÈTE



DANS le ronronnement de la littérature actuelle, hésitant entre un esthétisme nombriliste et un avant-gardisme ésotérique (des-salons-où-l'on-cause), on peut compter sur les doigts d'une main les gens qui ont crié leur dégoût, leur révolte, leurs peurs.

Céline et Artaud, en France, sont les seuls écrivains dont l'empreinte du corps marque toute l'écriture ; dont la souffrance, même si les deux délires divergent, est la genèse de la pensée. La "beat generation" aux Etats-Unis, dans sa lutte contre la déshumanisation et son rejet de l'Amerikkka, emprunte à Jérôme Bosch sa "Nef des fous" partant à la quête d'un nouveau monde sur cette galère dont Foucault écrit qu'elle "symbolise toute une inquiétude montée, soudain, à l'horizon de la culture européenne, vers la fin du Moyen-Age. La folie et le fou deviennent personnages majeurs dans leur ambiguïté : menace et dérision vertigineuse, dérision du monde et mince ridicule des hommes".

LES Etats-Unis vont enfanter, à l'instar de la fin du Moyen-Age, une profonde crise de société. La crise la plus aiguë de la civilisation industrielle occidentale. Ils seront le théâtre de la contestation globale de ses valeurs, contestation qui gagnera l'Europe en 1968. On parle volontiers d'explosion et de cassure brutale projetant parfois des fragments, et c'est aussi une manifestation soudaine et violente. Cette explosion nous révèle l'extrême fragilité d'un système qui, sous la pression, vole en éclats avant de se recomposer. Mais, on n'insistera jamais assez sur les retombées de ce qu'il est convenu de qualifier du pudique euphémisme "d'événements".

LE MIROIR BRISÉ

NARRER l'histoire de cette époque de convulsions, des prolégomènes de la seconde moitié des années 50 à la révolte des années 60, relève quasiment de

la gageure. On assiste à une espèce d'opéra aux cents actes divers, truffé de happenings, de zones d'ombre, d'espérances douteuses et de combats gigantesques.

La liste est longue des événements que les Etats-Unis ont dû digérer et qui progressivement ont miné ses consciences et transformé le rêve américain en cauchemar : l'assassinat de J.F. Kennedy en 1963 ; les émeutes raciales à Harlem, Brooklyn, Rochester, Chicago, Philadelphie en 1964 ; la décision, prise en 1965, d'engager à fond les forces terrestres américaines dans la guerre du Vietnam ; les émeutes de Watts en cette même année ; l'assassinat, en 1968, de Robert Kennedy et de Martin Luther King ; la révélation du massacre de My-Lay...

Le pourrissement de la "sale guerre" avait entraîné une désertion à grande échelle. Le Canada, à lui seul, comptera plus de 80 000 jeunes réfugiés américains. Tout, plutôt que d'être recruté de force pour une guerre électronique, avec pour corollaire, le sentiment que la bataille n'était pas

là-bas, en Asie, mais déjà sur le sol natal.

Les mirages de démocratie, bonheur, liberté, sous-tendus par le règne impérial du dollar, s'étaient mis à craquer. Les vieux crédos de la religion, de la morale, de la Constitution, ne rencontraient plus l'adhésion de la jeune génération. C'est dans un refus global que celle-ci rejetait l'*american way of life*. Elle disait non à la machinerie économique, dispensatrice de bien-être, certes, mais implacable sur les plans du conformisme, de la standardisation, de la discipline.

L'importance de ce raz-de-marée contestataire sera mieux comprise si l'on prend en compte que la population des moins de 25 ans oscillait autour de 50 %. De 1965 à 1970, les *human be-in* (rassemblement de jeunes) se multiplient. Les fuyeurs atteignent le chiffre de 800 000 pour la seule année 1970. Les adeptes du "drop-out" (décrochage professionnel) ne se comptent plus.

Etait venu l'âge du "hip" face au "square", opposition fondamentale recen-

arguments

sée par Norman Mailer, où l'instinct se substitue à la logique, les questions aux réponses, l'individu à la masse, le corps à l'esprit, le doute à la foi, la nuance au fait. La jeunesse cherchait, en un *tabula rasa*, l'inversion de la hiérarchie convenue entre le verbe "avoir" et le verbe "être".

QUAND ON AIME LE BEAT ON VA AU CINÉMA

DHollywood même, les attaques contre la morale américaine se font précises. Dans le sillage de "Duel au soleil" de Vidor et de "The Moon is blue" de Preminger, qui avaient encouru les foudres du Code Hays et du Cardinal Spellmann réunis, allaient s'engouffrer le Coppola de "Big Boy", le Nichols de "Carnal Knowledge", le Yates de "John et Mary". Une image de la morale puritaine et de la famille américaine était mise à mal.

L'armée aussi sera prise comme cible par les caméras. Si, bien auparavant, existaient quelques œuvres démythificatrices comme "Une promenade au soleil" de Milestone ou "Tant qu'il y aura des hommes" de Zinnemann, la société américaine préférait alors hisser les pavots de l'héroïsme et du courage du combattant. "Vietnam, année du cochon" de De Antonio et "F.T.A." (Fuck the Army) de Francine Parker, avec Jane Fonda, prendront le contre-pied de cette image. Le retour de Dalton Trumbo, banni par la chasse aux sorcières menée par Mc Carthy, va donner l'atroce huis-clos de "Johnny s'en va-t'en guerre", vibrante dénonciation de l'absurdité de la logique militaire. Les frères Mekas avec "The Brig" et Mike Nichols avec "Catch 22" réaliseront de véritables pamphlets antimilitaristes.

Le cinéma tentera de nous transmettre également l'ambiance, sinon l'esprit, des grands rassemblements de la jeunesse des années 60/70. Ces formidables rencontres autour de la musique, de "détachés" recréant, l'espace de quelques jours, une communauté face au rêve brisé de l'Amérique. Woodstock, Altamont... autant de moments de cette quête. Le film d'Arthur Penn, "Alice's Restaurant" est en sympathie (au sens originel du terme) avec ce mouvement. Mais Penn ne voulut pas clore le film sans y ajouter les séquences qui montrent le caractère précaire et provisoire d'une expérience vouée à la désagrégation. Après avoir rêvé sa vie, il faudrait bien se résoudre à la vivre, quitte à en éprouver les malédictions.

Le cinéma se mettant à décrire les mutations de la société américaine, sera lui-même touché par le changement ambiant. Jusqu'alors moribond du fait de la concurrence de la télévision, et cela malgré la lourde machinerie des superproductions à la Cecil B. de Mille, il trouvera à la fin des années 60, son deuxième souffle avec les Nichols, Altman, Coppola, Woody Allen... qui ont su redonner de l'intérêt au cinéma américain d'aujourd'hui.

LA CAROTTE ET LE BATON

CETTE nébuleuse de révoltes allait subir une implosion avec la fin de la guerre du Vietnam d'une part, et la répression violente de l'autre. La société américaine découvrant sa fragilité devait

réaliser sa reconstitution, évacuant pour cela la "sale guerre", révélateur et catalyseur du malaise de la jeunesse.

Par ailleurs, dès le début des années 60, le FBI met au point le "Counter Intelligence Program" prévoyant la liquidation systématique des leaders contestataires. Ainsi, Bobby Hutton sera tiré comme un lapin en 1968. Fred Hampton le suivra en 70 ; on fabriquera des preuves contre les têtes des Black Panthers... Au début, ces morts renforceront les révolutionnaires dans leur détermination, à la longue, elles démoraliseront, même si, en même temps, elles contribueront à l'effritement du régime de Nixon.

Le mouvement qui a été porté (malgré ses caractéristiques de révolte libertaire) par des groupes qui avançaient comme modèles alternatifs la Chine et Cuba, entre en crise en même temps que ces modèles se bureaucratisent. L'absence de grands partis dans le mouvement ouvrier et l'épuisement par manque de praxis des courants du marxisme critique inspirés par l'Ecole de Francfort (tels que la revue TELOS), laissent dans la perplexité la jeunesse étudiante.

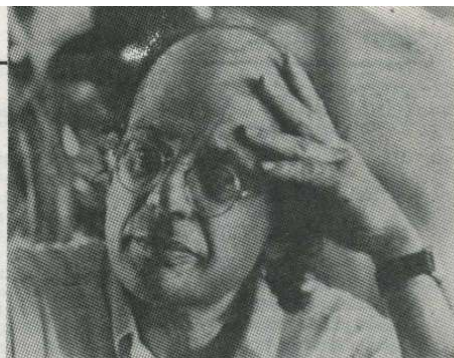


PETITE BIBLIO

- "Anthologie de la beat generation" de Jean-Jacques Lebel, Denoël.
- William Burroughs a publié tous ses livres, dont "Le Festin nu", "Nova Express", "Les cités de la nuit écarlate" chez Bourgeois.
- Chez Bourgeois également on trouve Corso et Carl Solomon.
- Bob Kaufman, "Solitudes", 10/18.
- Allen Ginsberg, "Kaddish, Howl et autres poèmes", 10/18.
- "Journaux indiens, Planet News"... Bourgeois, "La Chute de l'Amérique", Flammarion, "Hom (entretiens)", Seuil.
- Double album de Ginsberg, Dylan, Happy Traum et David Amram, enregistré en 1971, paru chez Hammond Records en mars 82.

Une partie se ralliera aux espoirs sociaux et humanitaires de Mc Govern, parti à la conquête de la machine d'Etat. La grande majorité acceptera le recentrage. Même si le miroir où la société américaine se regardait est passablement ébréché, à présent il ne faut plus se singulariser, le concept de communauté efface le mythe du

pionnier solitaire en route vers l'Ouest, vers un ailleurs plein d'espoir. Tout le monde se considère comme appartenant à la classe moyenne, ce qui explique la médiocrité de la littérature de ces dernières années.



Allen Ginsberg

**J'ai plusieurs visages
l'homme qui pourfend les mensonges de Dieu
le poète qui flotte parmi les cendres vives
Et je m'imagina
un mouton aux dents de requin un mangeur de
rêves
Les bombes sont assises en rond et chantent
joyeuses et guerrières des chansons allemandes
et deux très longues chansons américaines
Pauvre petite jeune bombe qui ne connaîtra jamais
de chanson Eskimo Je t'aime
Je veux glisser une sucette
dans ta brillante bouche blindée
Et tu bondis avec moi entre Hansel et Gretel
devant un écran d'Hollywood tout coloré.
BOUM BOUM BOUM BOUM
BOUM les cieux et les étoiles, **BOUM**
les nuits **BOUM** et les jours **BOUM**
BOUM BOUM le vent et les nuages et la pluie
et **BANG** les lacs et les océans **BING**
oui oui la bombe va tomber parmi nous oui
les fleurs vont sauter de joie
et tirer leurs racines souffrantes
les prairies vont s'agenouiller
fièrement emportées par des Allelujahs
des bombes roses vont s'épanouir
des bombes qui perdent leurs cornes de caribous
mais il ne suffit pas de dire d'une bombe
qu'elle va tomber
des nouvelles bombes sont en gestation dans la tête
et le cœur des hommes à venir
des bombes magistrales en manteau d'hermine
toutes superbes
qui poseront leurs fesses lourdes
sur les empires grincheux
avec un rictus cruel et des moustaches dorées.**

(Extrait de "La Bombe" de Grégory Corso).

VOUS AVEZ DIT BEAT ?

SI la beat generation a symbolisé l'Amérique alternative, trouvant dans le mouvement des années 60 une formidable caisse de résonance, il faudrait se garder de l'identifier un peu trop hâtivement avec elle. La beat generation développe une recherche personnelle à caractère poétique.

Le métissage était le seul lieu où l'aventure de la littérature moderne pouvait avoir lieu. Corso, Ginsberg, Ferlinghetti, Solomon, Kerouac, autant d'individus étrangers à l'imaginaire préfabriqué de l'Amérique. Dans un continent où la notion d'espace a une telle importance, où il n'y a pratiquement pas de frontières, le divorce entre l'individu et la société allait multiplier l'errance, la recherche d'une autre Amérique. Des films comme "Alice's Restaurant", "Macadam Cowboy" ou "L'Epouvantail", nous montrent le vagabond, réincarnation du pionnier.

Il est révélateur que le bon américain du groupe, Burroughs, soit un cas à part. Son errance n'a pas comme lieu l'Amérique, mais les lisières de la mort.

Dans le malaise ambiant, la mythologie du Superman est enterrée. Le héros des Temps Modernes est grisâtre, irrésolu, englué dans la routine quotidienne et tâchant de s'en sortir sans trop nourrir d'illusions quant à la philosophie factice de la réussite. Mickey et Benjamin Franklin s'effacent au profit de Cochise, Dillinger et le Bronx, renouant ainsi avec la tradition maudite du "looser", le perdant. Au cinéma, "L'Arrangement" de Kazan (1969) ou "Abattoir 5" de George Goy Hill (1971), illustrent ce thème. De la même façon, Rafelson traite du "Drop-out" dans "Un homme se cherche" (1970).

La beat generation va s'employer à modifier l'image de l'Amérique, pour tenter ainsi de modifier l'Amérique elle-même. Pour eux, l'activité poétique n'est pas différente de l'activité sociale et politique, la poésie étant une pratique d'errance sociale. Rien d'étonnant alors qu'une de leurs figures de proue soit Neal Cassidy qui n'a jamais écrit une seule page.

Par la puissance et l'acuité du verbe, par leur travail visionnaire, ils cassent l'ordre moral et social du non-dit, faisant émerger en plein jour ce que toutes les institutions s'emploient à taire et à cacher.



Sud-Vietnam 1967 (Photo AP)

QUAND LA POÉSIE PERD SES PLUMES

DU point de vue formel, l'héritage de Céline et de Williams Carlos Williams se fait sentir. L'écriture se fait à partir d'un matériau sensoriel le plus brut possible. L'urgence même d'écrire interdit la "jolie" poésie pour l'impitoyable raison que le joli ne résiste pas et ne peut aider à résister à ce qui nous dévore du dedans et du dehors. C'est le paroxysme du romantisme joignant une extraordinaire vitalité à une haine farouche de l'esthétisme. L'emploi du langage parlé correspond à ce souci d'immédiat.

Pour ces poètes, il n'y a pas d'idées ailleurs que dans les choses mêmes. Ni le réalisme, ni la mythologie, ni l'idéologie ne seront le terrain de l'écriture. Le lieu du poème est le monde. L'instantané est à rendre le plus fidèlement possible. Tout bruit, tout détail doit être là à l'instant, comme le désir.

La rue fugace se fait poème sous nos yeux, comme une vision flash. L'œil se promène vite, profond et rapide ; la parole aussi. De ce chaos peut échapper (littéralement) le non-sens, le flot qui va. À l'image de la poésie instantanée des surréalistes qui les ont influencés. Burroughs et Ginsberg les rencontrèrent en 1958 et, depuis, l'influence de Tzara, Peret et Michaux est bien présente dans leur œuvre.

La fulgurance de certaines images rapproche du langage télévisuel. Ce n'est sûrement pas un hasard si leur utilisation de l'image brute, rapide, efficace, télévisuelle en somme, a joué le même rôle, dans la dénonciation des institutions, que les images, transmises à travers le petit écran, des massacres tel que ce lui de My-Lay.

DU BEAT-POP

DERRIÈRE tout cela on trouve l'obsession d'une liberté qui reste intouchable et qui se reflète dans le langage. « Le mot juste c'est très bien, mais d'abord le mot doit être libre », disait Williams C. Williams. L'Amérique puritaine tenait le langage dans un carcan que les étudiants de la Ligue pour la liberté d'expression et le chansonnier Lenny Bruce s'emploieraient également à faire sauter. Les vulgarismes et les imprécations seront abondamment utilisés, avec un ton toujours empreint d'un humour grinçant, cet humour politesse du désespoir.

Les bruits de la ville sont incorporés aux poèmes de façon abrupte, non descriptive, par l'usage d'onomatopées répétées. Le phrasé haché met en valeur le silence qui s'ensuit, les syncopes introduites par des points d'exclamation, de suspension, et par les phrases non achevées, sont perçues au travers de la communication directe, sous forme de lectures, qui est utilisée par les poètes de la beat generation. Les influences des silences déstabilisateurs des musiciens be-bop, tels Thelonius Monk ou Charlie Parker, avec lesquels ils eurent des contacts, semblent évidentes.

Par leur pratique de la lecture publique, de l'improvisation et leur attachement à la tradition musicale de la poésie, à ce fil qui, de Pétrarque à Louise Labbé, en passant par Byron, rejoint le XX^e siècle d'Ezra

Pound ou Williams, ils ont considérablement modifié la relation entre le lecteur et le texte. La lecture n'étant plus seulement intimé individuelle, mais aussi acte social.

Après la beat generation, d'autres jeunes poètes, comme Anne Waldman, Antler, Andy Closer, ou Bobby Miers, prendront le même chemin. S'attaquant à l'industrie nucléaire, ils ont réussi à éroder son image, réduisant sa progression, et l'obligeant à dépenser des sommes énormes pour se fabriquer une nouvelle image.

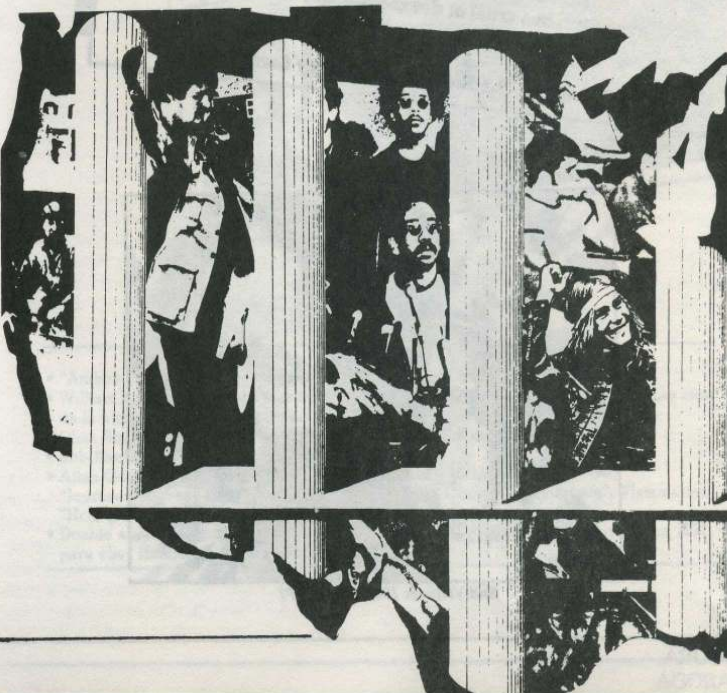
Mais il faut quand même reconnaître que la lutte menée dans les années 60 s'est quelque peu essouffée. De nombreux intellectuels ont préféré rentrer dans le système, des poètes comme Corso, ont sombré dans

le désespoir. Ginsberg met en garde contre l'arrêt de la lutte et l'intégration aux bureaucraties. Dans "Stay away from the White House" (Ne foutez plus les pieds à la Maison Blanche), il lance aux intellectuels fascinés par la machine d'Etat : Attention ! Le pouvoir rend fou !

La beat generation, en dénonçant la bêtise crasse, la haine, le quotidien, la guerre, les hymnes nationaux, les robots-flics-politiciens, la mort, a contribué à mieux cerner l'ennemi et à débarrasser le langage du délire religieux servant de cache-sexe aux divers pouvoirs impériaux qui s'affrontent. Elle a constitué un nouvel épisode de l'éternel combat entre le poète et le prince.

Xavier VADILLO-AURTENETXE

De gauche à droite : Ferlinghetti, Ginsberg, Bob Dylan, le "manager" de Dylan et Orlovski.



KIOSQUE

L'ARCHIPEL DES FASCISMES, MADE IN USA

Rédigé en 72-73, le livre de N. Chomsky *"Baing de sang"* fut censuré aux Etats-Unis. Il paraît qu'il était "antipatriotique" et qu'en cette longue fin de la guerre du Viet-nam, il n'était guère de "bon goût" de rappeler que les USA sont responsables de "la métamorphose d'un nombre croissant de crapules fascistes en respectables dirigeants dignes de recevoir subsides et soutien actif". Sa traduction française parut néanmoins en 75 aux éditions Seghers/Laffont.

Abondamment complété et actualisé, Noam Chomsky et Edward S. Herman publiaient, cinq années plus tard, leur *"Economie politique des droits de l'homme"*, dont le premier tome est paru cet automne en français.

Falsifications des médias pour rendre présentables les Etats-clients des USA et leur crimes : soutien des fascismes en Indochine (Vietnam, Camgodge), Afrique (Burundi), Asie (Thaïlande, Pakistan oriental, Timor oriental) et en Amérique Latine (Brésil, République dominicaine). C'est sur ce gigantesque *"Archipel du Pentagone et de la CIA"*, tantôt dissimulé, tantôt justifié, que les auteurs lèvent le voile.

Ce premier volume analyse le néo-colonialisme américain, la nature des Etats-clients et les tentatives idéologiques de justification de la terreur. Une dénonciation implacable, un ouvrage d'autant plus saisissant que, tout en étant uniquement axé sur les USA, les auteurs savent aussi, à l'occasion, remettre l'impérialisme soviétique à sa juste place.

Vivement la parution du second tome : *"Après le cataclysme. La reconstruction de l'idéologie impériale"* qui s'attachera à décrire l'Indochine d'après-guerre et abordera le problème des réfugiés et des dommages de guerre, tout en insistant sur les pratiques mensongères des médias occidentaux.

Regrettons cependant le prix élevé de ce bouquin que l'extension certes importante du texte (480 pages pour le seul premier tome) ne peut toutefois justifier entièrement !

N. Chomsky et E.S. Herman : *"Economie politique des droits de l'homme"*. Tome 1 : *"La Washington Connection"* et le Fascisme dans le Tiers-Monde », éd. Hallier/Albin Michel.

LE FÉMINISME ET "SA" POLITIQUE

Une féministe qui n'hésite pas à se salir les mains dans le "Politique", c'est rare, et c'est l'un des intérêts de l'ouvrage de Suzanne Blaise *"Des femmes de nulle part"*.

Elle ose dire tout haut, toutes les magouilles, les erreurs, les faiblesses qui ont traversé le mouvement féministe depuis les années 60. Sa dénonciation porte aussi bien sur le sectarisme, la tenue des A.G., le leaderisme caché, etc., que sur l'apothéose finale : le M.L.F. déposé. Mais, son livre va bien plus loin que la simple constatation, puisqu'il tente d'esquisser une théorie révolutionnaire du mouvement.

Intégrant les idées les plus intéressantes avancées depuis 10 ou 15 ans, les analysant, de façon très fine parfois, S. Blaise tente de leur donner un contenu et une finalité plus radicale.

Un bon nettoyage en somme qui débouche sur la volonté de créer un véritable mouvement autonome des femmes, le féminisme devenant ainsi "la seule alternative politique globale".

Pour ma part (serais-je complice des bourreaux ?) je ne partage pas les prémices de l'analyse. Cette famille patriarcale, a-historique, immuable, mal originel (est-ce la Chute ?), occultant tous les rapports de production, me paraît peu convaincante, telle qu'elle est peinte dans le livre. A partir de là, évidemment, le reste suit logiquement : analyse sexiste de la société et analogie entre libération des peuples et mouvement de libération des femmes. Si cela était juste, il faudrait souhaiter que le féminisme ne connaisse pas les avatars qu'a traversés la décolonisation...

Ajoutons que si je ne partage pas non plus les croyances de l'auteur sur la "sororité" (étrangère que je suis déjà à la "fraternité"), le bouquin, avec tous ses aspects, est à lire attentivement. C'est peut-être le début d'une piste que nous sommes nombreuses à chercher avec des gens qui ne sont pas que "des porteurs de valise" du féminisme.

V.M.

Suzanne Blaise, *Des femmes de nulle part*. Editions Tierce.

TIRONS LES PREMIERS !

Huit écrivains ou chroniqueurs affûtent leurs plumes pour participer à une reconnaissance du pamphlet. Pour le plaisir de faire se retourner Paul-Louis Courier dans sa tombe. Ces épigrammes acérées abordent des sujets aussi divers que le pacifisme, le système bancaire, la publicité, les prix littéraires, etc.

Huit noms portent ces brûlots : Bonnefoy, Frémion (bonjour toi !), Jouanne, Kudbas, Le Breton, Marlson, Pelot, Wintrebert.

TIRONS LES PREMIERS
c/o Jean-Louis Le Breton
34, rue Henri Chevreau
75020 Paris

L'ALGARABIE

Après *"La deuxième mort de Ramon Marcader"*, *"Autobiographie de Federico Sanchez"* et *"Quel beau dimanche"*, Jorge Semprun a une fois de plus recours à sa mémoire pour nous donner ce nouveau livre : *"L'Algarabie"*.

Ses livres, liés à son expérience personnelle, s'attachent à décrire les événements politiques de ces dernières années et cela parfois avec une certaine lourdeur rhétorique. Il deviendrait de même au présent ouvrage, s'il n'était pas empreint d'un jeu sur le langage qui le rend très vivant et d'une structure formelle qui n'est pas sans rappeler les romans populaires à la Sue.

Semprun voudrait établir une parabole sur l'échec des révolutions au XX^e siècle. Les anarchistes espagnols essayant de reproduire à Paris, dans cet espace clos, la commune de Barcelone ou les collectivisations rurales de l'Espagne, reproduisent le destin du mouvement ouvrier en Europe depuis des temps très lointains : la constante tentation de repenser la Commune.

Avec un humour acerbe *"L'Algarabie"* met en scène, à la lumière de la dérision, toutes les avant-gardes auto-proclamées qui, en fonction d'un certain marxisme-léninisme, se considèrent comme les véritables porteuses de l'histoire. Le parti-pris de nous montrer la Commune au moment de sa décomposition y trouve sa source ; de ce mouvement Semprun ne sauve que sa connotation de révolte libertaire.



Si la forme choisie à l'intérieur du roman a été maintes fois utilisée, cette mise en abîme sert ici à se questionner sur la possibilité, de nos jours, de l'écriture d'un véritable roman populaire, et des règles à respecter pour mener à bien une telle réalisation.

Il faut convenir que dans ce charabia (traduction française de *"algarabie"*), dans cette explosion du récit, Jorge Semprun s'approche de cette formule du feuilleton, jadis très populaire, tombe en désuétude, voire méprisée aujourd'hui.

Pour finir, il faut signaler le caractère jubilatoire de ce livre, non seulement au niveau du langage, mais aussi dans les péripéties des personnages. Dans cette œuvre de culture-fiction, Arthur Rimbaud rencontre le vieux Karl Marx sur les marches du British Museum, tandis qu'une histoire d'amour se tisse entre Lissagaray et les Marx. Pendant ce temps-là, Franco agonise dans sa résidence du Prado.

Tout ça se lit comme une véritable bande dessinée.

Xavier V.A.

Jorge Semprun, *L'Algarabie*
Editions Fayard.

"BEN BARKA, SES ASSASSINS"

La nouvelle édition, remaniée et mise à jour de cet ouvrage de Daniel Guérin initialement paru en 1975, mérite toute notre attention. Militant marxiste libertaire et écrivain de talent, Daniel Guérin était plus qualifié que quiconque pour nous livrer le fruit de seize années d'enquête sur cette affaire qui, à l'époque, fit grand bruit : Membre fondateur du "Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka", ayant assisté aux débats du premier procès en cour d'assises et rencontré, par la suite, nombre des acteurs du drame, il a, sans nul doute, une profonde connaissance du dossier.

Etrange affaire, en vérité, que ce "mauvais coup perpétré en plein Paris, en plein midi, par des policiers de divers acabits, apparemment couverts par leurs supérieurs en même temps que téléguilés de l'étranger". L'enlèvement, le 29 octobre 1965, du leader de l'opposition marocaine deux fois condamné à mort dans son pays et alors président du comité préparatoire de la "première conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine" — la "Tricontinentale" — fit scandale à juste titre. Y étaient impliqués tout à la fois le gouvernement marocain, les services secrets américains et israéliens, le contre-espionnage français, la police officielle et les "barbouzes", truands utilisés quelques années plus tôt par les gaullistes contre l'O.A.S. Mettant à jour la pourriture du régime, l'affaire fut pourtant étouffée malgré deux procès qui ne dévoilèrent ni les responsabilités ni les complicités de ceux qui avaient intérêt à la disparition de Mehdi Ben Barka. Solidement documenté et se lisant comme un roman — à proprement parler — policier, ce livre se clôt sur un souhait à la réalisation duquel il contribue : la gauche au pouvoir, le dossier peut et doit être rouvert.

A.M.

Daniel Guérin, *« Ben Barka, ses assassins »*, éd. Plon.

ESQUISSE

« Je n'ai pas le déclic-violet qui fait le poème rond je n'ai pas, petit-patapon de langue-pirouette à mijoter la poésie-jolie J'ai envie, trillalilalère de chanter en hi-fi de vietnamiser le Yankee, d'afghaniser le Russkof, de super-extraordinariser la vie. » Pour la suite se reporter à ESQUISSE, revue saisonnière libertaire.

(Avec encore du Frémion à la clef. On pourrait croire que cet homme écrit beaucoup ; la réalité est plus sordide : ils sont plusieurs à porter le même nom. Pauvre France !).

ESQUISSE
B.P. 20
83320 CARQUEIRANNE

RÉVOLTES

LES MUTINS DE LA MER NOIRE



TERRION
du 7^e Génie



RIBALLET
Tambour au 176^e R. I.



MENGUY
du 7^e Génie

QUELQUES
MUTINS



PÉRONNE
du Waldeck-Rousseau



BRONETTI
du Touareg



BADINA
du Protet

"Le drapeau rouge arboré, des délégués institués à bord des navires, l'autorité des chefs abolie, la révolte, il n'y a pas d'autre mot" (1). Révolte, certes. Révolte exemplaire, à n'en pas douter. Les mutineries qui éclatent, au printemps 1919, sur des vaisseaux de guerre français, ne constituent pas un simple mouvement revendicatif. Elles ne sont pas davantage l'expression d'une fraternisation spontanée ni le fruit d'une volonté concertée et délibérée d'appuyer les bolchéviks. Au-delà de la légende longtemps entretenue autour du souvenir des mutins de la mer Noire, force est de constater l'originalité de cette désobéissance ouverte. Une désobéissance aux causes multiples et qui se concrétise, assurément, dans un refus d'intervenir contre le peuple russe en lutte pour son émancipation.

18 décembre 1918 : un mois à peine après l'armistice mettant enfin un terme à l'immense boucherie qui, quatre ans durant, a mis l'Europe à feu et à sang, les premiers détachements français, polonais et grecs débarquent à Odessa. Crainte d'une éventuelle alliance entre Russes et Allemands ? Revanche sur un allié qui a cessé le combat au moment le plus critique de la "grande guerre" ? Désir d'assurer le recouvrement de la dette contractée par le gouvernement tsariste ? Volonté de prévenir l'extension du phénomène révolutionnaire ou guerre idéologique ? Ces intentions s'entremêlent, les gouvernements alliés, qui contestent toute légitimité aux autorités issues de la Révolution d'Octobre, divergeant sur les buts de cette guerre qui n'en est pas une.

Les autorités françaises se défendent, officiellement, de se mêler de la politique intérieure russe. Manifeste est cependant leur volonté de "donner la possibilité aux éléments sains et aux patriotes russes de rétablir l'ordre si longtemps troublé par une guerre civile acharnée" (2). Clémenceau aide les contre-révolutionnaires en leur faisant parvenir armement et munitions, il les appuie, aussi, en envoyant sur place un corps expéditionnaire chargé d'occuper quelques ports et bassins miniers où sont installés de puissants industriels occidentaux.

UNE SITUATION EXPLOSIVE

NOURRITURE insuffisante et peu variée, retard du courrier et des colis, manque de savon et de tabac, manque aussi, durement ressenti avec la rigueur du climat, de souliers et vêtements chauds, diverses causes rendent plus aigu le mécontentement de ces milliers d'hommes terriblement éprouvés par des années de guerre et qui, l'armistice venu, sont encore stationnés à des milliers de kilomètres de chez eux. Les militaires français envoyés en Russie méridionale supportent d'autant plus mal de n'être point démobilisés qu'ils se prennent à douter de l'utilité de leurs sacrifices et s'interrogent, ce faisant, sur la finalité de leur présence en Crimée. Certes, ils n'utilisent que rarement leurs armes, même si, au fur et à mesure que se prolonge l'expédition, le fracas des fusils, parfois des canons, résonne de plus en plus souvent. Mais ne leur avait-on pas annoncé qu'ils seraient accueillis à bras ouverts par une population censée être en proie aux méfaits de vulgaires "brigands" et qu'ils découvrent manifestement engagée dans un processus de transformation sociale et politique ? Contre qui, au juste, sont-ils amenés à intervenir ? A l'évidence, non point contre les militaires allemands, qui collaborent parfois localement avec les unités françaises, mais bien contre les forces révolutionnaires.

Or, à défaut d'éveiller la sympathie de nombreux soldats, le processus entamé est loin de susciter au sein des unités l'hostilité dont fait montre la hiérarchie. Répandue est, au fond, un souci démocratique s'appuyant sur le fait que la guerre n'a nullement été déclarée à la Russie, mieux

même, que cette guerre est contraire à la Constitution, puisque les Chambres ne l'ont pas votée. Les soldats constatent, à la lecture des journaux pacifistes venus de France et qui, tel "La Vague", circulent de main en main, que leurs interrogations sont partagées par des parlementaires. Issus du peuple et amenés à partager les difficultés d'une population misérable, ils éprouvent, par contre, une haine bien compréhensible pour l'armée de volontaires blancs qu'ils sont appelés à appuyer et qui est majoritairement composée d'aristocrates déchus.

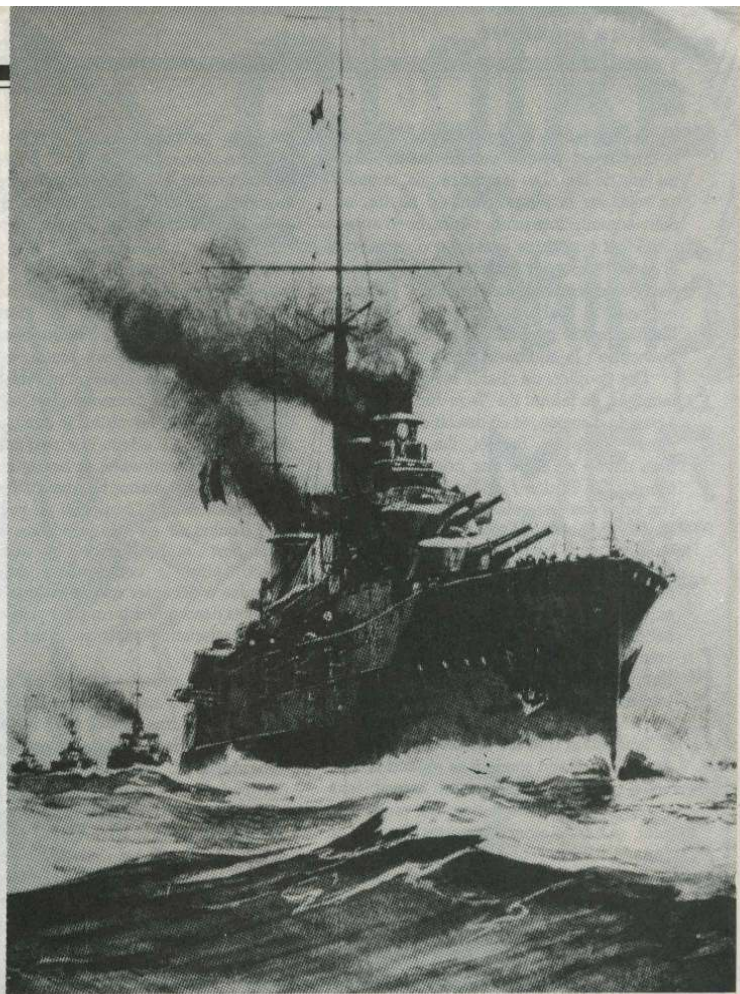
Doutes, profonde lassitude, conditions de vie éprouvantes, le mécontentement croissant qui s'empare des hommes aspirant au retour immédiat dans leurs foyers les rend particulièrement réceptifs à la propagande effectuée par les révolutionnaires russes. Innombrables sont alors les tracts et brochures édités dans le but d'inciter les militaires occidentaux à la fraternisation. Publiés surtout en français — puisque ce sont les forces françaises qui constituent l'ossature du corps expéditionnaire —, ces appels répétés à la désobéissance exercent, vraisemblablement, une certaine influence auprès des matelots et fantassins avides d'informations et auxquels sont notamment distribués deux journaux rédigés à leur intention : "Le Communiste", édité par les bolchéviks, et "La Lutte finale", que diffuse un groupe de tendance anarchiste animé par Sacha Feldmann et Anatole Geliesniak.

LA RÉVOLTE GRONDE

PARTICULIÈREMENT importante dans les ports, propices aux rencontres, cette propagande prend bientôt appui sur un élément concret : fin janvier, le 58^e régiment d'infanterie se révolte. Expression d'un ras-le-bol de la part des soldats en majorité issus de l'armée d'Orient dont les "classes" d'âge auxquelles ils appartiennent sont, en France, démobilisées ? Influence du comité qui existe au sein de l'unité depuis que des soldats mutinés en 1917 y ont été déportés ? Le fait est que ce régiment est le premier à refuser de combattre la jeune révolution soviétique : une centaine de soldats envoyés à Tiraspol se replient malgré les ordres. Le régiment est rapatrié vers le Maroc, où les mutins sont versés dans des compagnies disciplinaires mais, début mars, c'est à Kherson que se produit un nouveau refus d'obéissance collectif : après dix jours de combat, les soldats du 176^e régiment d'infanterie n'acceptent plus de marcher sur l'Armée Rouge. Ramenés à Odessa par bateau, ils côtoient les matelots français que diverses conditions prédisposent, plus encore que les fantassins, à la révolte.

Vie terriblement monotone, rythmée par d'harassantes corvées, morgue des officiels, discipline de fer — qui interdit, par exemple, aux matelots de descendre à terre s'ils ont été sanctionnés depuis moins de deux ans —, le sort des marins est particulièrement déplorable. Déplorable et durement ressenti par des hommes qui sont, avant tout, des techniciens.

L'évolution technique de la marine a, en effet, modifié le recrutement des matelots auxquels sont venus s'adjoindre des réservistes qui, originaires de l'industrie, sont



... A bord du Jean-Bart, les matelots répètent sans trêve : « A Toulon, à Toulon ! » Vers minuit, ils rejoignent leurs hamacs. (Collection particulière)

rompus à l'action syndicale. Traditionnellement plus politisés que les matelots du pont, du fait de la similitude de leur travail avec celui d'un ouvrier, des chauffeurs, soutiers et mécaniciens ont même constitué, sur la plupart des bâtiments, de petits groupes de discussion, dotés de bibliothèques renfermant livres et journaux à caractère social et pacifiste. Ces comités d'action autonomes qu'animent depuis plusieurs années déjà d'anciens militants de la C.G.T., sont certes relativement restreints. Ils n'en exercent pas moins, et ce dès avant leur arrivée en mer Noire, une influence non négligeable sur les équipages.

Existence de ces comités encouragés dans leurs revendications par la propagande des révolutionnaires russes ; écho des soulèvements révolutionnaires survenus en Allemagne et en Hongrie ; répercussion psychologique de l'évacuation d'Odessa, abandonnée, début avril, dans le plus grand désordre ; inquiétude de travailleurs sous l'uniforme qui redoutent que les hommes démobilisés avant eux ne s'emparent des "meilleures places" : autant d'éléments qui, au fil des semaines, nourrissent une révolte sur le point d'éclater. Et qui éclate, précisément, dans la rade de Sébastopol où sont ancrés six grands navires de guerre français.

LES MUTINS DE SÉBASTOPOL

TOUT commence sur le cuirassé "France" qui, arrivé, le 16 avril à Sébastopol, n'a pas touché un port français depuis son départ de Toulon. Le 9 octobre 1916. Le navire a-t-il un équipage plus conscient et déterminé à passer à l'action que celui d'autres vaisseaux ? Le fait est qu'un groupe de 20 à 30 révolutionnaires de tendance anarchiste, qui reçoit de France journaux pacifistes et libertaires, y déploie depuis plusieurs années une activité souterraine appelée à porter ses fruits. Le fait est, aussi, que si nulle protestation n'accompagne le débarquement des troupes qui, le 16 avril, mettent pied à terre pour empêcher l'avancée de l'armée rouge, une partie importante des mécaniciens remonte sur le pont lorsque, le lendemain, les clairons appellent aux postes de combat.

Pourtant, la plupart se résignent, sous la menace de sanctions, à redescendre aux machines, et quatre des irréductibles sont placés aux arrêts, enfermés dans des locaux disciplinaires. Et l'étincelle qui, deux jours plus tard, déclenche l'explosion du mouvement, apparaît moins directement politique que simplement matérielle : c'est, de fait, la décision du commandement d'imposer l'embarquement du charbon le jour de

Pâques qui met le feu aux poudres. Pénible, la corvée est perçue comme inadmissible un jour de fête. Les marins réunis, la veille au soir, sur la plage avant du navire, en conviennent, lorsqu'un capitaine d'armes intervient pour faire cesser les discussions. C'en est trop pour les matelots qui répondent par des cris, injures et sifflets. "L'Internationale", d'abord murmurée, retentit bientôt dans la pénombre, des officiers sont bousculés : la mutinerie a commencé.

Des couplets de chants révolutionnaires montent, ce faisant du "Jean-Bart", mouillé à peu de distance, et où des officiers sont de même conspués. Bientôt, l'on s'interpelle d'un navire à l'autre aux cris de "Révolution !", "A Toulon ! A Toulon !" ; bientôt l'on brise des ampoules, l'on arrache les fils du téléphone et délivre les quatre prisonniers. L'un d'eux, Virgile Vuillemin, est rapidement élu, avec deux de ses camarades, comme délégué. C'est à ce titre qu'il expose au commandant-adjoint les revendications des mutins : cessation des hostilités contre la Russie, amélioration de la nourriture, adoucissement de la discipline, retour immédiat en France. La hiérarchie temporise et c'est sur la promesse d'être entendus le lendemain que les marins se dispersent lentement quand soudain se répand la nouvelle que les officiers sont rassemblés à l'arrière, armés. L'agitation, qui renaît aussitôt, se heurte alors aux portes blindées de séparation, préventivement fermées par le commandement. Mais quelques hommes s'emparent d'un canot à vapeur et font le tour des bâtiments ancrés dans la rade.

Le "France" et le "Jean-Bart" sont bel et bien en état d'insurrection, tandis que des chants révolutionnaires s'élèvent peu à peu d'autres navires. Le commandement n'est plus obéi et le vice-amiral Amet, qui monte successivement à bord de chacun des ces bateaux dans un but d'apaisement, essuie les sarcasmes et sifflets des mutins rassemblés. Le responsable de l'escadre a beau se montrer rassurant, conciliant même, au

point de promettre la fin prochaine du séjour à Sébastopol et des corvées de déchargement, vains se révèlent ses appels au calme. Insulté, qualifié de "capitaliste" et de "vieux con" sur le "France", accueilli sur l'air de "L'Internationale" à bord du "Jean-Bart", il quitte le "Justice" sous les injures et une pluie de pommes de terre.

Le lendemain matin, la hiérarchie assiste, impuissante, à cette étrange levée des couleurs : le drapeau rouge, hissé au beaupré des trois cuirassés, flotte désormais au vent. Menaces, promesses, tentatives de division, rien n'y fait. Ainsi le commandant du "France", qui a reçu l'ordre d'appareiller pour Constantinople, se heurte au refus catégorique des marins chargés de réchauffer les machines : l'équipage ne veut aller qu'à Toulon et qu'à la condition que le "Jean-Bart" et le "Justice" les accompagnent ; ainsi le commandant doit-il se résoudre à accepter qu'une délégation de matelots descende à terre pour participer à une manifestation organisée dans les rues de Sébastopol.

Tout, ou presque, paraît un moment possible en cet après-midi du 20 avril. Un groupe de marins échoue dans sa tentative de s'emparer des armes de la compagnie de débarquement. Et la tension atteint son paroxysme après qu'une fusillade ait éclaté, faisant plusieurs victimes : soldats grecs et officiers français ont ouvert le feu sur le cortège après qu'une bousculade les ait opposés à la délégation des mutins. Les matelots, qui réclament vengeance, se rendent dès lors maîtres du navire. La nuit est calme, une note du vice-amiral laissant espérer le proche départ de l'escadre, mais l'équipage veille, projecteurs allumés, prêt à répondre par les armes à toute tentative d'amener les troupes coloniales à bord.

La nervosité demeure, le commandement, qui se fait tour à tour menaçant et paternaliste, s'efforçant vainement de reprendre la situation en main. Et c'est finalement sur proposition de Vuillemin, qui

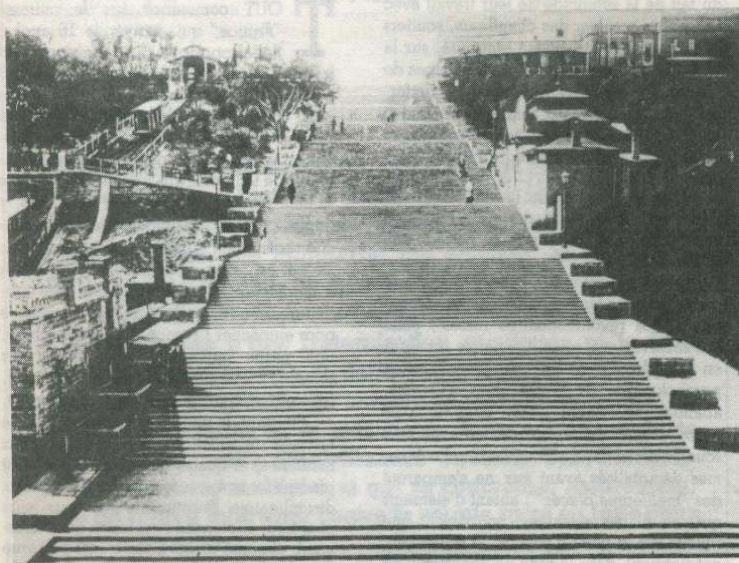
suggère que le "France" appareille seul, contre la promesse qu'une délégation parlementaire soit présente à l'arrivée à Toulon, que le navire quitte, le 23 avril, la rade de Sébastopol. Vécu comme une délivrance, ce départ ne ressemble à aucun autre. Le voyage du bateau jusqu'au port tunisien de Bizerte non plus : les couleurs ne sont plus saluées, la discipline n'est plus respectée et l'équipage n'obéit plus aux gradés mais à des délégués élus qui organisent l'exécution des tâches ordinaires comme des manœuvres.

LE MOUVEMENT S'ÉTEND

La connaissance de ces mutineries a de profondes répercussions sur des marins d'autres navires et des troubles surgissent ailleurs. Sur le "Waldeck-Rousseau", d'abord, qui est encore ancré en rade d'Odessa, dont l'équipage, qui vient de passer deux mois en France, a été confronté, lors de permissions, à des grèves et mouvements sociaux d'une grande ampleur. Informés la veille de la révolte de leurs camarades de Sébastopol, les marins se mutinent le 27 avril et projettent de délivrer André Marty, un officier du "Protet" emprisonné à bord depuis peu parce qu'il préparait une opération visant à livrer son bateau aux bolchéviks. Trois jours durant, l'émeute gronde à bord, semblable à celles qui avaient embrasé les autres vaisseaux. Semblable et cependant différente en ce sens que certains envisagent, un moment, de remettre le bâtiment aux autorités soviétiques d'Odessa si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Prise de panique, la hiérarchie fait transporter son prisonnier sur le "Protet" et, quelques jours plus tard, le "Waldeck-Rousseau" franchit les Dardanelles, en route vers la France.

Abusé par les promesses du commandement, l'équipage ne parvient pas même à Constantinople. Mais le mouvement fait tache d'huile et affecte, en juin, plusieurs navires ancrés en métropole. Cherbourg, Brest, Lorient, Toulon surtout, sont le théâtre de révoltes, en quelque sorte "préventives", visant à empêcher l'appareillage des bateaux pour la mer Noire. Tentatives d'ouvrir les prisons militaires, violences contre des officiers, manifestations et meetings réunissant soldats, marins et ouvriers des arsenaux, ces mouvements dont les animateurs invoquent fréquemment le souvenir de la Commune de Paris et les grèves ouvrières du début du siècle prennent une formulation politique nettement plus prononcée. Non coordonnés et guère appuyés par les organisations ouvrières, ils retombent cependant aussi soudainement qu'ils avaient surgi.

En France, comme sur des navires opérant en Méditerranée, les marins redoutent, sans nul doute, d'être embarqués pour une longue durée. Il n'en reste pas moins que leur agitation prend la forme d'une opposition déterminée à l'aventure politique à laquelle les autorités françaises ne semblent pas avoir totalement renoncé. Que ce soit sur le "Condorcet" et le "Voltaire", basés à Bizerte, où sur le "Guichen", qui navigue près des côtes grecques, pétitions, grèves et



Le grand escalier d'Odessa où se déroulèrent les massacres de 1905. (Roger-Viollet)

révoltes exigent tout autant la cessation des hostilités contre la Russie que le retour en métropole.

AU-DELÀ DE LA LÉGENDE

DÉSORIENTÉ par la gravité du mouvement et ses multiples rebondissements, le commandement a longtemps louché et finalement cédé, en partie, devant la détermination des matelots. L'absence de coordination des mutineries lui ayant permis de maîtriser successivement une à une toutes les révoltes, l'envoi en permission de longue durée, puis la démobilisation des équipages mettent un terme au mouvement. Et la répression, qui ne tarde guère à venir, est à la mesure de la peur éprouvée par la hiérarchie : une centaine de présumés meneurs sont condamnés qui à l'emprisonnement, qui au bagne militaire ou aux travaux forcés. La sévérité des conseils de guerre en faisait des martyrs, le jeune parti communiste en fera des héros-porte-drapeaux : le congrès de Tours qui, en 1920, voit la naissance du parti communiste, est placé sous la présidence des mutins et l'amnistie a beau être arrachée, en juillet 1922, par une importante campagne de solidarité, le souvenir de leur lutte est longtemps entretenu, régulièrement célébré. Mythifié même et politiquement exploité par les léninistes qui voudront y voir un exemple de la possibilité de transformer une guerre impérialiste en guerre civile et la concrétisation d'une solidarité manifeste avec les bolchéviks.

Il ne saurait être question de minimiser l'importance de ces révoltes auxquelles prirent part plusieurs centaines de matelots. Le caractère mystificateur de la légende développée autour d'André Marty n'en est que plus troublant. Car si son incarcération sur le "Waldeck-Rousseau" contribua, sans nul doute, au déclenchement de la mutinerie sur ce croiseur, force est de constater que cet officier — lourdement sanctionné en tant que tel — était franchement détesté par l'équipage de son navire où n'eut lieu aucune mutinerie. L'activité conspiratrice de celui qui s'efforça d'apparaître comme le principal instigateur des mutineries ne s'apparente que de très loin au soulèvement des matelots. Mentalité avant-gardiste d'un militaire de carrière jusqu'alors félicité par ses supérieurs et tentative de complot d'un côté ; lutte collective, ouverte, d'équipages se rendant maîtres de leurs navires de l'autre : il y a assurément une distance que la propagande communiste a trop longtemps réussi à occulter.

Les mutineries furent, de même, loin de jouer le rôle que leur attribua l'imagerie léniniste. Ne touchant qu'un petit nombre de navires, ces révoltes furent sans commune mesure avec celle des matelots russes, en 1917, ou celles des marins allemands, en novembre 1918, mouvements à caractère insurrectionnel qui sonnèrent le glas de régimes à l'agonie. Le gouvernement français ne fut, à l'évidence, nullement ébranlé par l'action de ces hommes qui se refusaient à combattre plus longtemps des individus avec lesquels ils n'étaient pas en guerre. Leur désobéissance a-t-elle au moins obligé l'impérialisme français à desserrer son étreinte sur la jeune



révolution soviétique ? Le fait est que les velléités d'intervention directe cessèrent, le gouvernement français s'orientant vers une politique d'isolement économique de la Russie. Mais les mutineries n'eurent guère de conséquences pratiques sur le déroulement de l'intervention : l'embarquement des troupes avait commencé dès le début du mois, la décision militaire d'évacuer Sébastopol était déjà arrêtée et Clémenceau avait, quelques jours avant le déclenchement des révoltes, pris l'initiative du repli. Elles hâtèrent, tout au plus, le départ des bâtiments.

L'existence d'une minorité de matelots très politisée n'est pas niable, la radicalité de leur désobéissance non plus. La plupart des marins ne s'en détournèrent pas moins rapidement de l'action dès que l'une de leurs plus pressantes exigences — le retour en France — fut satisfaite. Ni simplement motivées par de pures revendications maté-

rielles, ni avant tout animées d'une volonté concertée et délibérée d'appuyer la Révolution russe, voire d'étendre, en France, l'expérience soviétique, les mutineries apparaissent, au fond, comme une contestation manifeste de l'obéissance aveugle, une rupture avec l'ordre militaire. Une rupture engagée, la manifestation directe, au sortir de la guerre, du réveil de la conscience de classe anesthésiée par quatre années de reniements et de démissions, d'"Union sacrée" : des individus sous l'uniforme reprennent, un bref instant, le pouvoir sur leur propre vie, ils contestent la finalité des tâches qu'ils sont chargés d'assumer.

Michel AUVRAY

(1) Déclaration du ministre de la Marine, Landry, le 22 juillet 1920. Cité in "Antimilitarisme et révolution", tome 1, 10/18, p. 371.

(2) Cité par Jacques Nobécourt, "Une histoire politique de l'armée" (1919-1942), éd. du Seuil, p. 59.

NOIR C'EST NOIR

"R.A.S. ?"

Domage que le titre de cette nouvelle publication ne soit guère heureux. Car le premier numéro de "R.A.S. ?, journal d'action et de réflexion antimilitaristes", est bel et bien prometteur. Prometteur, d'abord en ce sens que, venus d'horizons divers, les membres de l'équipe de rédaction ont réussi le tour de force de publier un journal antimilitariste qui ne soit ni l'émulation de telle ou telle tendance — ou groupuscule — ni la simple juxtaposition de points de vues divergents sinon contradictoires. Prometteur aussi, parce qu'ils sont parvenus à réaliser l'ébauche de ce qui pourrait bien devenir une véritable revue antimilitariste : une revue au contenu diversifié et à la présentation agréable, qui se fasse l'écho des diverses luttes et dénonce la militarisation dans tous ses aspects ; une revue dont le ton ne soit ni dogmatique ni péremptoire et qui échappe tant au corporatisme qu'au radicalisme verbal. Bref, un organe d'expression antimilitariste lisible par tous ceux et celles qui sont sensibilisés, à divers titres, par le phénomène militaire.

La tâche est, assurément, ardue, tant le mouvement est éparpillé en une multitude de groupes locaux, éclaté en tendances et divisé en catégories ; elle s'apparente même à une gageure pour une équipe de rédaction fort restreinte et ne disposant jusqu'alors que d'un mince réseau de correspondants. Cette initiative intéressante n'en mérite que davantage d'être encouragée.

Au sommaire de ce numéro de mars et avril : le mouvement anti-guerre, l'armée en Pologne et l'impérialisme français en Afrique ; le point sur "l'Objection collective" et des extraits de journaux de soldats, ainsi que deux articles historiques : la drôle de guerre et le mouvement contre la loi Debré.

"R.A.S. ?"
c/o CLAC
B.P. 27
78701 Conflans Sainte-Honorine
ab. un an (5 n° s.) : 45 F

A BAS LA CALOTTE !

La Liaison du Bas-Rhin de la Fédération Anarchiste a republié en brochure, le texte de Reclus s'en prenant à l'Eglise. Elle est disponible au prix de 5 F franco, à leur adresse :

Remon, BP 35
67340 INGWILLER

NOUVELLES DU PÈRE

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres... »

Intervention Culturelle Libertaire vient d'éditer en affiche-poster un texte de Bakounine, tiré de "Dieu et l'Etat" et commençant par la phrase ci-dessus. On peut se procurer l'affiche auprès d'eux contre 4 F en timbres l'exemplaire, ou 30 F les 10.

I.C.L.
c/o ALLONZ'ENFANTS
Tour 3, rue Ernest Renan
76800 St-Etienne-du-Rouvray



INFOS ET ANALYSES

Lancé en avril 81 par des camarades du Cercle d'Etudes Sociales de Perpignan, "Infos et Analyses Libertaires" est aujourd'hui publié en commun par le CES de Perpignan, la Liaison F.A. de Béziers et le Syndicat Autogestionnaire des Paysans. Le n° 4 est paru début janvier 82 et coûte 3 F.

On peut aussi s'y abonner pour un an (5 numéros). Formules : abonnement (15 F + frais de port) ; abonnement militant (25 F + frais de port) ; soutien (50 F + idem). Ajouter 10 F de plus pour les frais d'envoi et adressez vos chèques au :

Cercle d'Etudes Sociales
48, rue des Augustins
66000 Perpignan

"REBELLES"

En juin dernier, paraissait le n° 1 de "Rebelles" alors intitulé "Journal de débats des prisonniers politiques et sociaux". Il fut suivi en juillet, d'un n° 1 bis.

Aujourd'hui sort une nouvelle série. "Rebelles", un journal et un collectif contre les prisons, contre la répression.

Pour le recevoir et pour toute correspondance :

"Rebelles"
Librairie "Le Jargon libre"
6, rue de la Reine Blanche
75013 Paris



LE GUIDE DU "FICHÉ"

Menaces pour nos libertés, la multiplication des fichiers et leur informatisation ne cessent de nous inquiéter. Mais la peur n'écarte pas le danger, la lucidité politique non plus. En ce domaine plus qu'en tout autre, notre obéissance assésoit le pouvoir, notre passivité quotidienne laisse libre cours à l'arbitraire des autorités. Des textes législatifs régissant la collecte et la gestion des informations recueillies sur notre compte ont été votés ces dernières années. Insatisfaisants, loin d'apporter des garanties suffisantes, ils n'en ont pas moins le mérite d'exister, imposant un certain nombre d'obligations aux fichiers, accordant un minimum de droits aux individus fichés. Encore est-il nécessaire de connaître nos droits - droit, dans certains cas, de se faire communiquer la teneur des informations détenues, droit de faire supprimer ou rectifier certaines de ces informations - et veiller à leur application.

Le dossier pratique que viennent de réaliser, à cette fin, la Ligue des Droits de l'Homme, le Syndicat de la Magistrature et le Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation (CII) est une modeste contribution à cette lutte de tous les instants. Point d'analyses mais 16 pages de textes de loi, de bilan de luttes juridiques, d'exemples de lettres-types et d'adresses utiles. Ce véritable petit guide du "fiché", qui est inséré dans le n° 8 de la revue "Terminal 19/84" et que diffusent plusieurs associations et syndicats est, sans nul doute, à consulter, à conserver et à faire connaître. Comme le rappelle si justement son titre : "On vous fiche, ne vous en fichez pas !"

"Terminal 19/84"
1 rue Keller
75011 Paris.

COLLOQUES LIBERTAIRES

Le Centre d'Etudes Libertaires de Milan vient de publier son programme de travail pour 1982 :

- 27/28 mars : avenirs du totalitarisme et impérialisme soviétique (avec Cornelius Castoriadis).
- 29/30 mai : homme, nature et culture (avec Roberto Ambrosoli et Gian Paolo Prandstraller).
- 13/14 novembre : pouvoir, autorité, domination (avec Amedeo Bertolo et Eduardo Colombo).

Pour des raisons de fonctionnement et d'efficacité ces colloques ne peuvent accueillir qu'une trentaine de personnes. Renseignements et inscriptions : Centro Studi Libertari Pinelli, viale Monza 255, 20126 MILANO.

LE FRONDEUR

Le n° 8 du FRONDEUR, publication pour une réflexion critique est paru, avec au sommaire :

- Quelques réflexions sur la question de l'intervention et sur le mode d'association des révolutionnaires ;
- Un dossier sur le mythe concentrationnaire ;
- Une contribution à la critique de l'idéologie marxiste.

LE FRONDEUR,
B.P. 105, 94400 VITRY

POUR LES POLYGLOTTES

On a reçu des Ediciones Queimada (c. Astorga, 8, Madrid 17) :

- Manuel Revuelta : Herrera de la Mancha
- R. Lorenzo : Homosexualidad, el asunto esta caliente
- Andres Sorel : Miseria de nuestra cultura
- A.-M. Moro : la cara pétrea de Marx
- J.-M. Gorris : el juego y el juguete

Et des éditions Antistato (viale Monza, 255 - 20126 Milano) :
• Kropotkin : Campi, fabbrica, officine (commentaires de Colin Ward.).

CASE
LIBRE

CASE LIBRE... COMME SI
UNE CASE POUVAIT ÊTRE LIBRE
ORDURES VA!



LIBRE
JE SUIS LIBRE!



PUTAIN!.. EN PLUS
ILS VOULAIENT
M'IMPOSER UN SUJET
CES CONNARDS.



AGORA
LE HERISSON
MÊME COMBAT.



ILS ONT MÊME
ENFERMÉS LE A
DANS UN O
CON!



ACCROCS
DU A
HEIN!



STALINIENS
DE MERDE!...
ET VOUS LISEZ ÇA?
BANDE D'ENFOIRÉS.



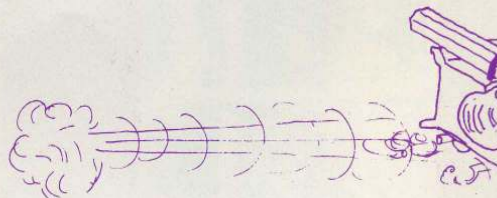
ET ÇA SE DIT
ANARS HA! HA!
FASTOCH TÉ!



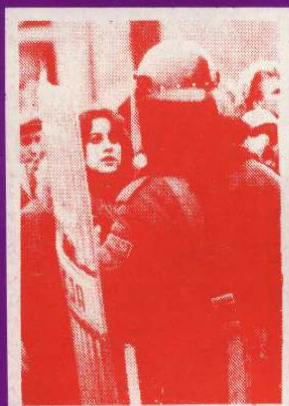
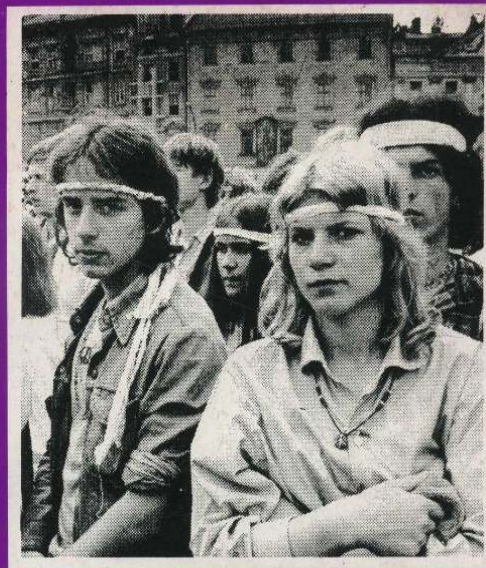
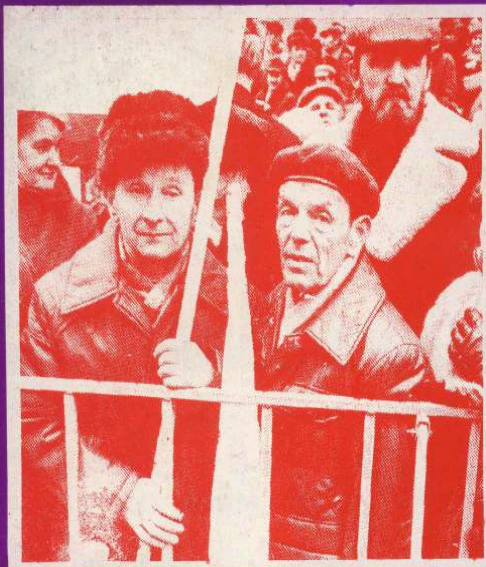
ANARCHIISTES
OUAIS



ALLEZ...
JE ME CASSE!!!



ELI COUTÈRE



POLOGNE 1982
 « ...je pouvais
 devenir un homme silencieux
 qui pleure parfois
 je pouvais devenir
 chacun de ces hommes
 qui sont maintenant assis face à face
 et qui essaient dans l'obscurité
 de reconnaître leurs visages inchangés ».

Adam ZAGAJEWSKI

